LE DROIT DE VIVRE

LE PLUS ANCIEN JOURNAL ANTIRACISTE DU MONDE

licra

676 | MARS 2019
PRIX DE VENTE : 8 €

Il faut sauver l'Europe

Grand entretien Jacques Lévy :
« La France a besoin d'une démocratie interactive qui complète la démocratie représentative »
P.10

49e Congrès de la Licra
P.23

Migrants : au nom de la fraternité
P.38

QUAND LE DÉPARTEMENT S'ENGAGE, C'EST LA PROVENCE QUI GAGNE

www.departement13.fr

DÉPARTEMENT BOUCHES-DU-RHÔNE

Mario Stasi / Président de la Licra

GUILLAUME KREBS

Sauver l'Europe

Les Européens n'aiment plus l'Europe. Le souffle qui avait porté la construction politique du Vieux Continent après le désastre de la Seconde Guerre mondiale semble s'être éteint, progressivement, les élections de ces derniers mois en Italie, en Hongrie, en Allemagne, en Suède, en Autriche et même en Espagne semblant avoir mis l'éteignoir sur les derniers espoirs de sursaut.

Nous voilà donc au pied du mur à la veille du scrutin du 26 mai afin de dire, dans les urnes, le chemin que nous allons choisir entre l'universalisme d'un côté, le populisme de l'autre. Ce qui est en jeu désormais, ce n'est plus l'accessoire de nos débats internes aux démocraties sur les choix économiques et sociaux mais bien l'essentiel de notre corpus politique, celui forgé par les Lumières et les Révolutions, celui hérité d'une histoire jonchée de cadavres et de sacrifices, celui qui a donné naissance aux démocraties parlementaires, qui a permis, partout dans l'Union la paix et la sécurité, celui de l'affirmation de droits communs contenus dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, celui enfin qui portait le rêve, pour reprendre les mots de Robert Schuman, non pas de « coaliser des États mais d'unir des hommes ».

Les peuples d'Europe sont aujourd'hui tétanisés par une angoisse identitaire à laquelle aucune réponse universaliste n'a été apportée. L'Europe n'a pas été à la hauteur de ses valeurs devant la question des réfugiés, devant celle des entraves à la démocratie et à la liberté de la presse en Hongrie, devant les rodomontades post-mussoliniennes de Salvini baignées dans la xénophobie et le complotisme, devant les outrages à la mémoire votées par le Parlement polonais, devant les affronts permanents infligés aux frontières de 1945 par la politique expansionniste de la Russie, devant les crimes de Bachar el-Assad, enfin devant la menace terroriste islamiste.

Face à ce silence, les populistes, les aventuriers et les démagogues ont mis des mots, les mauvais mots évidemment, sur la réalité : ceux de la peur et du repli identitaire, ceux du racisme, de l'antisémitisme, de l'homophobie, du complotisme. C'est un exercice facile que de servir à nos compatriotes ce brouet infâme qui accuse les migrants d'être au mieux des cohortes démographiques voulant nous « grand-remplacer », au pire tous des terroristes déterminés à nous occire. C'est un exercice très simple et d'une paresse infinie de voir dans tout ce qui ne lui convient pas la marque d'on ne sait quel complot des juifs et des francs-maçons. C'est un exercice facile de proposer de rétablir la peine de mort, de revenir sur le droit à l'avortement, de promettre d'expulser tous ceux qui vous déplaisent en raison de la couleur de leur peau, de leur origine ou de leur religion. Cela flatte les bas instincts et excite les acrimonieux.

Mais c'est un exercice plus difficile que d'expliquer la complexité des choses, d'assumer le fait que nos identités, nos appartenances, nos traditions politiques ne sont en rien incompatibles avec l'édification d'un destin commun européen dont le socle s'appuie sur les principes qui garantissent nos droits et nos libertés. C'est un exercice plus difficile que de faire appel à l'intelligence collective des peuples pour faire émerger de la diversité européenne une réponse raisonnée et commune, loin des passions haineuses et des mensonges populistes, sur la question des migrants, sur celle du terrorisme islamiste, sur la régulation du numérique et des réseaux sociaux, sur les réponses à apporter à l'insécurité culturelle. C'est un exercice plus difficile que de reconstruire cette belle idée de nation dévoyée par le nationalisme, que de promouvoir le sentiment patriotique consistant à faire peuple, à intégrer, à libérer, au-delà de la religion, de la couleur de peau, de l'origine, de la communauté.

> « L'Europe, c'est un socle commun, des siècles de construction d'une culture commune. »

L'Europe n'est pas Bruxelles. L'Europe est née du désastre et de la nécessité de former une communauté d'hommes et de femmes ayant en partage des valeurs et des principes universalistes. L'Europe, c'est un socle commun, des siècles de construction d'une culture commune sans exclusive arrimée tout à la fois à la Grèce et à Rome, aux civilisations portées par la foi, à l'humanisme de la Renaissance, à la raison des Lumières, à l'émancipation des peuples, à l'éclosion des droits et des libertés. La démocratie, le pluralisme, la liberté d'opinion, la liberté de conscience sont le fruit de cet héritage européen. Cet héritage est entre nos mains. C'est à nous, universalistes, de le défendre, sur le terrain, dans les urnes et partout où nous aurons le sentiment d'être utiles à la fraternité et au bien public.

LICRA **DDV**
n°676 / mars 2019

• Fondateur : Bernard Lecache
• Directeur de la publication : Mario-Pierre Stasi
• Rédacteur en chef : Antoine Spire
• Secrétaire de rédaction : Justine Mattioli
• Comité de rédaction : Jean-Pierre Allali, Alain Barbanel, Isabelle Barbéris, Abraham Bengio, Maurice Dahan, Alain David, Alexandra Demarigny, Georges Dupuy, Philippe Foussier, Marie-Pia Garnier, Isabelle Kersimon, Alain Lewkovicz, Justine Mattioli, Stéphane Nivet, Monique Ollier, Mireille Quivy, François Rachline, Raphaël Roze, Évelyne Selles-Fischer, Mano Siri.
• Éditeur photo : Denfert Consultants
• Couverture : Moritz320/Pixabay
• Abonnements : Geneviève Chevalier
• Maquette et réalisation : Denfert Consultants
• Société éditrice : Le Droit de Vivre
42, rue du Louvre,
75001 Paris
Tél. : 01 45 08 08 08
E-mail : ddv@licra.org
• Imprimeur : Riccobono Offset Presse
115, chemin des Valettes
83490 Le Muy
• Régie publicitaire : Micro 5 Lyon
327-355, rue des Mercières
69140 Rillieux-la-Pape
Tél. : 04 37 85 11 22
Port. : 06 25 23 65 66
Les propos tenus dans les tribunes et interviews ne sauraient engager la responsabilité du *Droit de Vivre* et de la Licra.
Tous droits de reproduction réservés
ISSN 09992774
CPPAP : 1115G83868

SOMMAIRE

ACTUALITÉS / 5 à 6
- Le sang-froid de Donel Jack'sman, humoriste insulté sur scène / p.5
- L'Algérie face à la haine des noirs / p.6

DOSSIER / 7 à 22
Il faut sauver l'Europe
- Édito d'Antoine Spire / p.7
- L'Europe de « l'antisystème » : les territoires perdus de la tolérance / pp.8-9
- Entretien avec Jacques Lévy, « Le scrutin sur le traité constitutionnel européen a laissé de lourdes traces dans la mémoire des peuples » / pp.10-11
- Le grand enjeu des élections européennes / pp.12-13
- L'accueil des migrants au cœur de l'Europe / p.14
- Antisémitisme en Europe : un constat inquiétant / p.15
- Des forces ouvertement extrémistes au Parlement européen / pp.16-17
- L'Europe, entre réel et imaginaire / pp.18-19
- Des Gilets jaunes, partisans d'un « Frexit » / p.20
- L'Europe ne se résume pas à l'*Ode à la joie* / pp.21-22
- La laïcité face à de nouveaux enjeux / p.22

49e CONGRÈS DE LA LICRA / 23 À 25
- Venez nombreux au Congrès / p.23
- Le programme / p.23
- Profession de foi de Mario Stasi / pp.24-26

FORUM *DROIT DE VIVRE* / 26 À 29
- L'universalité des droits humains attaquée de toutes parts / p.26
- Le *DDV* face à un monde en plein bouleversement / p.27
- Mettre fin à la barbarie numérique / pp.28-29

INTERNATIONAL / 30 et 31
- Pacte de Marrakech. A beau mentir qui vient de loin / p.30
- Bolsonaro misogyne, homophobe, raciste… mais pas antisémite / p.31

TRIBUNE LIBRE / 32
- Racisme et antisémitisme, le « A » de Licra

SOCIÉTÉ / 33 à 36
- Assises du négationnisme : ne pas trahir la mémoire / p.33
- SOS Racisme : une nouvelle jeunesse / p.34
- Complotisme : les leçons de Strasbourg / p.35
- Michel Houellebecq, le jaune et le noir / p.36

CHRONIQUE DE LA HAINE / 38
- Migrants : au nom de la fraternité

SPORT / 39
- Nicole Abar : « À mon époque, le football féminin était une anomalie »

CULTURE / 40 à 49
- L'affaire Schwartzbard, le procès à l'origine de la Licra / p.40
- La France, le pays où la haine s'exerce ? / p.41
- Haines complotistes à l'école : les recettes de Iannis Roder / p.42
- Un projet littéraire inédit / p.43
- Les voyages d'Idiss / p.44
- Tribune / Supprimer le mot race : vers la fin du racisme ? / p.45
- Le combat chorégraphique de Lia Rodrigues / p.46
- Un droit à l'image devenu fou / p.47
- Se pencher sur hier pour décrypter aujourd'hui / pp.48-49

VIE DES SECTIONS / 50 à 52
- 75 ans après la Shoah, qu'est-ce qu'être Juste aujourd'hui ? / p.50
- Une nouvelle section en Dordogne / p.50
- Solène Pieniek : « Être militant aujourd'hui c'est savoir crier plus fort que les autres » / p.51
- Transformation de l'antisémitisme ? / p.52

RETOUR SUR / 53
- La messe hongroise est dite
- Une petite histoire de monde animal

COURRIER / 54

EN BREF

EXACTIONS AU SOUDAN

La Licra est solidaire des Soudanais victimes des crimes commis par le régime du général Omar el-Béchir. Elle dénonce l'inaction de la Cour pénale internationale (CPI), demande la mise à exécution immédiate des deux mandats d'arrêt visant le dictateur et souhaite que l'Union européenne prenne des sanctions contre lui. (Isabelle Kersimon)

HISTORIQUE PRISON FERME

Le 17 janvier, le tribunal correctionnel de Bobigny a condamné la figure d'extrême droite Alain Soral (multirécidiviste de propos haineux) à un an de prison ferme. À l'initiative de la Licra et du Parquet, l'essayiste était poursuivi pour des propos antisémites sur son site Internet à l'encontre d'une magistrate : « *Les juifs sont manipulateurs, dominateurs et haineux. […] Je n'ai jamais entendu autant de mensonges et de malhonnêteté sortir de la bouche d'une femme, et pourtant des salopes, j'en ai connues.* » (Justine Mattioli)

HARO SUR UN MAGISTRAT

Stupeur à Lyon. *Le Canard Enchaîné*, le 5 décembre dernier, révélait la teneur de plusieurs tweets racistes envers les migrants provenant du compte d'un magistrat honoraire à la Cour nationale du droit d'asile. Philippe Sauvannet a été contraint de démissionner et a fermé son compte Twitter. La Licra a fait parvenir un signalement au Parquet de Paris pour initier des poursuites. (J. M.)

AMAZON

Stéphanie Share, historienne spécialiste du négationnisme a contacté la Licra et d'autres associations antiracistes ainsi qu'Amazon France pour faire part de l'existence sur le site de ce dernier de plusieurs ouvrages problématiques et notamment concernant celui de J. Graf, un négationniste suisse, *L'Holocauste au scanner*. Amazon a rapidement retiré l'ouvrage mais l'historienne rappelle qu'il y en a d'autres à disposition comme celui de Robert Faurisson. La Licra a décidé d'intervenir au sujet de ces ouvrages. (J. M.)

LA LICRA AU SÉNAT

Le 25 mars, Ryadh Sallem, président de la commission Sport, propose une journée de réflexion autour du sport. Une conférence « Le sport peut-il jouer un rôle dans la lutte contre le racisme et les discriminations ? » réunira des personnalités qui permettront de donner des pistes à la Licra. À l'issue de la journée les Licra d'or seront remis à des personnalités ayant marqué l'année 2018 pour « *leur combat au service des valeurs positives du sport et de la lutte antiraciste* ». (J. M.)

EXPOSITION

Jankélévitch, figures du philosophe, l'exposition à la BNF rassemble manuscrits, correspondances, photographies et vidéos. Une somme plutôt exhaustive qui permet de toucher du doigt le cheminement de cet intellectuel français. La BNF présente l'homme comme « *Engagé dans les combats de son siècle, durant la Résistance notamment, et contre l'antisémitisme. Il est l'auteur d'écrits et de prises de position dont le rayonnement a dépassé les cercles de spécialistes et touché le grand public* ». À ne pas rater surtout s'il y a des prolongations au-delà du 3 mars ! (Monique Ollier)

PRIX JEAN PIERRE-BLOCH

Le prix Jean Pierre-Bloch qui récompense un artiste et son œuvre dans son rapport aux droits de l'homme avait été décerné par le jury de la Licra présidé par Martine Benayoun à Charles Aznavour, aujourd'hui, décédé. À l'occasion du 49e Congrès de la Licra, il sera remis solennellement à son fils Nicolas qui préside la Fondation Aznavour. La statuette réalisée par le sculpteur Pierre Margara ira enrichir le musée de la fondation à Erevan en Arménie.

Le sang-froid de Donel Jack'sman, humoriste insulté sur scène

Le comédien traité à trois reprises de « sale noir » pendant son one-man-show, *On ne se connaît pas, on ne se juge pas*, a donné dans la foulée deux représentations exceptionnelles au profit d'associations favorisant l'intégration de jeunes défavorisés. Il refuse toute rancœur victimaire.

Raphaël Roze

La Cigale à Paris était comble le 1er février dernier pour l'un des deux one-man-show non prévus que l'humoriste Donel Jack'sman a programmés in extremis afin de récolter des fonds pour des associations luttant contre les discriminations. Le second stand-up s'est déroulé le 27 janvier au théâtre niçois de la Cité, là-même où le jeune homme de 37 ans d'origine camerounaise s'était fait insulter sur scène.

C'était le 23 décembre dernier. 180 personnes étaient réunies dans l'obscurité. Pendant la représentation, Donel et les spectateurs ont entendu à trois reprises un inconnu assis parmi eux (et qui avait donc payé sa place) hurler « sale noir ! » à l'adresse du comédien. Des interruptions qui ont laissé la salle pantoise, tout comme la vedette de la soirée, pourtant rodée car enchaînant les tournées depuis près d'une décennie.

Un malaise général

Après quelques minutes d'incrédulité (on a pensé d'abord à une blague de mauvais goût), Donel a fait répéter l'injure à l'apostropheur pour être sûr d'avoir bien compris. « *J'aurais pu lâcher le micro et foncer sur lui mais j'ai décidé de ne pas faire pâtir la salle de l'incident. J'ai continué pour ne pas donner de l'importance à cet individu* », a-t-il expliqué à *Nice-Matin*. Il s'est contenté de constater le malaise général : « *Tout le monde est gêné pour toi* », a-t-il lancé au fauteur de troubles. Il a porté plainte mais le coupable était visiblement seul et s'est volatilisé quand les lumières se sont rallumées.

Au moment où nous écrivons ces lignes, personne ne l'a identifié – les places n'étant pas numérotées – et la police n'a pu recueillir un témoignage probant permettant de procéder à son arrestation. Une vidéo où il n'apparaît pas mais où ses injures sont audibles a été largement diffusée sur les réseaux sociaux puis reprise par les chaînes de télévision.

« Je me serais bien passé de cette médiatisation »

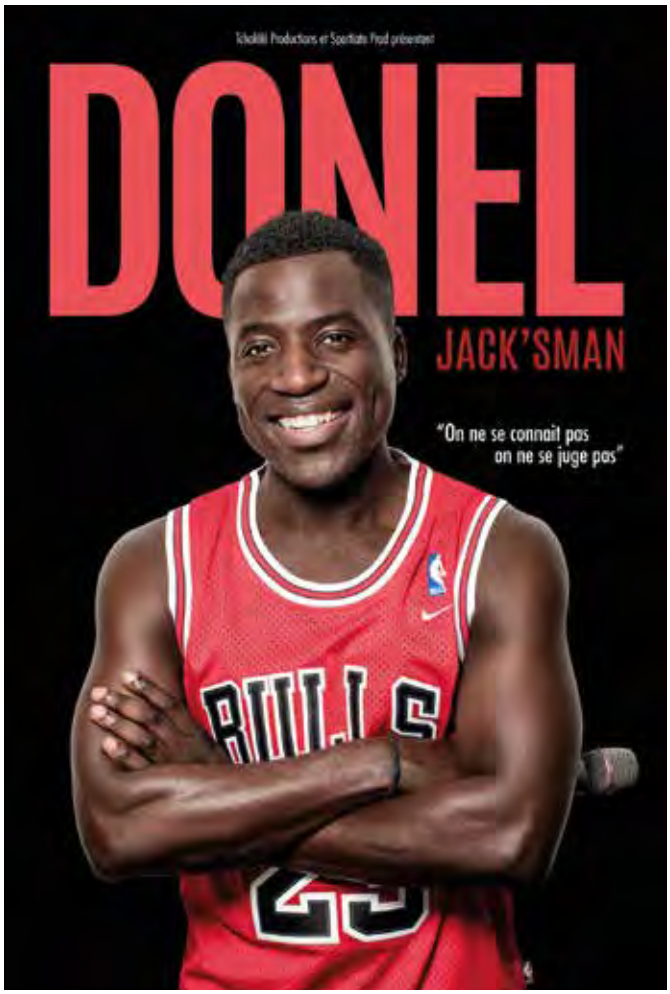
Donel Jack'sman a vu sa notoriété monter en flèche, d'autant qu'il a été interviewé à plusieurs reprises par les animateurs de BFM, CNews, LCI… « *Je me serais bien passé de cette médiatisation,* dit-il au *Droit de Vivre. Mon prochain spectacle aura lieu en octobre 2019 à L'Alhambra à Paris. Je suis en train de l'écrire et je n'ai pas besoin de publicité supplémentaire. Encore moins d'argent. C'est pourquoi j'ai voulu transformer la haine en amour en programmant gracieusement les shows des 27 janvier et 1er février.* »

« Je soutiens les organisations antiracistes à visée universaliste comme la Licra car aucune discrimination n'est supportable. »

Une icône pour les adolescents

Les recettes ont été attribuées à parts égales à deux associations : Galice, une structure niçoise qui combat les discriminations et éveille les jeunes à la citoyenneté à travers le sport dans le quartier difficile des Liserons ; et ACES (« Apprendre-Comprendre-Entreprendre-Servir ») de son ami Kery James, qui finance des bourses d'études. Natif d'Orly, dans le Val-de-Marne, ce rappeur de souche guadeloupéenne est une icône pour beaucoup d'adolescents et se distingue par sa détestation de la position victimaire des groupes identitaires « décoloniaux ». Il milite pour l'intégration sociale et surtout scolaire des plus défavorisés.

« *Je soutiens moi aussi les organisations antiracistes à visée universaliste comme la Licra,* assure Donel, *car aucune discrimination n'est supportable.* » ●



L'Algérie face à la haine des noirs

Lauréate du concours de beauté Miss Algérie 2019, Khadidja Benhamou a été l'objet de vives critiques sur les réseaux sociaux. Moult remarques racistes sur sa couleur de peau qui ont eu pour effet de raviver la question du racisme anti-noirs.

Justine Mattioli

Les noirs en Algérie sont victimes de discriminations et régulièrement stigmatisés. Il est important de distinguer les populations noires algériennes vivant majoritairement dans le Sud du pays et les populations noires, immigrées, en provenance d'Afrique subsaharienne. La présence de noirs en Algérie et plus largement dans le Maghreb est séculaire et remonte à la pratique de l'esclavage par les Arabes. « *L'Algérie est le pays d'Afrique du Nord qui a accueilli le plus petit nombre d'esclaves noirs. […] Les noirs y sont minoritaires et les trois-quarts habitent aujourd'hui le Sahara*[1]. » Dans l'imaginaire collectif, noirs et esclaves sont des termes associés ; la couleur de peau [noire] traduit ici un statut inférieur. Force est de constater qu'ils sont encore victimes de mépris, de discriminations et de racisme. Il existe une véritable césure entre le Nord et le Sud du pays, matérialisée par le Sahara. Le Nord est plus urbanisé, développé et relié alors que le Sud représente une très vaste étendue ponctuée çà et là de quelques lieux de vie. Nord et Sud se côtoient peu et se connaissent mal. La diversité de l'Algérie ne se traduit malheureusement ni en politique, ni dans les médias, ni dans les postes à responsabilité, ni dans les élites…

Un racisme ancestral

« *Le racisme anti-noirs existe depuis toujours – comme le racisme anti-berbères,* soutient l'écrivain algérien Boualem Sansal. *Le monde arabe a toujours pratiqué l'esclavage des noirs et à ce jour il n'a jamais été officiellement aboli. Son abolition dans les pays occidentaux et la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui est la charte de l'ONU, ont obligé les pays arabes à abandonner l'esclavage mais dans les faits, il se pratique encore, quoique de manière très marginale.* » Les noirs sont donc considérés comme des étrangers même s'ils sont là depuis des générations. En Algérie, l'existence d'un racisme à leur encontre est taboue. Néanmoins, avec les réseaux sociaux, il devient difficile à dissimuler. La haine s'exprime sans entraves : par exemple, en 2017, à l'occasion de la journée mondiale des réfugiés, un hashtag très repris sur Twitter se traduisait par *#non aux Africains en Algérie*.

Le torchon brûle

Depuis peu, cette haine s'est déplacée vers les populations immigrées. Les migrants arrivent en masse sur les côtes du Maroc, d'Algérie, de Tunisie et de Libye. Or, si ces pays étaient auparavant des étapes transitoires vers l'Europe, beaucoup décident aujourd'hui d'y rester. L'arrivée de noirs dans les villes du Nord a réveillé des litanies xénophobes, teintées de préjugés sur les « Kahlouch » (terme péjoratif désignant un noir) comme « *porteurs de maladie* », « *ils répandent le sida dans les villes* », « *sorciers* », etc.

Pour Boualem Sansal, « *le mal ne fait que s'étendre à mesure que l'ultra-nationalisme et l'islamisme progressent dans la société. […] Des gens se battent pour faire reculer ces archaïsmes mais ils sont souvent eux-mêmes agressés, traités comme des ennemis de l'islam et de la oumma. […] Il y a aussi beaucoup à dire sur la stratégie que les islamistes déploient pour contrôler la population et qui consiste à dénoncer la dépravation de la société moderne, dépravation qu'ils s'engagent à éradiquer par le fer et par le feu.* » En avril prochain, les élections présidentielles reconduiront sans doute le pouvoir en place, avec un Bouteflika qui n'est plus qu'une caution, une coquille vide. Et Boualem Sansal d'évoquer un dernier exemple : « *En Mauritanie, aujourd'hui encore, chaque ménage aisé possède ses esclaves intégrés au sein même de la cellule familiale.* » La question du racisme reste entière au Maghreb. Pour combien de temps ? ●

1. Louis Blin, *Les noirs dans l'Algérie contemporaine*, article paru dans *Politique Africaine*, n°30, juin 1988. Louis Blin, diplomate et docteur en histoire contemporaine est spécialiste du monde arabe.

LESEKREIS / WIKIMEDIA

BOUALEM SANSAL

est un romancier et essayiste algérien. Il a publié *Le train d'Erlingen* ou *La métamorphose de Dieu*, 2018, Édition Gallimard, 20 euros.

Le monde arabe a toujours pratiqué l'esclavage des noirs et à ce jour il n'a jamais été officiellement aboli.

PIXABAY

La Tunisie combat le racisme

Le 9 octobre 2018, la Tunisie a été le premier pays, dans le monde arabe, à édicter une loi pénalisant le racisme – notamment envers les noirs – avec des peines allant jusqu'à trois ans de prison.

Donnons corps à l'universalisme européen

À quelques semaines de l'élection européenne, il n'est pas inutile de rappeler que l'aventure européenne est l'une des plus salutaires qui se soit offerte à nos peuples depuis la fin de la guerre de 1939-1945. Et pourtant elle se présente aujourd'hui sous les traits d'institutions abstraites éloignées des enjeux de la vie quotidienne. Comme le dit Jacques Levy dans le grand entretien qui suit, nos pays ont besoin d'une démocratie interactive, d'une participation réelle des peuples aux décisions qui s'ajoute à la démocratie représentative. Battue en brèche par tous ceux qui rêvent de s'en tenir à l'entre soi des souverainetés nationales, l'Europe a besoin d'un second souffle, d'autant que le lâchage américain et le retrait britannique incitent à transformer le continent en « l'homme malade » du XXIe siècle.

GUILLAUME KREBS

« L'Europe a besoin d'un second souffle. »

Dans notre dossier, nous faisons le tour de ces partis populistes europhobes et de leurs fantasmes qui ont défrayé la chronique depuis quelques années. Comme l'affirment trente écrivains de tous pays, *« il y a le feu à la maison Europe, il faut sonner l'alarme contre les incendiaires des âmes qui, de Paris à Rome en passant par Dresde, Barcelone, Budapest, Vienne ou Varsovie jouent avec le feu de nos libertés*[1] *»*. Nous vous présentons dans cette livraison de notre magazine la carte de l'Europe populiste et une analyse de l'idéologie des partis europhobes. Quand la liberté de la presse est menacée comme en Hongrie ou en Pologne, quand la séparation des pouvoirs est attaquée, quand il est fait bon marché des valeurs européennes à l'initiative de la coalition au pouvoir en Italie ou en Autriche, quand des partis comme Vox en Espagne ou l'extrême droite des « Démocrates de Suède » tiennent le haut du pavé, il est plus que nécessaire de refonder la démocratie européenne.

120 intellectuels et responsables politiques[2] ont proposé dans un manifeste pour la démocratisation de l'Europe de prendre en compte les mobilisations citoyennes en leur donnant des possibilités institutionnelles d'expression sans pour autant dévaloriser le Parlement européen (qui serait restructuré autour des parlementaires nationaux) comme instance représentative. Thomas Piketty s'est fait le porte-parole de ceux qui veulent revivifier la démocratie européenne en proposant notamment une fiscalité plus juste, un budget qui se fixerait pour objectif de réduire les inégalités et d'impulser la production de biens publics dans le cadre d'une économie durable et solidaire ; on arracherait enfin l'Europe au sempiternel immobilisme des négociations intergouvernementales. Mais, si on veut relancer l'aventure européenne, il faut aller plus loin et donner à notre culture européenne toute sa place.

L'Europe est d'abord un principe d'universalité. Elle n'est pas une forteresse entourée de misère et de pauvreté, sans accueil pour les réfugiés, mais un continent où une société moderne, ouverte et engagée met en œuvre un droit d'asile avec lequel il ne devrait pas être question de chipoter. Les rêves d'égalité et le désir de liberté que l'après-guerre de 1939-1945 a engendrés doivent à nouveau s'incarner dans l'innovation donnant corps au pouvoir de se réinventer, de réinventer l'égalité des chances, l'accès aux droits et à la culture pour tous. Les initiatives de la société civile portent partout, au quotidien, l'universalité des droits avec une force considérable. Donnons-leur un débouché politique ! •

Antoine Spire

1. www.liberation.fr/auteur/19353-un-collectif-d-ecrivains-internationaux.
2. http://tdem.eu/en/manifesto.

L'Europe de « l'antisystème » : les territoires

Depuis 2005, les partis populistes ne cessent de progresser sur le continent. Mesures liberticides à l'encontre des citoyens et des médias, obsession sécuritaire, défense de l'identité nationale, révision de l'histoire, « chasse » à l'islam, rejet des élites et des élus tous « corrompus »… tels sont les ingrédients qui semblent constituer l'ADN des gouvernements populistes qui dirigent aujourd'hui plus du tiers des pays européens, souvent sous la forme de coalitions improbables ! Comme en témoigne cette carte qui résume la montée de la vague « antisystème ».

Alain Barbanel

❶ Hongrie

« Par le peuple et pour le peuple ». Théoricien de la démocratie dite « illibérale », Viktor Orbán dirige son pays d'une main de fer depuis 2010, après un passage au pouvoir de 1998 à 2002. Cet ancien opposant au régime communiste, leader du parti centre droit Fidesz, a mis en place un éventail de mesures liberticides notamment le contrôle des médias par ses proches, l'offensive contre les migrants, les élites, l'islam… Ce chantre de l'antisystème prêche contre « l'invasion » musulmane en défendant l'identité chrétienne. Il a fait interdire aux SDF de dormir dans les espaces publics. Orbán subit l'offensive du parti d'extrême droite ultranationaliste Jobbik, qui a obtenu 20 % des suffrages en avril dernier, aux dernières élections législatives.

❷ Pologne

Depuis la victoire du PiS en 2015, le gouvernement polonais dirigé par Mateusz Morawiecki entend tourner la page de « l'échec » de la Pologne, après la chute de l'URSS et le passage au libéralisme « sauvage » qui aurait corrompu l'élite du pays. Derrière cette petite musique classique du populisme, c'est une grande dérive autoritaire qui a été mise en place : mise sous tutelle de la justice par l'exécutif, et surtout purge radicale dans tous les secteurs : tribunal constitutionnel, Cour suprême, fonction publique, médias et armée, l'objectif, à terme, étant de remplacer les élites dans les structures de la société. Le régime réécrit aussi volontiers l'histoire en cherchant à atténuer la responsabilité de la Pologne dans la Shoah.

❸ Italie

L'alliance du fer et de l'eau… Depuis les élections législatives de mars 2018, la Ligue, d'extrême droite, xénophobe et souverainiste dirigée par Matteo Salvini, désormais ministre de l'Intérieur, et le Mouvement 5 étoiles (M5S) inclassable, mené par Luigi di Maio, en charge des affaires sociales, dirigent aujourd'hui le pays. Le programme de cette coalition antisystème et anti-élites, promet à ses électeurs un « revenu de citoyenneté », une diminution importante du nombre de parlementaires, un recours aux initiatives populaires et… le renvoi de plus de 500 000 migrants clandestins.

❹ République tchèque

Surnommé le « Trump tchèque », Andrej Babiš partage avec le président américain la réussite entrepreneuriale, l'accumulation d'une fortune considérable et la détestation des élites ! À la tête de son parti centre droit ANO (Action des citoyens mécontents), il est, depuis décembre 2017, chef d'un gouvernement de coalition avec les sociaux-démocrates. Critique du parlementarisme qu'il qualifie de « chambre de bavardage », il entend gérer l'État comme une entreprise. Anti-euro, mais pro-européen, il s'oppose à l'islam et à l'immigration, conforté à sa droite par le parti SPD (Liberté et démocratie directe), conduit par Tomio Okamura, entrepreneur d'origine japonaise, fervent défenseur de la « civilisation européenne », ayant obtenu 11 % lors des dernières élections législatives.

❺ Slovaquie

Robert Fico, qui se classe à gauche, a remporté les élections de 2016 en s'attaquant aux migrants, aux musulmans, aux journalistes « simples hyènes idiotes » et à la minorité hongroise dont il interdit la langue dans l'administration. Il démissionne en février 2018, pour laisser la place à Peter Pellegrini, qui a poursuivi la coalition avec le parti de Robert Fico, en s'adjoignant celui de la minorité hongroise Most-Hit et le parti d'extrême droite SNS.

❻ Autriche

C'est une coalition « noire-bleue » qui gouverne à nouveau en Autriche. À l'issue d'une campagne centrée sur l'immigration, le Premier ministre conservateur autrichien Sebastian Kurz (ÖVP) gouverne avec le parti d'extrême droite, le FPÖ, dirigé par Heinz-Christian Strache. À la tête de six ministères, le FPÖ met en place son programme anti-migrants et anti-islam fondé sur la « défense de l'identité nationale », la « patrie » et la « sécurité ». Le projet de Heinz-Christian Strache de soumettre un referendum sur le maintien de l'Autriche dans l'Europe, a été retoqué pour l'heure par Sebastian Kurz.

❼ Bulgarie

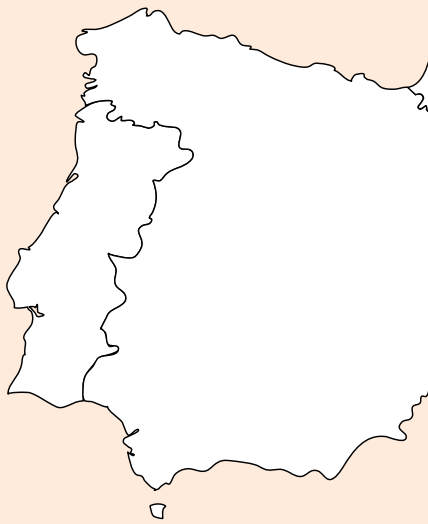
Depuis 2017, Boïko Borissov, le leader du parti du centre droit GERB, est Premier ministre pour la troisième fois dans son pays. Il est à la tête d'un gouvernement de coalition, l'alliance des « Patriotes unis », regroupant la droite nationaliste et le parti d'extrême droite Ataka pour « Attaque ». Nostalgique d'un État fort et anti-migrants, le gouvernement s'en prend aux Turcs, et à la communauté musulmane.

❽ Grèce

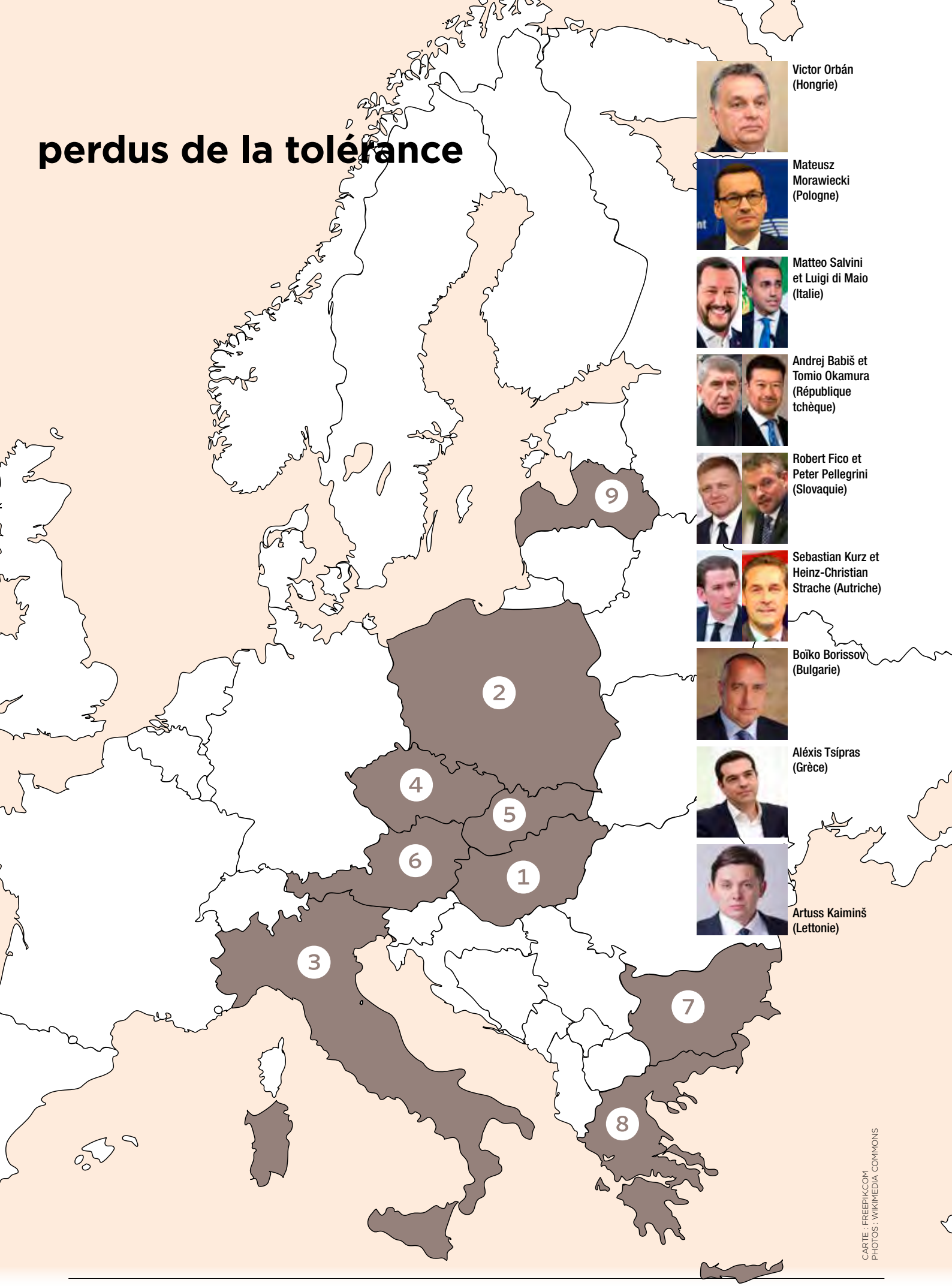
Leader de la droite nationaliste AN.EL à tendance complotiste, Pánnos Kammenos est ministre de la Défense dans un gouvernement conduit depuis janvier 2015 par Aléxis Tsípras, qui représente les partis de la gauche radicale Syriza. Bien qu'opposés sur de nombreux points, ces deux partis partagent leur rejet des élites, les accusant d'être corrompues et non patriotes. Le parti AN.EL s'oppose au multiculturalisme, veut réduire l'immigration et renforcer le soutien de l'église orthodoxe dans le système éducatif.

❾ Lettonie

L'Alliance nationale de 2016 à 2018 a renforcé sa présence dans le gouvernement avec l'arrivée de trois ministres nationalistes. Ce parti s'est notamment « illustré » en organisant des commémorations en faveur des soldats lettons ayant combattu avec les nazis contre les russes pendant la Seconde Guerre mondiale. Les élections législatives du 6 octobre 2018 ont vu émerger en tête le parti « Harmonie » des sociaux-démocrates russophiles, suivis des partis populistes : KPV LV (14,1 %) dirigé par Artuss Kaiminš et le Nouveau parti conservateur (13,6 %). Depuis très fragmentée, la coalition gouvernementale est très fragile. ●



perdus de la tolérance



Victor Orbán (Hongrie)

Mateusz Morawiecki (Pologne)

Matteo Salvini et Luigi di Maio (Italie)

Andrej Babiš et Tomio Okamura (République tchèque)

Robert Fico et Peter Pellegrini (Slovaquie)

Sebastian Kurz et Heinz-Christian Strache (Autriche)

Boïko Borissov (Bulgarie)

Aléxis Tsípras (Grèce)

Artuss Kaiminš (Lettonie)

CARTE : FREEPIK.COM
PHOTOS : WIKIMEDIA COMMONS

RANDY COLAS / UNSPLASH

« Le scrutin sur le traité constitutionnel européen a laissé de lourdes traces dans la mémoire des peuples »

Pour le géographe Jacques Lévy, l'arrivée des partis populistes aux responsabilités dans la plupart des pays européens risque de galvaniser les prochaines élections en confortant un scrutin critique à l'égard d'une Europe jugée trop institutionnelle. Selon lui, la solution à cette crise serait d'aller vers une démocratie interactive qui fasse entendre la voix du peuple.

Propos recueillis par Alain Barbanel

DRFP/ODILE JACOB

DDV Que vous inspire le mouvement des « Gilets jaunes ». Est-il l'expression d'une « géographie de l'injuste », terme que vous utilisez dans votre dernier essai ?

Jacques Lévy : Il y a à la fois une demande de justice et la perception d'une injustice dont le point de départ souligne une dimension géographique. La revendication initiale portait en effet sur plus de justice en matière de mobilité pour ceux qui utilisent le plus souvent leur voiture, en fonction de l'espace. Les Gilets jaunes ont, sur cette question, aussi leur part d'arbitrage. Ce qui sera intéressant, ce sont les autres avis qui vont se dégager des débats sur des aspirations sociétales qui dépassent le cadre initial de la taxe carbone qui cantonnait ce mouvement à un point de vue seulement de consommateurs. Il ne faudrait pas que cette démarche balaie les dangers que représentent les particules fines pour la santé publique et l'environnement !

Cette « cartographie sociale » aura-t-elle un rôle dans le scrutin des prochaines élections européennes ?

Les Gilets jaunes ont en effet réactualisé la géographie électorale des partis populistes originaires de l'extrême droite puisque l'électorat du Rassemblement national a une cartographie assez proche de ce qu'on peut savoir de la géographie du mouvement. C'est similaire en Europe. La plupart des partis protestataires européens, nationalistes et

xénophobes ont aussi une géographie électorale qui ressemble beaucoup à celle de la France : peu de force dans les centres et une grande présence dans le périurbain avec une population qui prône le souverainisme et le repli sur soi et, d'une façon plus globale, l'antisystème. Ce sont les mêmes qui voient l'évolution du monde comme une donnée négative avec une nostalgie du passé, qui en est une composante. Cette population a plus de capital économique que de capital culturel et par rapport à leurs revenus, ils ont peu de diplômes. L'avantage de la ville est qu'on accède à une multitude d'informations, d'événements de nature culturelle. Cette distinction traduit deux approches de la réussite.

Comment expliquer une telle défiance, le mot est faible, à propos de l'Europe ? Le Brexit démontre que sortir de l'Union peut être encore pire…

L'Europe est trop polarisée sur les aspects institutionnels, éludant le pouvoir des citoyens. Ce qu'on a fait de mieux en Europe, c'est le Parlement élu au suffrage universel et représentatif, qui peut être une ressource et un levier. Ce serait moins « lourd » si les citoyens s'en mêlaient davantage. L'Union européenne commence à le comprendre mais le système doit passer par le filtre d'intérêts qui restent très nationaux. Si on privilégie le dialogue entre les États et la Commission européenne, on prend le risque que certains d'entre eux bloquent le système et on a tout intérêt à rendre la légitimité populaire plus active pour franchir les étapes, avec le retour des référendums européens. Le scrutin en 2005 sur le traité constitutionnel européen qui s'était prononcé pour le non, contré par des droits de véto de deux pays ne représentant que 15 % de l'électorat, a laissé de lourdes traces dans les mémoires des peuples. C'est un contre-exemple qu'il ne faut pas réitérer et qui renforce les populismes et l'euroscepticisme. Le destin de l'Europe se jouera en rendant le peuple européen visible grâce à une démocratie directe et représentative.

« La France a besoin d'une démocratie interactive qui complète la démocratie représentative. »

Pour la première fois, ces élections vont se dérouler avec des gouvernements en Europe ouvertement d'extrême droite. Cet accès aux responsabilités peut-il modifier le comportement des électeurs selon les territoires ?

Les partis populistes sont puissants dans la majorité de l'Europe, sans beaucoup d'exception, sauf le Portugal. Même l'Espagne a un parti de ce type, Vox, qui vient de s'allier avec le Parti populaire pour diriger l'Andalousie. Sans oublier l'Italie, les pays nordiques, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie. Il est donc probable qu'en arrivant au pouvoir, ces partis vont gagner en légitimité auprès des électeurs qui n'étaient pas encore complètement acquis. Un raz de marée ? Ce n'est pas pour l'heure ce que prévoient les sondages, donc restons prudents. On s'attend à ce que le centre gauche et le centre droit qui gouvernent classiquement le Parlement européen et la Commission perdent la majorité, mais les libéraux et les écologistes devraient garder la main. Je pense que les partis de gouvernement européens ne sont pas directement menacés. En revanche, dans une hypothèse qui n'est pas à exclure, on pourrait assister à une forte progression des partis populistes pour atteindre 30 ou 35 % des sièges, ce qui rendra beaucoup plus difficile la gouvernance du Parlement européen.

Vous évoquez pour l'Europe et pour la France la nécessité d'une démocratie interactive. De quoi s'agit-il ?

C'est l'idée de faire interagir la scène politique et la société civile très en amont des décisions de politique publique et pas seulement au moment où l'on veut vérifier que les gens sont d'accord avec un projet qui a déjà été élaboré. Je pense que la France a besoin d'une démocratie interactive qui complète la démocratie représentative. C'est nécessaire, car notre pays vit sous une forme de « tyrannie » de l'exécutif, avec un système qui est unique en Europe, où le Parlement n'est pas le mode principal de gouvernance, car l'élection du président au suffrage universel direct diminue son poids. Il y a un rendez-vous électoral tous les cinq ans, et la synchronisation entre l'élection présidentielle et les législatives a encore aggravé la situation. Pendant cinq ans, on ne s'exprime plus ! Pendant cette période, les gens ont soit l'obligation de se résigner, soit d'intervenir de façon démonstrative dans la rue, pour infléchir l'action gouvernementale. Même les élections intermédiaires qui fonctionnent un peu comme un super sondage, n'y changent rien, contrairement aux États-Unis, où les fameux *midterms* impactent directement le Congrès. Cette démarche pourrait aussi parfaitement s'adapter à l'Europe et à ses choix pour l'avenir. L'outil numérique permet aujourd'hui de simplifier considérablement les consultations populaires. Profitons-en !

Quel exemple donneriez-vous pour illustrer cette démocratie interactive ?

Le cas islandais est intéressant en tentant un processus non représentatif dans l'élaboration de la nouvelle constitution. La preuve qu'un grand débat, conjugué à des forums citoyens qui vont analyser la matière produite, est tout à fait possible, même si, au final, ce sont les politiques qui décident. Mais il faut qu'il y ait un dialogue permanent entre la société et le système politique. C'est vrai aussi pour l'urbanisme. En France, le cas de Notre-Dame-des-Landes est emblématique. Si on avait lancé le processus d'échange et d'interaction dès le début, au lieu de fabriquer un projet technocratique, l'aéroport aurait peut-être été construit. Même le référendum, intervenu trop tard, n'a servi à rien. La difficulté est de faire adhérer les partis en place à cette démarche qu'ils craignent car ils perdent la maîtrise des électeurs… ●

Jacques Lévy
est géographe, professeur à l'École polytechnique fédérale de Lausanne et à l'université de Reims. Il a reçu le prix international Vautrin-Lud 2018, qui est la plus haute distinction en géographie. Il est également membre du rhizome de recherche Chôros.

À lire

Qu'est-ce qu'un espace juste ?
En répondant à cette question, l'ouvrage co-écrit par Jacques Lévy et deux autres chercheurs, ouvre un nouveau champ, celui de la géographie de la justice, n'hésitant pas à démonter les idées reçues sur le prétendu abandon des territoires périurbains et la redistribution de l'argent public. Avec le mouvement des Gilets jaunes, la géographie s'est invitée dans le débat public et renouvelle la question de la justice, centrale en démocratie. Cet essai, fruit de dix ans de recherche, réalisé à partir d'enquêtes faites auprès de citoyens européens, remet sur la table des sujets essentiels : que signifie l'égalité des territoires ? Doit-on répartir les services publics (éducation, santé…) en fonction du nombre d'individus ou de kilomètres carrés ? Comment découper les villes et les régions pour créer des espaces plus justes ? Avec en toile fond cette idée selon laquelle « le juste ne se décrète pas, c'est aux citoyens d'en délibérer ».
Théorie de la justice spatiale. Géographies du juste et de l'injuste, Jacques Lévy, Jean-Nicolas Fauchille, Ana Póvoas, 2018, Odile Jacob, 24,90 euros.

Le grand enjeu des élections européennes

Pour la première fois de son existence, l'Europe vacille sur ses bases. En son sein, certains veulent la quitter, d'autres espèrent l'abattre, d'autres encore l'affaiblir pour mieux s'en rendre indépendants. La question de fond est donc éthique : l'enjeu principal des élections de mai 2019, c'est le rapport à autrui.

François Rachline

Pays de soubresauts, de frondes, de jacqueries, de révoltes ou de révolutions, la France n'a cessé, dans son histoire, d'avancer par à-coups. Au point que le général de Gaulle pensait que le mot « réforme » y était révolutionnaire. Depuis le traité de Rome en 1958 et la mise en œuvre de la construction européenne, notre pays a pourtant profité de cette nouvelle contrainte, qu'il a peu à peu intériorisée. S'il n'a pas changé de nature, ni aboli son aptitude aux secousses les plus imprévisibles (les Gilets jaunes en sont la dernière manifestation), il bénéficie avec l'Europe d'une sorte de modulateur de sa capacité de changement. Entre le Marché commun et l'Union européenne, en une cinquantaine d'années, celle-ci a joué comme un levier introduit sous l'Hexagone, avec plus ou moins d'intensité en fonction des sujets, plus ou moins de pression suivant les époques. À l'histoire chaotique évoquée ci-dessus, faite d'avancées brutales, de réactions, de retours en arrière, de crainte du changement, elle a substitué silencieusement un modèle de type réformiste.

L'influence européenne

En pénétrant peu à peu dans la France, l'Europe la stimule. Si elle ne remet pas en cause le génie national, elle peut moduler le rythme de ses réformes indispensables et en accélérer l'application. Dès lors, plus l'Europe est forte, plus elle invite la France à évoluer dans le bon sens. Le plus significatif sans doute, mais aussi peut-être le moins visible au jour le jour, l'appartenance à l'Union a instillé dans les têtes la comparaison avec les voisins. Qui aujourd'hui conteste la nécessité de se mesurer aux partenaires européens, qu'on se tourne vers le coût du travail, les prélèvements ou la charge bureaucratique ? La logique comparative au sein de l'Europe ne devient-elle pas de plus en plus prégnante, qu'il s'agisse des résultats scolaires, du découpage territorial ou des déficits budgétaires ? Cela d'autant que l'Europe elle-même entre de plus en plus en concurrence avec d'autres zones du monde, ce qui renforce la stimulation. Depuis plusieurs décennies, les réformes françaises dues à l'Europe sont ainsi légions, qu'il s'agisse du droit des affaires, des règles de concurrence, du refus du monopole dans les services publics, du système éducatif (le système 3-5-8), de la fiscalité (notamment celle des fondations ou du prélèvement à la source), du budget de l'État (règle du déficit inférieur à 3 % du PIB) ou du contrôle monétaire (transfert à la Banque centrale européenne du contrôle de l'offre). Pays le plus centralisé du continent, contrairement aux pays fédéraux, comme l'Allemagne ou les Pays-Bas, contrairement aussi à ceux dont l'histoire a établi la force des localités, comme l'Italie, à ceux qui ont toujours attribué une importance majeure aux communes, comme l'Angleterre, ou aux contrées, comme l'Espagne, la France s'efforce de se décongestionner, là encore sous l'impulsion européenne, pour libérer des forces intérieures, attirer des investissements locaux et développer ses territoires. Sans doute pas encore assez. Même si l'Europe n'est pas parfaite et trop éloignée des citoyens, sa force concourt à l'affermissement de la puissance française, en favorisant les réformes indispensables. Cela provoque la peur de ceux qui redoutent l'évolution vers plus d'ouverture et croient trouver dans le populisme un antidote au mouvement.

FREDERIC KÖBERL / UNSPLASH

Le Parlement européen à Strasbourg.

Le refus populiste de l'ouverture

Les fascismes italien et allemand de l'entre-deux guerre comme l'impérialisme japonais d'alors se voulaient conquérants. La montée des populismes d'aujourd'hui, polonais, hongrois, italien, allemand, autrichien ou français, vantent les replis sur soi, comme aux USA. Ils récusent la nature même de l'aventure européenne, fondée sur le rapprochement des peuples pour écarter les nationalismes meurtriers qui ont ensanglanté le continent tout au long de son histoire. Certes, soixante années de construction paisible n'ont pas effacé d'un trait un millénaire d'ambitions hégémoniques, mais ils ont donné vie à l'espoir d'une histoire nouvelle. Pour que la paix économique l'emporte sur la guerre politique, il fallait remplir une condition impérative : voir en l'autre un partenaire, non une menace, chercher des accommodements

avec lui, non le rejeter ou le renvoyer, d'où qu'il vienne. Cela ne signifie en rien abdiquer sa propre identité, mais donner effet au principe fondateur de la démocratie et de la paix : accepter pour chacun de renoncer un peu, pour ensemble obtenir plus. À l'encontre de cette logique d'ouverture, les populistes comme les extrémistes en tout genre rêvent de consanguinité, d'entre-soi, d'exclusions et d'exclusive. Ils ne peuvent pas un instant admettre la définition que le poète Edmond Jabès donnait de l'étranger : « *Celui qui te fait croire que tu es chez toi.* » Ils se croient chez eux une fois pour toutes. Ils refusent de tirer le principal enseignement de l'histoire, récente et plus reculée : le nationalisme, c'est la guerre. Victor Hugo a écrit : « *La guerre, c'est la guerre des hommes ; la paix, c'est la guerre des idées.* » En confondant ouverture à l'autre et renonciation à soi, le nationalisme et le populisme transforment le second volet de la formulation, qui devient : « *La paix est une autre guerre.* » Ils jouent le jeu électoral, non pour bâtir un édifice fondé sur l'espoir, mais pour détruire celui que les forces progressistes s'efforcent de consolider depuis des décennies. Ne plus respecter les valeurs fondamentales de la démocratie, comme la séparation des pouvoirs (Pologne), les restrictions à la liberté de la presse (Hongrie), la politique à l'égard des immigrés (Italie) démontrent aux incrédules que populistes et extrémistes ne se présenteront pas aux élections pour créer, mais pour démolir. Tel est l'enjeu du scrutin de mai 2019. Non pas répartir des sièges dans un Parlement, mais puiser dans l'âme de l'édifice européen élaboré depuis soixante ans pour lui permettre de surmonter ses ennemis les plus intimes, ceux qui n'acceptent ni la paix avec autrui ni son accueil pour s'enrichir de sa différence. ●

« Même si l'Europe n'est pas parfaite et trop éloignée des citoyens, sa force concourt à l'affermissement de la puissance française, en favorisant les réformes indispensables. »

✱

Charte des droits fondamentaux
adoptée par l'Union européenne le 7 décembre 2000 (54 articles)
Chapitre 1 (Dignité)
Article 2
1. Toute personne a droit à la vie.
2. Nul ne peut être condamnée à la peine de mort, ni exécutée.

Œuvre du graffeur Banksy.

ERIC WARD / UNSPLASH

Traité sur l'Union européenne

Chapitre 5. Titre 1 – Dispositions communes.
Article 1 bis
L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que du respect des droits de l'homme, y compris des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité entre les femmes et les hommes.

Extrait article 2
L'union a pour but de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples.

L'accueil des migrants au cœur de l'Europe

La question de l'accueil des migrants n'est pas une question marginale de l'existence européenne. Elle touche aux valeurs fondamentales à l'origine de l'Europe.

Alain David

Depuis 2014, 16 000 migrants se sont noyés dans la Méditerranée en tentant de venir en Europe. Ce fait qualifie tragiquement l'ambiguïté qui pèse sur le mot « Europe » en mettant à jour une espérance doublée d'une désespérance. Espérance pour une vraie vie, plus humaine parce qu'européenne. Et désespérance de ceux qui, ayant affronté d'inimaginables dangers, s'exposent à être renvoyés dans un pays d'origine, réputé « sûr », mais où pourtant la défaillance d'un État, ou simplement l'extrême pauvreté, ne permettent pas d'assurer une vie digne de ce nom. Désespérance alors, également, pour les Européens eux-mêmes contraints par ricochet à douter de leur modèle de civilisation (avec de surcroît le fait que ce modèle plie devant le défi de la mondialisation).

Un nom propre pour l'humanité

Désespérance qui est pourtant, redisons-le, l'envers d'une extraordinaire espérance. Car l'Europe est un nom exaltant qui représente bien davantage que l'excroissance géographique du continent asiatique. Princesse aimée d'un dieu de la mythologie grecque, elle donne, selon Novalis, génie inspirateur du romantisme allemand, son sens et sa dynamique à toute une civilisation marquée par le christianisme. Un siècle plus tard Nietzsche plaidant pour une foi d'au-delà des religions, voudra y reconnaître l'expression par excellence d'une humanité en marche vers son propre dépassement. Et en pleine tourmente nazie, Husserl, fondateur de la phénoménologie et maître de Levinas, fera de l'Europe le nom propre d'une humanité animée « téléologiquement » (c'est-à-dire selon une finalité qui la définit) par le souci de la vérité. Autrement dit, quoi qu'il en soit de la géographie ou des cultures particulières, l'humanité est elle-même lorsque s'affranchissant de ses enracinements, elle s'élève vers l'Universel. Un Américain, un Chinois, sont aussi européens que cet esclave (pourtant non grec) à qui Socrate faisait redécouvrir par quelques questions bien posées les vérités mathématiques les plus difficiles de son temps.

> « L'humanité est elle-même lorsqu'elle s'élève vers l'Universel. »

L'Europe et la question de l'autre homme

Cet idéal rencontre pourtant des objections fortes inhérentes à l'histoire européenne elle-même : sous la forme de l'événement du nazisme, qui en constitue le désastre – et ce sera, en 1942, peu avant son suicide au Brésil, le long cri de désespoir de Stefan Zweig, dans son livre testament, *Le Monde d'hier*, sous-titré *Souvenirs d'un européen*. Sous la forme également de cet autre événement européen, que fut la colonisation, sur quoi Levinas observe que la juste demande d'égalité et de dignité émanant de multiples cultures protestant contre la violence de l'ethnocentrisme européen, est encore d'essence européenne : l'universalité est donc moins celle de la connaissance que celle associée à la reconnaissance de la dignité de l'autre homme. En termes lévinassiens, le sort de ce qu'est l'Europe tient tout entier dans ce rapport à l'autre homme, à celui qui n'est pas d'ici. C'est ce que nous serons en mesure de faire de la question des migrants qui, bien davantage que notre réussite économique, porte, avec notre destin, l'espérance européenne. ●

PIXABAY

Sources philosophiques et littéraires

Novalis, *Europe ou la chrétienté*, 1799.

Nietzsche, *Le gai savoir*, 1882. *« Nous sommes en un mot de bons Européens. (…) Le OUI caché en vous est plus fort que tous les NON et tous les PEUT-ÊTRE dont vous êtes malades avec votre époque : et s'il faut que vous alliez sur la mer, vous autres émigrants, évertuez-vous en vous-mêmes à avoir – une foi ! »*

Kant, l'impératif catégorique : expression d'un commandement universel et inconditionné, dans les *Fondements de la métaphysique des mœurs*, 1785. *« Agis de façon à traiter l'humanité dans ta personne comme dans celle de tout autre toujours en même temps comme une fin, jamais simplement comme un moyen. »*

Husserl, *La crise de l'humanité européenne et la philosophie*, 1936.

Levinas, *L'humanisme de l'autre homme*, 1972.

Antisémitisme en Europe : un constat inquiétant

Le dernier rapport de l'Agence des droits fondamentaux (FRA) de l'Union européenne publié en décembre a de quoi inquiéter, notamment sur la montée de l'antisémitisme.

Alexandra Demarigny

Bien sûr, on s'y attendait, mais prendre connaissance des chiffres du rapport publié le 10 décembre 2018 par l'Agence des droits fondamentaux (FRA) de l'Union européenne a de quoi horrifier : les discours de haine antisémites, le harcèlement et la crainte d'être reconnu en tant que juif sont des réalités vécues quotidiennement par les juifs dans l'UE aujourd'hui. Selon la plus vaste enquête de ce type jamais réalisée dans le monde, la FRA montre que cette situation s'aggrave encore. « *Plusieurs décennies après l'Holocauste, l'UE reste rongée par des niveaux choquants et croissants d'antisémitisme,* déclare Michael O'Flaherty, directeur de la FRA. *Les États membres doivent en prendre note et intensifier leurs efforts pour prévenir et combattre l'antisémitisme.* »

YOAV AZIZ / UNSPLASH

▲ **Le mémorial aux Juifs assassinés d'Europe à Berlin.**

Des chiffres alarmants

Plus de 16 000 juifs, âgés de 16 ans ou plus, vivant dans les 12 États membres (au sein desquels vivent 96 % de la population juive estimée de l'UE), ont été interrogés de mai à juin 2018. 90 % d'entre eux estiment que l'antisémitisme est en expansion dans leur pays, particulièrement en ligne ; 70 % environ citent les espaces publics, les médias et la politique comme sources les plus courantes d'antisémitisme ; près de 30 % d'entre eux ont été harcelés. L'antisémitisme semble être si profondément enraciné dans la société que le harcèlement régulier fait désormais partie intégrante de leur vie quotidienne. Plus grave : parce qu'ils pensent souvent que cela ne changerait rien, près de 80 % des répondants ne signalent pas les incidents graves à la police ni à un autre organisme. Plus d'un tiers d'entre eux évitent de prendre part à des manifestations juives ou de visiter des sites juifs parce qu'ils craignent pour leur sécurité. Autant ont même envisagé de quitter l'Union européenne.

Éduquer, sensibiliser, renforcer la sécurité

Ces résultats soulignent la nécessité pour les États membres de prendre des mesures immédiates, en œuvrant conjointement et étroitement avec les communautés juives et les organisations de la société civile, et en déployant des mesures plus efficaces pour prévenir et lutter contre l'antisémitisme ; il faut notamment renforcer les activités d'éducation et de sensibilisation au sujet de la Shoah, assurer la sécurité des communautés et des sites juifs, et surveiller davantage les crimes de haine à l'égard des juifs. Le rapport préconise que tous les États membres transposent intégralement et correctement la législation de l'UE pour protéger les victimes et lutter contre le racisme dans leur droit national, pour permettre aux victimes d'obtenir le soutien qui leur est dû et pour que les auteurs des faits soient condamnés à des sanctions pénales effectives, proportionnées et dissuasives. De telles mesures inciteraient à leur tour les victimes et les témoins à s'exprimer et encourageraient le signalement des incidents et le dépôt de plainte. Des mesures à appliquer de toute urgence pour que la sécurité de tous ne soit plus un vain mot dans l'UE. ●

Qu'est-ce que la FRA ?

L'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne est une des agences spécialisées de l'UE créées pour fournir des conseils d'expertise, indépendants et fondés sur des éléments de preuve, aux institutions et aux États membres sur divers sujets. La FRA, créée en 2007, participe aux efforts visant à protéger les droits fondamentaux des résidents de l'UE. Elle compte 90 membres, du personnel, des experts juridiques, en sciences sociales et politiques, des statisticiens et des experts en communication. Son budget annuel pour 2012 s'élevait à 20 millions d'euros.

Le portail e-Justice

Le portail européen e-Justice affirme que, dans l'UE, la protection des droits fondamentaux est garantie à la fois au niveau national et au niveau de l'UE par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Pour obtenir des informations détaillées sur les institutions à contacter en cas de violation des droits fondamentaux : e-justice.europa.eu.

La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne

www.touteleurope.eu/actualite/la-charte-des-droits-fondamentaux-de-l-union-europeenne.html.

Des forces ouvertement extrémistes au Parlement européen

Le renforcement des nationalismes s'accompagne d'une libération des pulsions haineuses sur notre continent, au point que certains partis aux idées clairement criminelles, marginaux lors du précédent scrutin, pourraient être représentés par des dizaines de députés.

Raphaël Roze

MOURAD ALLILI/SIPA

Depuis le début de ce siècle (l'année 2001, avec l'attentat contre le *World Trade Center* de New York, donnant à la peur de l'islam une centralité inédite), l'extrême droite ne cesse de gagner du terrain en Europe. Aujourd'hui, on parle plutôt de populisme dans la mesure où le repli sur soi, identitaire, propre aux partis fascisants s'accompagne d'un rejet grandissant de la mondialisation, des institutions bruxelloises, de la démocratie libérale et représentative telle qu'elle existe depuis des décennies sur le Vieux Continent. L'attelage entre la Ligue, classée à droite de la droite, et le mouvement antisystème 5 Étoiles, qui gouvernent ensemble en Italie représente bien ce nouveau modèle qui s'apprête à occuper une large place au Parlement issu du scrutin de mai prochain. Cela dit, tous les populistes ne se ressemblent pas. Ils désignent invariablement des boucs émissaires mais leur xénophobie s'exprime de façons diverses. Certains avancent masqués, comme le Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen, pour attirer un maximum d'électeurs. D'autres confondent islam et islamisme mais ne sauraient être taxés de racistes ; en tout cas, ils récusent formellement ce qualificatif.

> « Tous les populistes ne se ressemblent pas. Ils désignent invariablement des boucs émissaires mais leur xénophobie s'exprime de façons diverses. »

Beaucoup ont rompu, en principe, avec l'antisémitisme traditionnel de l'extrême droite. D'aucuns sont même fanatiquement pro-israéliens (au nom du combat contre le terrorisme) et sont aussi carrément philosémites, comme le Parti pour la liberté néerlandais de Geert Wilders.

À l'Ouest, les garde-fous liés au souvenir de la Shoah persistent…

Parallèlement, les « opinions » ouvertement racistes, antijuives ou homophobes, encore taboues il y a quelques années – y compris chez les nationalistes – s'étalent ici et là dans des proportions inédites depuis la chute du nazisme. Nous avons affaire, désormais, à des courants encore minoritaires dans la galaxie populiste mais menaçants, dont les haines sont décomplexées et affichées sans précautions de langage. Une dérive quasi-inconnue en France, la législation imposant lesdites précautions sous peine de censure. Mais ces courants se renforcent dans d'autres régions d'Europe et pourraient envoyer des dizaines de députés dans l'hémicycle transnational.

Aux Pays-Bas, le Parti pour la liberté (seconde force politique hollandaise), se dit philosémite. Proche des néoconservateurs américains, ce mouvement voit en Israël un rempart indispensable contre l'islamisme. Ce « sionisme » très droitier est la seconde face d'une médaille inquiétante dont la première se caractérise par des propos haineux dont la

violence surprendrait l'électorat lepéniste lui-même. Geert Wilders veut interdire la construction de mosquées, la vente du Coran et l'entrée de tous les migrants issus du monde musulman. Il a déclaré devant ses pairs de la Chambre des députés que le peuple en avait « *marre d'entendre parler le turc et l'arabe* » dans les transports publics, entre autres sorties racistes.

En Allemagne, on n'en est pas là avec l'AfD ni même avec le parti anti-islam Pegida. La Cour constitutionnelle de Karlsruhe ne permettrait pas de telles dérives. De même, les appels à la discrimination ou à l'éradication d'une frange de la population sont si éloignés de la tradition britannique que les populistes pro-Brexit et xénophobes du UKIP se gardent de toute position radicale. Henry Bolton, président du mouvement quelques mois en 2017-2018, a même été démis de ses fonctions en raison d'un SMS raciste de son ex-compagne au sujet de l'épouse métisse du prince Harry.

En Italie ou en Autriche où l'extrême droite est membre de la coalition au pouvoir, en Belgique flamande où elle est fortement implantée et dans l'Ouest de l'Europe en général, l'inconscient collectif lié notamment au souvenir de la Shoah sert (encore ?) de garde-fou au racisme « biologique » en vogue dans les années 1930. Les véritables « nationaux-socialistes » se répartissent entre une multitude de groupuscules sans influence. Et quand ils prospèrent, comme les prétendus « Démocrates » suédois, ils oublient leurs origines néo-nazies pour un discours plus policé. En juin 2017, les Vrais Finlandais anti-migrants, qui ont effectué une série de percées électorales spectaculaires, ont dû quitter le gouvernement d'Helsinki et essuyé une forte dissidence interne qui s'est traduite par le départ de nombreux députés après la nomination-surprise à la tête du parti de Jussi Halla-Aho, un ultra condamné pour diatribes racistes. Depuis, l'extrême droite dans son ensemble est en chute dans les sondages.

« Les "opinions" ouvertement racistes, antijuives ou homophobes, encore taboues il y a quelques années, s'étalent ici et là dans des proportions inédites depuis la chute du nazisme. »

OLIVER COLE / UNSPLASH

... mais pas à l'Est

En Grèce, l'opinion publique semble plus perméable aux postures ostensiblement criminelles. Les fascistes revendiqués d'Aube dorée veulent créer un « homme nouveau ». Ils prônent la destruction d'Israël, comparent les migrants à des animaux… et passent parfois à l'acte avec plusieurs affaires d'assassinats recensées ces dernières années. Le parti est actuellement en perte de vitesse. Il a tout de même recueilli 13 % des suffrages lors du dernier scrutin européen, en 2014. Mais c'est surtout en Europe orientale qu'on observe une poussée nationaliste d'envergure prenant la forme terrifiante d'une aspiration à la « contre-révolution » antidémocratique et dont la haine du multiculturalisme est ouvertement raciste et antisémite.

Au Parlement de Budapest, le Jobbik milite pour une « grande Hongrie », comme à l'époque lointaine de l'empire austro-hongrois. Il organise des défilés paramilitaires, considère l'amiral Horthy – le Pétain local, allié d'Hitler – comme un héros, souhaite « *enfermer les Roms* » et empêcher Israël de « *dominer le monde* ». Il est suffisamment puissant, avec environ 20 % de sympathisants, pour peser sur l'attitude déjà très controversée à Bruxelles du Premier ministre Viktor Orbán, lequel ne cache plus son projet : faire de son pays une nation « *ethniquement homogène* ».

En République tchèque, le leader d'extrême droite, Tomio Okamura, a réussi à fédérer quelque 10 % des électeurs en suggérant de « *promener des cochons autour des mosquées* » ou en tenant des propos négationnistes sur la Shoah.

Le Parti national slovaque (PNS) est tout aussi radical. Volontiers ordurier et violemment homophobe, il détient plusieurs portefeuilles ministériels et son chef de file, Andrej Danko, préside le Parlement de Bratislava.

En Pologne et dans les États baltes, les droites traditionnelles se sont radicalisées comme en Hongrie, au point de faire barrage à la progression des groupes authentiquement fascistes. Le racisme et l'antisémitisme sont présents dans le discours public, mais restent « accidentels » au sein des partis au pouvoir ou des principales forces d'opposition. Pour combien de temps ? ●

AUTRICHE : LES AMBIGUÏTÉS DU FPÖ

Le Parti de la liberté (FPÖ), membre de la coalition au pouvoir à Vienne, s'est « recentré » depuis le décès de son leader historique, Jörg Haider, en 2008. Il n'empêche que son soutien affiché à Israël s'accompagne de sorties antisémites et propos élogieux sur le Troisième Reich émanant régulièrement de tel ou tel député ou leader local. Le mouvement cristallise l'« impensé » autrichien sur la complicité du pays dans les crimes nazis, jamais reconnue officiellement, et les ambiguïtés qui en découlent – à commencer par une certaine nostalgie du pangermanisme hitlérien.

L'INQUIÉTANTE « UNION DES PATRIOTES » BULGARE

Si les quatre ministres de l'« Union des patriotes » bulgare, qui regroupe des mouvements d'extrême droite depuis 2017, évitent les provocations pour rester en place, le parti Ataka de Volen Siderov en est la colonne vertébrale. Or, Ataka s'est distingué ces dernières années par des injures racistes continuelles et opérations commandos contre les mosquées du pays – le plus pauvre et le plus corrompu de l'Union européenne.

L'Europe, entre réel et imaginaire

L'Europe ? Ils sont employés, ouvriers, cadres, agriculteurs, décomplexés et prêts à en découdre. Leurs ennemis ? L'Union européenne et les partis politiques traditionnels. Leurs armes ? La haine, le racisme et les idées courtes. Reportage à travers l'Europe.

Alain Lewkowicz

Coblence, 21 janvier 2017. Le gratin européen de l'extrême droite réuni sous la bannière de l'ENL, l'Europe des nations et des libertés, jubile. Une victoire pour Trump, un Brexit qui s'annonce bien, rien de tel pour bomber les torses. De Marine Le Pen à Matteo Salvini en passant par le Néerlandais Geert Wilders, l'Allemande Frauke Petry, Heinz-Christian Strache l'Autrichien et l'indépendantiste Flamand, Gerolf Annemans, tous affichent une mine réjouie. « *Rien qu'une bande de socialistes. Je hais les socialistes comme Hitler et Obama* », lâche Janus Korwin-Mikke, eurodéputé polonais et leader de la coalition pour la restauration de la liberté et de l'espoir pour la République, alors que je m'étonne de son absence à cette grand-messe brune.

Des témoignages de l'Est

Qu'ils montrent une image de respectabilité ou celle d'un eurodéputé faisant le salut nazi ou rappelant que « *Arbeit macht frei* », ils sont pourtant les porte-voix de millions d'Européens aujourd'hui décomplexés, galvanisés par des résultats électoraux encourageants. Ils s'engagent et militent dans une confusion de peurs et de fantasmes mais également, aussi, parfois, de bon sens. Marek a 19 ans. Il zone dans les rues de Łódź à la recherche d'expédients. Mais il rêve d'une Pologne forte « *comme celle d'avant-guerre* ». Korwin-Mikke ? Un mentor : « *L'État polonais est une organisation parasite sous occupation européenne qui vole l'argent du peuple. L'État providence, nous rend faible. C'est un État d'esclaves.* » Et ça, Marek, il y croit. « *Tu vois ces usines de briques rouges, elles ont survécu à la Première Guerre mondiale, à la seconde et au communisme, mais pas à l'Europe. Elles sont vides. Plus de travail. La ville a perdu 200 000 habitants. Et puis il y a beaucoup de juifs ici, malgré Hitler et le communisme.* » Il est en confiance, alors à moi, il le dit : « *Dans ma ville natale, personne n'aime les juifs. Il doit bien y avoir une raison.* » À 120 km à l'ouest, Krzysztof, éleveur de 45 ans m'attend avec ses cinq vaches et ses trois chevaux. Sans famille et sans enfant, il envisage de partir. « *Avant l'adhésion à l'UE nous étions 120 exploitants ici. On n'est plus que 10. La bureaucratie européenne nous a envahis et voilà le résultat : les prix du lait sont stables mais pas ceux du carburant et des engrais qui ont explosé. Mon litre de lait coûte moins d'un zloty. Dans les grandes surfaces ils en vendent à 3 zlotys le litre. Un lait qui vient d'ailleurs… L'Europe ne nous a apporté qu'une seule chose de bien, des machines innovantes. Mais ici, on n'a pas d'argent pour les acheter.* »

Le sentiment de ne « plus être chez soi » est de plus en plus prégnant en Europe et l'immigration est de plus en plus rejetée.

ARTHUR ALDYRKHANOV / UNSPLASH

À l'Ouest de l'Europe

Même asthénie 1 700 km au sud-ouest, sur les hauteurs de Gênes dans la ferme de Maria. La dernière des environs. Comme tous les matins depuis des semaines elle jette le lait de la traite. Une vie de labeur qui s'achève là pour cette femme de 57 ans désormais sans ressource. La faute à qui ? « *Aux migrants qui absorbent toutes les subventions et à cette Europe qui nous oblige à vendre notre lait à des prix qui ne couvrent plus nos dépenses.* » Plus bas dans la vallée, on s'agite au Parlement de Ligurie dont Gênes est la capitale. Un Christ vient d'être accroché au-dessus de la place du président. Un symbole fort dont se réjouit Fabio, cadre de 30 ans et membre de la Ligue du Nord depuis l'adolescence. « *L'Europe et les étrangers sont une menace pour mon identité. Je veux qu'on se souvienne de nos origines gréco-romaines. Je ne veux pas être juste un consommateur. Nous sommes chrétiens et refusons l'islamisation de notre société. La globalisation nous attaque. Nous devons nous défendre. J'ai lu le Coran. C'est très clair. Ils veulent nous détruire.* » Même son de cloche, à Anvers dans le bureau régional du Vlaams Belang, au-dessus duquel flotte le drapeau jaune frappé du lion des Flandres. Sam, Chris, Eddie, Mariette et Anne, tous militants actifs pour qui la Belgique

> « L'Europe et les étrangers sont une menace pour mon identité. Nous sommes chrétiens et refusons l'islamisation de notre société. » Fabio, Italien

> « La guerre a déjà commencé et nous réfléchissons à la façon dont nous pourrions mettre en œuvre une nouvelle croisade pour nous débarrasser des musulmans. » Ahim, Autrichien

Les agriculteurs polonais ne s'en sortent pas et leur travail ne leur permet pas de vivre. Ce sentiment est partagé dans de nombreux pays européens, dont la France.

PIXABAY

« Tu vois ces usines de briques rouges, elles ont survécu à la Première Guerre mondiale, à la seconde et au communisme, mais pas à l'Europe. Elles sont vides. Plus de travail. La ville a perdu 200 000 habitants. » Marek, Polonais

n'existe pas, m'imposent le ton de la rencontre : « *Nous avons fait les croisades au Moyen Âge pour sauver la chrétienté et sans doute devons-nous aujourd'hui en mener une nouvelle pour chasser les Africains, qui viennent ici pour bénéficier de nos avantages.* » « *70 % des criminels sont musulmans. Regardez leurs noms. Ce ne sont pas des hommes, ce sont des psychopathes.* » Ils dénoncent pêle-mêle ces quartiers de mosquées dans lesquels leurs femmes ne pourraient pas se balader en minijupe, les 10 000 musulmans qui arriveraient chaque année en Belgique. « *On n'est plus chez nous. Paris, Londres, ou Malmö ne sont plus des villes européennes mais des villes pakistanaises ou Égyptiennes. Qui veut de ça ?* », me demandent-ils. Vienne, quelques jours plus tard. Ahim, Autrichien de la classe moyenne m'attend à la permanence du FPÖ, le *Freiheitlichen Partei Österreichs* dans lequel il milite depuis 2015 alors que l'Autriche fait face à un afflux massif de migrants venus des Balkans. Après avoir insisté sur la normalité d'avoir eu des grands-parents nazis, il pérore sur « *le piège de l'humanisme* » dans lequel les Autrichiens seraient tombés en « *laissant se produire une invasion de "Tchétchènes et d'Afghans musulmans". Quand je prends le métro, j'entends de moins en moins de gens parler l'allemand. Mon coiffeur ne le parle pas du tout ! Regardez Cologne en 2016 et Innsbruck en 2017. C'est évident. La guerre a déjà commencé et nous réfléchissons dans des cercles conservateurs à la façon dont nous pourrions mettre en œuvre une nouvelle croisade pour nous débarrasser des musulmans. Et ça ne se fera pas sans verser de sang* ». Retour à Paris. Embouteillages. Mon chauffeur de taxi s'énerve. En cause, des travaux décidés « *d'en haut par des gens qui ne sont sans doute jamais venus ici. Des technocrates de Bruxelles qui ont décidé de nous emmerder* ». Et d'ajouter en guise de conclusion : « *Comment peut-on être ministre des Transports quand on n'a jamais été chauffeur de taxi ?* » En voilà une question qu'elle est bonne ! ●

« Au secours ! »

La statistique est froide. Un Européen sur quatre vote désormais pour une force définie comme populiste par une trentaine de politologues européens. C'est ce que révèle leur étude consacrée à l'ascension électorale de ces partis, publiée en novembre 2018 sur le site du *Guardian*.

« À vos marques »

Du 23 au 26 mai prochains, les électeurs des 27 États membres de l'Union européenne seront appelés aux urnes pour élire leurs 705 eurodéputés. Si après les élections de 2014 la France disposait de 74 sièges au Parlement européen, après celle de 2019, elle en disposera de 79 grâce au Brexit.

Des Gilets jaunes, partisans d'un « Frexit »

Le mouvement des Gilets jaunes a trois singularités : né et développé grâce aux réseaux sociaux, il rassemble l'intégralité du spectre politique, de l'extrême droite à l'extrême gauche, et est plus que divisé sur l'Europe.

Isabelle Kersimon

UGO AMEZ/SIPA

Représentant national & médias

Les Gilets jaunes verraient bien l'avocat François Boulo représentant national. Sans étiquette, il est sensible à Jacques Sapir (économiste et directeur d'études à l'EHESS), Emmanuel Todd (essayiste, démographe et historien) et Frédéric Lordon (économiste, chercheur au Centre de sociologie européenne), peu réputés pour leur europhilie…

Les médias réchappant à l'extrême défiance des Gilets jaunes ne brillent pas par leur défense de l'Union européenne, en particulier l'organe du Kremlin RT-France. Vus à son inauguration : Jacques Sapir et François Asselineau.

Le mouvement des Gilets jaunes est une vaste nébuleuse qu'il est difficile de catégoriser. Après plusieurs mois d'existence, ils ne parviennent de toute évidence pas à tenir un discours cohérent et à s'inscrire dans une démarche politique pour faire valoir leurs revendications. Si beaucoup crachent leur venin sur l'Europe, ils n'ont pas tous cette attitude. À l'instar d'Ingrid Levavasseur, qui avait un temps décidé d'être tête de liste aux élections européennes, certains Gilets jaunes étaient prêts à jouer le jeu de l'Europe. Elle s'est finalement désistée face aux critiques véhémentes et aux réactions d'autres Gilets jaunes historiques, en particulier Maxime Nicolle[1] ou Éric Drouet[2] ; ce dernier ayant publié un communiqué de presse, estimant que « voter Gilets jaunes, c'est voter Macron ». Le cas Levavasseur est le triste symbole de l'échec du mouvement face à l'Europe. Ils risquent de ne présenter aucune liste aux élections européennes. Christophe Chalençon[3] et Hayk Shahinyan – figures du mouvement –, appellent de leur vœu la création du Mouvement alternatif citoyen (MAC). S'ils ont tenté de faire une liste Ralliement d'initiative citoyenne (RIC) pour les européennes, ils ont eux aussi abandonné.

Penseurs anti-européens

Le Grand débat national qui s'est ouvert depuis janvier et qui compte déjà plus d'un million de contributions sur Internet, ajoute à la confusion pour les Gilets jaunes. C'est dans ce contexte que des individus conceptualisent les revendications et semblent être plébiscités par beaucoup des Gilets jaunes. En premier lieu Étienne Chouard[4], qui prône une alliance de combat entre toutes les sensibilités politiques pour renverser ce qu'il appelle « *la domination parlementaire* » et qu'il considère comme une « prison », la Constitution française, et une « *prison plus grande encore et tyrannique* », l'Union européenne. Il déclare : « *Nous sortirons de l'UE par le RIC.* » Sa vidéo au lendemain de l'annonce de la liste européenne précitée a fait 40 000 vues en 9 heures… L'autre anti-européiste apprécié est François Asselineau, fondateur et président de l'UPR, qui avait conduit une liste « pro-Frexit » durant la campagne présidentielle.

Le piège des européennes

Des sondages ont révélé que la liste des Gilets jaunes aux élections européennes nuirait principalement aux formations de Marine Le Pen et de Nicolas Dupont-Aignan, mais rassemblerait potentiellement 12 % des votants, arrivant en troisième position, derrière LREM et le RN, devant Les Républicains et La France insoumise. Il semble pourtant que l'idée d'élections « piège à cons » l'emporte chez les Gilets jaunes. Pour le moment, ils sont de véritables proies pour prédateurs radicaux anti-européens d'autant plus qu'ils se révèlent incapables de s'organiser ! ●

1. Il se fait aussi appeler « Fly Rider » et a été épinglé pour ses tendances conspirationnistes.
2. Autre leader médiatique des Gilets jaunes, célébré par Jean-Luc Mélenchon malgré son anti-immigrationnisme.
3. Il a rencontré le vice-premier ministre Luigi Di Maio début février à Montargis (Loiret) mais s'est défendu de vouloir s'intégrer au Mouvement 5 étoiles.
4. Professeur d'économie en collège, il s'est fait connaître en 2005 pour un texte d'opposition à la Constitution européenne. Mis en valeur en particulier par les réseaux soraliens, il est considéré comme un rouge-brun à cause de ses fréquentations et ses déclarations.

L'Europe ne se résume pas à l'*Ode à la joie*

La question de la citoyenneté est au cœur de la construction de l'Europe de demain. Elle s'est constituée au fil du temps un terreau collectif commun qui a nourri les textes institutionnels du XXe siècle en les articulant autour des notions d'État de droit, de droits universels de l'Homme, et de démocratie.

Mireille Quivy

À l'heure où fleurissent les crispations identitaires, où s'épanouit un tout-économique qui étouffe le politique, l'Europe semble manquer de cet humanisme fraternel que revendique l'*Ode à la Joie*, notre hymne commun, poème de Schiller[1] transposé en symphonie par Beethoven. Cette conjugaison des esthétiques, emblème séculaire d'une République universelle des arts, fait naître en tout Européen la sensation intime d'un je-ne-sais-quoi familier, enraciné dans un monde culturel survivant en marge de théories et technocraties toujours plus abstraites, déconnectées de la vie de chacun. C'est peut-être dans ce genre de ressenti, qui éveille en nous comme un écho, une résonnance, si ténus ou indéfinissables soient-ils, un sentiment d'appartenance à un « nous » fait d'ici et d'ailleurs, que naît la citoyenneté ; une citoyenneté aux infinis visages humains, qui ne se décrète pas en huis clos, une citoyenneté faite pour se vivre (voir témoignage page suivante). Dans nombre de pays se fait jour le culte aveugle, ancré dans des récits mythiques, du retour à des blocs étatiques homogènes définis par une unicité ethnique fantasmée. Y adhérer, c'est méconnaître que l'Europe est avant tout la résultante de la convergence et de la confluence historiques d'hommes de toutes origines géographiques, barbares, romains, grecs, orientaux, dans un espace devenu celui de la démocratie, lieu de rencontre des langues et cultures vernaculaires, des distances géographiques ou politiques, des spiritualités et des philosophies. Si l'on devait expliquer la différence entre identité et citoyenneté, peut-être cet aphorisme de Proust pourrait-il en rendre compte : « *La question n'est pas, comme pour Hamlet, d'être ou de ne pas être, mais d'en être ou de ne pas en être* » [Proust, *À la recherche du temps perdu*, T10, p. 202].

SELVA/LEEMAGE

◀ ***La République universelle démocratique et sociale.*** **Procession des peuples européens dans l'union et la fraternité. Lithographie de Frédéric Sorrieu, 1848. Musée Carnavalet, Paris.**

« Aucun homme n'est une île[2] »

Si nous nous voulons citoyens européens, il nous faut œuvrer à « en être » en nous construisant dans et par l'altérité, et nous émanciper des tentations « -exitoires » de repli qui obscurcissent jusqu'à le menacer l'horizon commun. L'important n'est peut-être pas de questionner fédéralisme ou souveraineté, mais pour quelques 500 millions d'êtres humains vivant dans une constellation de démocraties – issues parfois récemment de dictatures – d'apprendre à former une seule et même communauté politique, qui regarde dans la même direction. On ne devient plus citoyen, comme à Rome, en se battant pour une patrie, mais en travaillant à perpétuer la paix, en s'oubliant chaque jour un peu plus pour faire nôtre progressivement ce qui nous est offert d'extérieur à nous – à l'instar des langues, qui se laissent pénétrer par les mots venus d'ailleurs, alors qu'autrefois seuls le latin, le grec, l'hébreu et

FRIEDRICH SCHILLER / WIKIMEDIA COMMONS

◀ **Manuscrit du poème *Ode à la Joie* de Schiller.**

1. *An die Freude*, Friedrich von Schiller, 1785.
Seid umschlungen, Millionen!
Diesen Kuß der ganzen Welt!
Millions d'êtres, soyez reliés par une commune étreinte !
Ce baiser, il est pour le monde entier !

2. J. Donne, *Devotions upon Emergent Occasions* (1624).
« *Aucun homme n'est une île, un tout, complet en soi ; tout homme est un fragment du continent, une partie de l'ensemble ; si la mer emporte une motte de terre, l'Europe en est amoindrie, comme si les flots avaient emporté un promontoire, le manoir de tes amis ou le tien ; la mort de tout homme me diminue, parce que j'appartiens au genre humain ; aussi n'envoie jamais demander pour qui sonne le glas : c'est pour toi qu'il sonne.* »

l'arabe étaient les outils de communication de l'universel.
Ce pourrait être la chance de tous ceux qui, réfugiés, clandestins, immigrés de telle ou telle génération, bi-tri-quadri-nationaux, déçus du siècle, utopistes ou rêveurs impénitents, sont en recherche d'une citoyenneté nouvelle, déconnectée de l'avoir, qui donnerait voix et visibilité à ce qu'ils sont, des citoyens du monde, en mal d'un agir collectif. Cette citoyenneté, loin d'être un diplôme enfermé sous plastique dans un tiroir ou encadré au mur, deviendrait une manière d'exister à leurs propres yeux et aux yeux du monde – sans être par ailleurs inféodée à une communauté préexistante.

Le citoyen de demain

Le citoyen européen de demain serait-il alors en quelque sorte un citoyen émancipé de son rapport à la nation, à la famille, sans attaches ou déterminations contingentes, le citoyen de partout et de nulle part de Diogène, ou un citoyen acteur qui « n'en est pas » totalement, mais refuse les assignations identitaires et aime, comme Montaigne ou Diderot, s'essayer aux habits des autres nations ?
Être citoyen européen, n'est-ce pas alors se sentir chez soi quelque part, et bien partout, en Europe, voire dans le monde, et avoir le sentiment que l'on y a une place et que l'on y est à sa place, que l'on joue un rôle que l'on a choisi – et non celui qui nous est assigné – dans cette communauté humaine de semblables si fondamentalement différents ? … Bref, que l'on soit enfin un sujet politique qui compte. ●

Témoignage

« Le rêve de nos pères fondateurs était de construire, sur la base du "marché commun", une unité européenne, un sentiment, si l'on veut, permettant aux citoyens de cette nouvelle "communauté internationale" de dépasser les conflits et les différences, de se retrouver joyeusement ensemble dans cette nouvelle communauté "européenne", sans effacer les différences mais en mettant en avant leurs richesses. […] Or, la politique, c'est comme la géologie – sans pression, rien ne se passe.
Il faut remettre les citoyens au cœur du processus démocratique parce que, après tout, ils sont au cœur du contrat social, comme dirait Rousseau.
C'est SEULEMENT, et je ressens le besoin de mettre l'accent sur "seulement", en impliquant tous les citoyens de tous les États membres et en veillant à ce qu'ils soient engagés, que NOUS (tous les individus) pouvons espérer faire avancer le processus/le rêve européen. […] Personne ne gagne, à moins que tout le monde ne gagne. »
Francesco Calazzo
Journaliste en poste auprès de l'UE
Fonctionnaire senior au Parlement européen

LIVRE

La laïcité face à de nouveaux enjeux

La laïcité française, dont la loi de 1905 a posé les fondements juridiques, se trouve confrontée à un environnement nouveau dont Laurent Bouvet dessine les contours tout en réaffirmant la pertinence.

Philippe Foussier

En une bonne trentaine d'années, tout a bougé autour de la laïcité. Longtemps cantonnée à la question scolaire et à ses querelles récurrentes, elle a vu son champ d'action et d'invocation bouleversé depuis la fin des années 1980. C'est ce décor nouveau que Laurent Bouvet propose de camper dans ce livre dense et documenté. Son auteur décline donc les registres successifs qui ont accompagné ce changement de paysage en évoquant d'abord le « tournant identitaire français » qui a vu l'émergence de l'islam comme deuxième religion de France dans un contexte où les affirmations culturelles de toute sorte s'imposaient dans le débat public.

Politisation de la laïcité

La politisation de la laïcité sous de nouveaux critères s'est peu à peu imposée, bouleversant là encore des schémas anciens. Et on serait bien en peine de retrouver aujourd'hui les positionnements laïques de jadis des différents partis de gauche comme de droite, d'extrême gauche comme d'extrême droite. Au-delà de ces dimensions très franco-françaises, la « normalisation libérale » a aussi produit ses effets, sous l'influence de préconisations juridiques européennes et internationales tandis que la philosophie anglo-saxonne des rapports sociaux gagnait en audience. C'est l'ensemble de ces données que Laurent Bouvet analyse en fournissant de très utiles références, notamment celles émanant des courants qui promeuvent l'abandon de la laïcité à la française au profit d'un multiculturalisme plus ou moins assumé. Mais il affirme – nul ne s'en étonnera – sa conviction que c'est autour des principes humanistes, universalistes et républicains que la laïcité retrouvera sa capacité à produire du « commun » politique et social. ●

La nouvelle question laïque. Choisir la République,
Laurent Bouvet, Flammarion, 2019, 336 p., 18 euros.

LAURENT BOUVET
est professeur de sciences politiques à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines et cofondateur du Printemps républicain.

Venez nombreux au Congrès !

La Licra réunira son 49e Congrès les 23 et 24 mars prochains à Paris.
Ce moment est important dans la vie de notre association. Il marque la vie militante en même temps qu'il nous permet, à la faveur du processus électoral, de définir notre ligne politique et de fixer nos objectifs pour les trois ans qui viennent. Nous sommes appelés aussi à nous réunir pour construire l'avenir, pour assurer notre renouvellement, pour faire éclore de nouveaux talents, pour transmettre nos valeurs, nos combats, nos savoir-faire à la génération qui sera, demain, la République fraternelle que nous appelons de nos vœux.

Tout Congrès est fondateur de ce que nous allons engager dans les années qui viennent pour faire reculer les discriminations raciales, qui rongent notre pacte social, pour mettre un terme à la barbarie numérique, qui sape les fondements de nos démocraties et sert de creuset au complotisme et au négationnisme, pour combattre sans relâche et avec la dernière énergie le poison antisémite qui de nouveau, en France, a tué et qui est toujours, pour reprendre les mots de Delphine Horvilleur, « le premier symptôme d'un effondrement à venir ».

Je vous demande de venir nombreux à ce 49e Congrès. Nous devons être en mesure de montrer à nos compatriotes la force, la richesse et la diversité de la Licra. Chaque militant doit pouvoir s'y rendre et aucune difficulté matérielle ne doit pouvoir entraver votre venue.

À ce 49e Congrès nous parlerons d'Europe et du combat que nous devons mener, nous, universalistes pour faire reculer les extrémistes, les populistes, les démagogues et les aventuriers qui veulent défaire en un jour ce que nos prédécesseurs ont construit, parfois au sacrifice de leur vie, avec ardeur, avec raison, avec détermination.

Les défis qui nous attendent sont exaltants. Ils exigent de l'énergie et du courage. C'est ensemble, lors de ce 49e Congrès que nous trouverons les forces de continuer nos combats et de repartir, revivifiés et combatifs, sur le terrain, dans les écoles, dans les collèges, dans les lycées, dans les universités, dans les entreprises, auprès des élus, sur les terrains de sport pour porter les valeurs de l'universalisme : la liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité.

Mario Stasi,
président de la Licra

Le programme

Samedi 23 mars 2019

9 h : Accueil des participants
Maison du Barreau, 2 rue de Harlay, 75001 Paris
9 h 15 : Ouverture du 49e Congrès national de la Licra
Intervention solennelle de Monsieur le Vice-bâtonnier, Me Basile Ader
9 h 30 : Assemblée générale ordinaire annuelle
11 h 30 : Réunions des commissions et des ateliers
Commission Juridique (Sabrina Goldman) ;
Commission Éducation (Claude Secroun) ;
Commission International (Stéphane Louy) ;
Commission Sport et Jeunesse (Ryadh Sallem) ;
Commission Culture (Abraham Bengio) ;
Commission Mémoire, Histoire, Droits de l'Homme (Alain David)
Atelier « Prévention de la radicalisation » (Jacqueline Costa-Lascoux)
Le Cercle de la Licra (Martine Benayoun)
Conseil d'orientation de la Licra (Gérard Unger)
13 h – 14 h 30 : Cocktail déjeunatoire

14 h 30 – 17 h 30 : Débat organisé par le Cercle de la Licra. **« L'Europe : universalisme versus populisme »**, animé par Alexis Lacroix avec Philippe Herzog, Jean-Marc Ferry, Patrick Martin-Genier, Cedric Villani, Magali Balent et Aurore Bergé (sous réserve). Intervention d'Alexandre Adler, grand témoin (sous réserve). Synthèse des débats : Baudoin Baudru.
À partir de 19 h 30 : **Dîner républicain à l'Assemblée nationale** en présence de Richard Ferrand, président de l'Assemblée nationale et de Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale.
Nombre de places limité. Inscription obligatoire et pièce d'identité requise.

Dimanche 24 mars

9 h 30 : Accueil-café à la Maison du Barreau
10 h : Ouverture de la séance du Congrès consacrée aux élections et rappel du déroulement des scrutins par l'Autorité de contrôle et d'arbitrage
10 h 15 – 10 h 45 : Présentation de Mario Stasi, candidat à la présidence de la Licra
11 h – 12 h : Vote pour l'élection du président de la Licra
Dans le même temps, présentation des candidats délégués au Conseil fédéral
12 h – 14 h 30 : Vote pour l'élection des 30 délégués au Conseil fédéral
13 h – 14 h 30 : Cocktail déjeunatoire
Dans le même temps dépouillement/décompte des suffrages
14 h 30 – 16 h : Vie de la Licra : temps d'expression consacré à la vie des commissions et à la vie des sections
16 h : Proclamation des résultats de l'élection du président de la Licra
16 h 10 : Proclamation des résultats de l'élection des délégués au Conseil fédéral
16 h 15 : Allocution du président de la Licra
16 h 45 : Clôture du 49e Congrès national de la Licra

Extraits de la profession de foi de Mario Stasi

Mes cher(e)s ami(e)s,
J'ai le bonheur et l'honneur de solliciter votre confiance pour le mandat de président de la Licra pour les années 2019 à 2022.
Militant et candidat dans mes plus jeunes années dans le cadre d'un engagement politique français et européen, j'ai rejoint la Licra il y a plus de dix ans maintenant comme simple militant pour devenir depuis un an déjà le président de cette association magnifique.
J'ai pu au fil des années rencontrer des militants engagés, chaleureux et déterminés, et partager avec eux des succès, des échecs, des tourments, des réconciliations, des joies et des peines.
La Licra est une famille riche de sa diversité et qui n'a toujours eu qu'un seul idéal, celui de se battre pour construire une communauté humaine vivant dans le respect des uns et des autres, pour une France républicaine et universaliste.
Depuis un an, je préside cette association avec une équipe renouvelée de militants bénévoles et de salariés à qui je veux rendre hommage et assurer de mon affection tant les moments que nous avons d'ores et déjà vécus ont été parfois difficiles mais toujours exaltants.

Un combat politique

Aujourd'hui, par ma candidature, je souhaite engager la Licra pleinement dans un combat pour des valeurs, un combat pour la République, un combat pour l'universalisme.

Le constat sur la situation de la France et de l'Europe est une source infinie d'inquiétude et de colère.
La France, un pays divisé, où les discriminations demeurent une plaie béante dans notre pacte social et qui servent de carburant aux entreprises identitaires, où la laïcité est sans cesse remise en cause et instrumentalisme.
La France, en proie au développement d'un communautarisme identitaire, ethniciste ou religieux, porté par de pseudos associations antiracistes qui œuvrent à fracturer le ciment de la République.
La France, un pays meurtri par la résurgence effroyable de l'antisémitisme.
La France, un pays où, jusqu'à ces derniers mois, aucune majorité politique n'est parvenue à défendre notre jeunesse du déferlement de haine raciste, antisémite, négationniste, complotiste qui a pignon sur rue sur Internet et sur les réseaux sociaux, sans crainte de sanctions.
La France est un pays où l'université est devenue la cible de poussées antirépublicaines prétendument « décoloniales » qui cherchent à donner une caution scientifique et académique au retour du racisme.
L'Europe est minée par le populisme qui a déjà gangréné l'Italie, la Hongrie, l'Autriche, l'Allemagne, la Suède. Si nous n'y prenons pas garde, l'Europe risque d'être terrassée par une vague populiste qui emportera dans l'abîme tout l'édifice qui nous avait permis d'en sortir, en 1945, après la Seconde guerre mondiale et la Shoah. La France est à la merci de cette déferlante et certains slogans xénophobes, racistes, antisémites et complotistes, qui ont affleuré sur nos ronds-points ou sur nos autoroutes à la faveur du mouvement des Gilets jaunes, et qui montrent combien les « passions tristes » du pays risquent de devenir, à l'avenir, des passions destructrices.

Voilà la situation que nous devons affronter. Ce combat nous impose des devoirs.
Notre premier devoir est de **nommer les choses et décrire les réalités,** sans lâcheté ni compromission, avec clairvoyance et raison.
Les revendications communautaristes et identitaires, d'où qu'elles viennent, ne sont pas celles qui doivent faire battre le cœur de notre République. Il nous faut les démasquer et expliquer à nos compatriotes le danger qu'elles

GUILLAUME KREBS

représentent. Nous ne pouvons pas admettre les atteintes à la laïcité.
Nous second devoir est **d'agir, d'incarner dans le réel nos principes** qui, à force de les proclamer sans les rendre tangibles, risquent d'être la manifestation criante de notre impuissance.

Éduquer, former, accompagner

Notre rôle est d'éveiller les consciences, de faire émerger parmi la jeunesse le sentiment d'adhésion à la République, de construire un espace commun de fraternité où chacun s'émancipe et se donne les moyens de dépasser les préjugés et les appartenances.
C'est par l'éducation et la formation que nous obtiendrons des résultats. C'est ma conviction profonde qui porte mon projet pour la Licra.
Ce travail ne se décrète pas et ne se règle pas avec des communiqués de presse et des manifestations. C'est un travail de conviction. Il se construit, chaque jour, auprès de la jeunesse, dans les écoles, sur les terrains de sport, dans les entreprises, dans les universités et auprès des élus.
Mon projet est d'amplifier nos interventions auprès des jeunes, de la maternelle à l'université. Mon devoir, est de donner les outils et les moyens aux militants de la Licra d'assumer pleinement notre projet éducatif, notamment en matière de transmission de la mémoire, mais aussi en matière de promotion de la laïcité ou encore de lutte contre les discours de haine.
Mon projet est aussi de favoriser l'innovation dans notre manière d'intervenir auprès de la jeunesse, de trouver les voies et les moyens, notamment par la généralisation d'outils numériques, de faire passer nos messages. C'est le sens du projet de Campus Numérique qui sera mis en œuvre dès 2019.

Responsabiliser

La Licra a une parole qui compte. Depuis un an, je mesure chaque jour son crédit.
Je veux faire de cette volonté de responsabilisation la méthode qui guidera l'action de la Licra dans les années qui viennent. Auprès des élus, des entreprises, des partenaires associatifs, des acteurs éducatifs, culturels et sportifs, auprès des hébergeurs de

pour la présidence de la Licra (2019-2022)

contenus numériques, il importe de tenir un discours lucide et raisonné sur la responsabilité, sur l'éthique et la nécessité que chacun, là où il se trouve, possède une part de la solution pour faire reculer la haine de l'autre, les discriminations et les préjugés.

La responsabilité des élus est d'incarner dans les faits la volonté politique. La Licra, dans les trois ans qui viennent, s'engagera, notamment grâce à l'intergroupe parlementaire Jean Pierre-Bloch, à mener plusieurs batailles, notamment celle consistant à inscrire les délits racistes et antisémites dans le code pénal et à obtenir des sanctions judiciaires rapides et dissuasives.

La responsabilité des acteurs éducatifs et culturels est de prendre conscience que l'universalisme est notre bien le plus précieux et qu'ils en sont les ambassadeurs, les hussards dont notre République a besoin. D'ici trois ans, la Licra doit pouvoir multiplier dans tous le pays les rencontres, les débats, les créations, les échanges.

La responsabilité des entreprises est de comprendre ou d'accepter que la place qu'elles peuvent jouer dans la lutte contre les discriminations, dans la compréhension de la diversité, dans la promotion de la laïcité.

La responsabilité des hébergeurs du numérique est de comprendre qu'Internet n'est pas un « Far West » où toutes les ignominies seraient autorisées en l'absence de toute forme de morale autre que celle des anonymes qui hurlent leur haine le plus fort. La Licra s'engagera dans l'avènement d'une loi qui régule les contenus haineux sur Internet et qui place nos lois, et au premier rang nos lois antiracistes, au-dessus de tout autre considération économique ou commerciale. Il faut mettre fin à la barbarie numérique.

Consolider notre indépendance

Les moyens de la Licra dépendent pour l'essentiel de financements publics et de la confiance placée par les pouvoirs publics dans nos actions. Dans les trois ans qui viennent, je souhaite faire évoluer notre modèle économique en diversifiant nos sources de financement afin de garantir notre indépendance. L'année 2017 a montré que lorsqu'un partenaire public fait défaut, c'est l'ensemble de la Licra qui est fragilisée. Je ne souhaite pas que nous revivions une telle épreuve.

Une Licra de combat, forte et renouvelée

Nous devons préparer l'avenir de la Licra avec énergie et détermination. Nous n'échappons pas à l'érosion de l'engagement associatif, à la perte du sens collectif, à la défiance de nos concitoyens à l'égard des associations anciennes et à la difficulté de faire venir, parmi nous, de nouveaux talents.

Il est temps d'ouvrir les portes et les fenêtres de la Licra, de ne pas craindre d'innover pour assurer à nos combats qu'ils auront dans 10 ans, dans 20 ans, des militants pour les incarner.

Nous ne pourrons innover en nous contentant de rester dans le cadre existant, nous devrons avoir l'audace d'en sortir pour élargir le champs de nos moyens et de nous actions.

Dès l'année 2019, j'engagerai une grande réflexion interne sur les nouvelles modalités d'adhésion, plus souples, plus en phase avec l'époque.

Dès l'année 2019, j'engagerai un débat sur l'organisation de la Licra, sur nos implantations territoriales, sur notre capacité à exiger partout et en tous lieux sous des formes plus adaptées aux nouvelles formes d'engagement.

Dès l'année 2019, je souhaite libérer au sein de la Licra l'esprit d'initiative.

Dès l'année 2019, et dès le Congrès, je souhaite continuer et approfondir ce travail de rénovation de notre fonctionnement interne, de notre communication afin que les commissions, le Conseil fédéral, les sections, les présidents de sections puissent participer activement au rayonnement de la Licra.

Dès l'année 2019, j'engagerai la Licra vers une réflexion sur notre rayonnement à l'étranger, afin de retrouver dans ce domaine une force de frappe et des implantations pertinentes au regard des pays dans lesquels nous avons des combats à mener.

Dès à présent, je souhaite poursuivre mon action dans un esprit de proximité.

Le mandat que je brigue auprès de vous est d'importance. Le fait que je sois le seul candidat à la présidence de l'association est un signe de la confiance que vous me portez et je veux l'honorer. Venez nombreux au Congrès pour participer à nos échéances démocratiques avec enthousiasme. Au dehors, le message que nous allons envoyer compte et nous serons observés sur notre capacité de mobilisation.

Ce 49e Congrès sera placé sous le thème de l'Europe. J'ai souhaité que le premier jour de ce nouveau mandat pour la Licra soit européen.

L'Europe est née du désastre et de la nécessité de former une communauté d'hommes et de femmes ayant en partage des valeurs et des principes universalistes. L'Europe, c'est un socle commun, des siècles de construction d'une culture commune sans exclusive arrimée tout à la fois à la Grèce et à Rome, aux civilisations portées par la foi, à l'humanisme de la Renaissance, à la raison des Lumières, à l'émancipation des peuples, à l'éclosion des droits et des libertés. La démocratie, le pluralisme, la liberté d'opinion, la liberté de conscience sont le fruit de cet héritage européen.

Aujourd'hui, l'Europe est sous la menace historique et conjointe de tous les extrémismes politiques et religieux qui rêvent précisément de balayer cet héritage universaliste qui nous protège du chaos. Des dangers convergent dans la même direction : celle de l'affaiblissement de notre régime de libertés et la recherche de l'affrontement identitaire.

Notre devoir, à nous, universalistes, attachés à la promesse européenne de paix et de fraternité, et particulièrement à la Convention européenne des droits de l'homme, est de consacrer toute notre énergie pour démanteler le cartel populiste extrémiste en train de se former.

À la Licra, nous allons prendre notre part dans cette bataille intellectuelle et morale pour faire valoir une Europe fidèle à nos idéaux antiracistes. Comme nous l'avions fait pour les élections nationales de mai 2017, nous soumettrons une charte, dans tous les pays, aux candidats afin qu'ils s'engagent contre le racisme, contre la xénophobie, contre l'antisémitisme et toutes les formes de haine.

Nous organiserons des réunions publiques, en France et à l'étranger, pour réveiller l'opinion, dans les universités, dans les écoles, sur les réseaux sociaux, sur les terrains de sport. Nul ne devra ignorer ce que le mot « Europe » veut dire avant d'aller voter.

Avec beaucoup de détermination et d'enthousiasme, avec une grande lucidité, avec beaucoup d'espoir pour les années qui viennent, restons fidèles à notre source. Celle de Bernard Lecache, celle de Jean Pierre-Bloch, celle de Lazare Rachline, celle qui a eu la dignité de former, il y a plus de 90 ans maintenant, cette véritable armée citoyenne que nous formons aujourd'hui, vous et moi, ensemble et unis. ●

Retrouvez l'intégralité de la profession de foi à l'adresse suivante : www.mariostasi.fr/profession-de-foi-presidence-de-licra-2019-2022

L'universalité des droits humains attaquée de toutes parts

La montée des replis identitaires était au cœur du débat du 14 décembre dédié à l'articulation de plus en plus difficile entre revendications particularistes et dignité égale pour chacun.

Raphaël Roze

Le débat du vendredi soir, consacré à l'universalité des droits humains, était proposé conjointement par la section drômoise de notre association présidée par Pierre Pieniek et par le Café républicain de Romans, un groupe de parole animé aujourd'hui par Jean-Pierre Fauché et qui joue un rôle moteur dans le dynamisme de la Licra locale car c'est un vivier de jeunes militants.

Deux intervenants : Frédéric Potier, délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrah), et Antoine Spire. Ce dernier a déploré d'emblée qu'il semblait légitime d'évoquer l'universalité de la « violation » des droits de l'homme plutôt que des droits eux-mêmes. *« En 1948,* a-t-il rappelé, *les pays musulmans et l'ex-bloc communiste jugeaient déjà que les articles de la fameuse Déclaration préparée notamment par le Français René Cassin reflétaient une vision exclusivement occidentale ou "bourgeoise" de la société. Cette disqualification reste hélas d'actualité. On invoque par exemple le passé colonial de l'Europe pour fustiger le caractère supposément inégalitaire ou "dominant" de l'idéologie des Lumières et de la Révolution française, dont s'inspire la Déclaration. Globalement, on oppose l'identité – "indigène" ou encore asiatique – à la vision planétaire de l'immédiate après-guerre. Il s'agissait alors de rebâtir le monde après la Shoah et de réaffirmer le principe de la dignité de chacun. Mais le génocide des juifs et des Tziganes fut un événement européen. Il représente donc aujourd'hui un prétexte supplémentaire pour ranger le texte onusien dans le camp occidental et en faire l'expression d'un prétendu particularisme. »*

PHOTOS : LICRA

À l'origine du *Droit de Vivre*

Antoine Spire a remarqué que depuis son accession à la rédaction en chef de notre journal, on l'interrogeait parfois sur le sens du nom du journal. *« Serions-nous opposés à l'avortement, comme on me le laisse entendre de temps à autre avec ironie ?*, a-t-il lancé. *Eh bien, on a tort de persifler à ce sujet car René Cassin expliquait qu'au cœur de la Déclaration de 1948 figurait le droit de vivre pour chacun, quelques années après la Shoah qui a ôté l'existence et la dignité de millions de femmes et d'hommes. C'est pourquoi nous devons être fiers de ce titre. »*

Frédéric Potier « optimiste » malgré tout

Comme l'a résumé Abraham Bengio, président de la commission Culture de la Licra, *« la question de fond est l'articulation entre les droits de l'homme et la diversité des peuples »* au moment où nationalismes et communautarismes relèvent spectaculairement la tête. *« Ce repli est si fort,* a renchéri Frédéric Potier, *que l'expression "associations droits-de-l'hommistes" est devenue insultante, y compris dans ce pays. Pour moi comme pour vous, cela devrait être un compliment ! Pourtant, on rend les droits universels responsables de tout : de l'immigration indésirable, des excès du libéralisme, du mondialisme… »* Dans ce contexte, le délégué interministériel a souligné l'importance de la Licra et de son combat non exclusif, par opposition aux organisations de défense identitaire qui « saucissonnent » la cause antiraciste. Il a néanmoins ajouté qu'il était *« optimiste de nature »*, notant avec satisfaction que la France était privilégiée : *« Ici,* a-t-il dit, *nous disposons de l'arme de la laïcité, l'État et le gouvernement luttent contre la haine, j'ai même un budget spécifique pour éradiquer les préjugés contre les homosexuels ou transgenres, un cas unique au monde, à ma connaissance. Enfin, nous sommes en bonne voie pour adopter une législation contraignante contre la haine numérique et imposer notre souveraineté en la matière, à l'instar de nos amis allemands. C'est pourquoi je refuse tout défaitisme en dépit du vent mauvais qui souffle sur notre continent et ailleurs. »* ●

Le *DDV* face à un monde en plein bouleversement

Les tables rondes consacrées à la presse associative et à la relative disqualification du combat en faveur des droits de l'homme étaient axées sur les révolutions sociétales et médiatiques qui imposent des changements drastiques dans notre approche militante.

Raphaël Roze

Dans l'après-midi du 15, la question de la place des médias associatifs dans la défense des droits de l'homme s'est posée lors d'une table ronde animée par Justine Mattioli et Alain Barbanel, journalistes à *DDV*. Antoine Spire et Julie Clarini, chargée des pages « Idées » au *Monde*, ont rappelé que *Le Droit de Vivre* tirait autrefois à des dizaines de milliers d'exemplaires. Aujourd'hui, il est réputé « paroissial » comme tous les organes militants et largement délaissé par les relais d'opinion. Un traitement ou plutôt une absence de traitement injuste, puisque le journal est produit en grande partie par des professionnels, en résistant aux pressions quand il le faut, « *de la même manière que nous fabriquions* Le Matin de Paris *lorsque j'en étais le rédacteur en chef* », a indiqué Antoine Spire, amer face au « mépris » des médias traditionnels.

Gilles Manceron, ancien responsable d'*Hommes et Libertés*, revue de la LDH, a souligné de son côté que la concurrence d'Internet était telle que la presse papier, spécialisée ou généraliste, était condamnée à moyen terme. « *Ce qui ne signifie pas que le passage au numérique soit recommandable pour nous.* Le Monde *lui-même a mis des années à être à l'équilibre et a perdu énormément d'argent dans l'intervalle* », a noté le journaliste Georges Dupuy.

La Licra et le passage au numérique

Comment sortir des difficultés budgétaires ? En gagnant de nouveaux lecteurs par le biais d'une parution plus rythmée, mensuelle par exemple, et plus en phase avec l'actualité ? Cela a un coût et la direction de la Licra est-elle prête à investir davantage pour combler le déficit… en prenant le risque de le creuser davantage encore ? Une piste à explorer : développer la synergie trop balbutiante entre le *DDV* et le site web de notre association.

Le dimanche, on s'est interrogé autour d'Antoine Spire sur l'éventuelle disqualification du combat pour les droits de l'homme. Pierre Tartakowsky, président d'honneur de la LDH, s'est demandé si la période émancipatrice commencée avec les Lumières du XVIIIe siècle n'était pas achevée. Francis Perrin, vice-président d'Amnesty International pour la France, a tout de même insisté sur le nombre de constitutions nationales inspirées de la Déclaration onusienne de 1948, notamment en matière de droits collectifs. « *Ce tournant social était alors révolutionnaire, il va de soi à présent* », a-t-il dit, rappelant aussi que le bloc soviétique s'était heureusement effondré. Dans le même esprit positif, Cécile Riou, secrétaire générale adjointe de la Commission nationale des droits de l'homme, et l'ambassadeur Richard Narich se sont félicités de l'impossibilité pour les États musulmans d'introduire le « délit de blasphème » dans le droit international grâce à la résistance des démocraties. En revanche, le militant de la cause gay Frédéric Gal, de l'association Le Refuge, a remarqué que 80 pays punissaient encore pénalement l'homosexualité.

Enfin, il est indéniable que les problématiques migratoire et climatique, si actuelles, bousculent rudement les sociétés au point qu'elles menacent la bienveillance universelle en ravivant les peurs et le racisme qui les accompagne. ●

L'appel enflammé d'Alain Jakubowicz

« Réveillons-nous !, a martelé le président d'honneur de la Licra en concluant le Forum. *Regagnons le cœur de la jeunesse à l'instar des militants des associations communautaristes, qui savent mieux que nous se montrer transgressifs et percutants. Utilisons l'arme du* Droit de Vivre *(…) et réajustons sa ligne éditoriale en fonction des évolutions sociétales et médiatiques en cours. Sinon, nous sommes condamnés à demeurer une association vieillissante et notre discours ressemblera à un robinet d'eau tiède. »*

✱

MERCI À « PLANET RUGBY » !

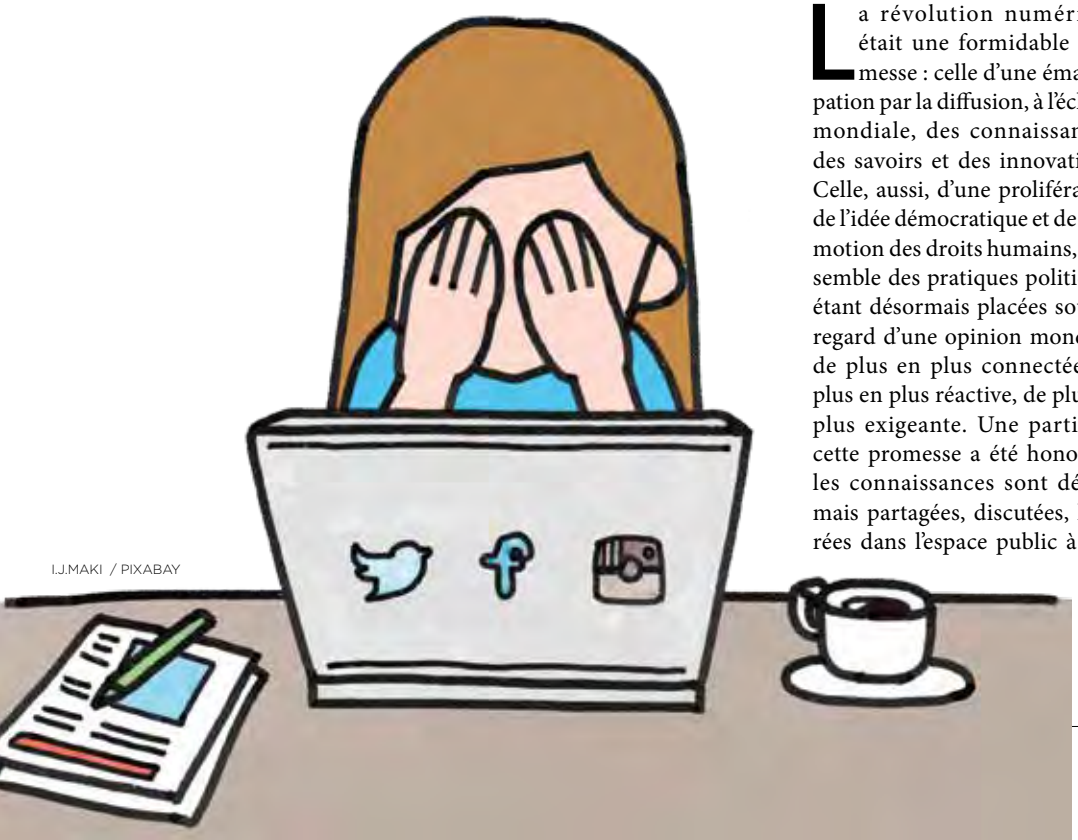
Mention spéciale à « Planet Rugby », qui a aidé la section drômoise de la Licra à organiser le Forum. Laquelle section subventionne de son côté cette association depuis sa création il y a deux ans. Émanation du service chargé à la mairie de la prévention des incivilités et de la délinquance, elle intervient dans sept écoles primaires de quartiers défavorisés de Valence, apprend aux enfants à jouer au rugby tout en les sensibilisant aux valeurs de fraternité sportive et à la tolérance. Elle a même pu emmener 35 élèves à Buenos Aires pour des matchs mémorables, à l'invitation d'une association argentine poursuivant le même but.

Mettre fin à la barbarie numérique

À l'issue du débat tenu à Valence lors du premier forum du *DDV*, Stéphane Nivet a synthétisé la discussion qui portait sur la lutte contre la haine sur Internet nouvelle frontière de la défense des droits de l'homme.

Stéphane Nivet

PIXABAY



I.J.MAKI / PIXABAY

La révolution numérique était une formidable promesse : celle d'une émancipation par la diffusion, à l'échelle mondiale, des connaissances, des savoirs et des innovations. Celle, aussi, d'une prolifération de l'idée démocratique et de promotion des droits humains, l'ensemble des pratiques politiques étant désormais placées sous le regard d'une opinion mondiale de plus en plus connectée, de plus en plus réactive, de plus en plus exigeante. Une partie de cette promesse a été honorée : les connaissances sont désormais partagées, discutées, libérées dans l'espace public à une vitesse exponentielle. Certains régimes autoritaires sont même tombés grâce aux outils permis par les réseaux sociaux et certaines révolutions ont commencé sur Facebook. Le revers de la médaille est moins roboratif, avec le début d'une nouvelle ère, celle d'une barbarie numérique où l'anonymat autorise toutes les lâchetés, où la haine de l'autre prospère sans aucun contrôle, où les fausses nouvelles règnent en maître sans aucune limite, où la manipulation des opinions est devenue le sport préféré des régimes « illibéraux ». Face à cela, la question de la régulation numérique est soulevée et appelle les démocraties à réagir et à ne pas subir, pour reprendre les mots de Jaurès, « la loi du mensonge triomphant qui passe ».

✱

UN ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

Sur le même sujet, le président de la République s'est engagé à combattre les discours de haine en régulant le Net lors du dîner du Crif du 20 février dernier.

UN PRIX POUR LE CAMPUS NUMÉRIQUE

La Licra, grâce à Stéphane Nivet, a reçu le 5 février dernier un prix par Facebook (80 000 euros) pour son futur campus numérique. C'est le prix du fonds pour le civisme.

L'anonymat, c'est Vichy 3.0

Le petit oiseau qui sert de logo à Twitter pourrait aussi bien être un corbeau tant il est vrai que l'anonymat y a été généralisé comme une pratique acceptable. Il est loisible à chacun d'ouvrir un compte sous les pires pseudonymes et commencer à écumer de haine, de petite vendetta personnelle et de ressentiment contre la terre entière. Le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie y ont élu domicile sans que rien de véritablement structuré et d'efficace ne permette de les en déloger. D'aucuns peuvent considérer que l'anonymat a permis de porter nos grandes indignations, libérant la parole des femmes victimes de violences sexuelles avec #metoo ou #balancetonporc, libérant la parole des enseignants écrasés par l'inertie de leur administration devant leur quotidien difficile avec #pasdevagues. La parole est libérée en effet mais à quel prix ? Celui qui permet à quiconque, sans apporter de preuves, sans donner son identité, sans contradictoire possible, d'accuser publiquement qui bon lui plaira pour de bonnes ou parfois de mauvaises raisons. Et au final, transformer les réseaux sociaux en petits tribunaux martiaux qui achèvent de délégitimer notre état de droit. Notre société devrait s'interroger sur ce glissement terrible qui voit des femmes victimes de sexisme ou de sévices encore pires préférer en parler sur Twitter plutôt que de pousser la porte d'un commissariat, qui voit un enseignant se lâcher sur Internet contre sa hiérarchie plutôt que de pousser la porte du rectorat. Qu'on le veuille ou non, l'anonymat est la première marche d'un totalitarisme silencieux et perfide qui, jadis, a considérablement alourdi les sacoches de nos facteurs en même temps qu'il remplissait des trains sans retour.

L'hypervisibilité des discours de haine

Les réseaux sociaux ne sont pas la vraie vie. Et fort heureusement sans quoi ce serait la Saint-Barthélemy tous les matins. L'expression de la haine y bénéficie d'une surexposition liée à plusieurs phénomènes. Internet a été très tôt colonisé par les fauteurs de racisme, d'antisémitisme et de négationnisme. Dès 1996, le site Internet de la prétendue Association des anciens amateurs de récits de guerre et d'holocauste, repaire de faussaires de l'histoire et d'antisémites notoires comme Robert Faurisson, est devenu le principal lieu de rencontre des négationnistes. Dans un autre registre – encore que – les milieux djihadistes se sont dotés dès le milieu des années 1990 de sites Internet de propagande. L'activisme des racistes et des antisémites s'est très tôt saisi de cette aubaine numérique pour diffuser, convaincre, recruter et prospérer. Le tout étant renforcé par une dimension communautaire forte à la faveur de laquelle celui qui est aspiré dans ces réseaux est renforcé dans un sentiment d'appartenance à une minorité persécutée par le grand complot mondial. Parmi les groupuscules identitaires, on fonctionne en essaim au gré de l'actualité pour mener, en meute plus ou moins coordonnée, une bataille réticulaire visant à imposer des points de vue et à laisser entendre qu'ils seraient majoritaires. Les haineux laissent sur les réseaux sociaux beaucoup plus de traces que ceux qui n'ont pas de haine à proférer et le système entretient l'hypervisibilité des discours radicaux, racistes ou antisémites, cette « *tyrannie des minorités, nouvelle formule* » évoquée par le sociologue Gérald Bronner dans ses travaux.

Quelle régulation pour Internet ?

Chacun peut convenir aujourd'hui que devant ces phénomènes, nous sommes mal outillés. La loi de 1881, amendée en 1939, en 1972, en 1990, en 2004 et en 2015 a été faite pour combattre la haine traditionnelle, celle de la presse écrite essentiellement, dans un cadre national et figé. La loi sur l'économie numérique de 2004 a été votée alors que Facebook n'était qu'un trombinoscope à Harvard et que Twitter n'existait pas. La *cloaca maxima* que sont devenus les réseaux sociaux impose une urgente nécessité de régulation. Cette question pose en réalité une autre question : celle de la hiérarchie des normes. De fait, les conditions générales d'utilisation des grands opérateurs du numérique ont primauté sur l'application de nos lois. On peut rappeler cet épisode honteux qui a vu Twitter – qu'on ne taxera pas de vouloir se mettre les pouvoirs publics dans la poche – refuser de communiquer à la justice française les adresses IP – donc les identités – de ceux qui avaient publié des insultes antisémites à l'encontre de la député Yaël Braun-Pivet, présidente de la commission des lois de l'Assemblée nationale. Aujourd'hui, les conditions générales d'utilisation des GAFA, texte rédigé par une entreprise privée au fond d'une vallée californienne, ont plus de force que la loi française adoptée souverainement par les représentants du peuple. Il importe aujourd'hui de renverser la vapeur, d'imposer, par tous moyens, comme les Allemands ont réussi à le faire, qu'Internet ne soit plus un far west où nos lois seraient devenues caduques. Parmi les pistes possibles, la sortie des délits racistes et antisémites de la loi de 1881 progresse fortement dans l'opinion. On les mettrait dans le droit pénal général, en sorte que celui qui tweete une saloperie raciste ou antisémite le dimanche sache que le lundi il pourra être placé en garde à vue avant d'être jugé et condamné le mardi en comparution immédiate. Comme un délinquant ordinaire, avec la même rapidité qu'un tweet ou post publié sur Facebook. ●

Les intervenants du débat

Le débat de Valence rassemblait Stéphane Nivet, Donatien le Vaillant, magistrat, conseiller pour la justice et les relations internationales de la Dilcrah et Isabelle Pariente-Butterlin professeur de philosophie à l'université d'Aix-en-Provence.

Isabelle Pariente-Butterlin est l'auteure de *Philosophie de l'espace connecté. La réalité d'Internet.* Pour elle, si Internet est le lieu de toutes les étrangetés, de toutes les irrégularités, il est en même temps dans le prolongement de notre monde. Le passage se fait de l'un à l'autre dans une certaine continuité. Internet enrichit notre réalité mais les effets d'amplification sont parfois douloureux. Son livre est une belle réflexion sur les ambiguïtés du numérique.

Philosophie de l'espace connecté. La réalité d'Internet,
Isabelle Pariente-Butterlin, 2018, les Éditions du Bord de l'eau, 22 euros.

PACTE DE MARRAKECH

A beau mentir qui vient de loin

Le pacte sur les migrations sûres, ordonnées et régulières a donné lieu à un déferlement d'« infox ». Concoctées aussi bien en France qu'en Europe ou aux États-Unis.

Georges Dupuy

Les « infox » sont comme le furet de la chanson. Elles courent, elles courent. Entre les premières discussions et sa signature à Marrakech les 10 et 11 décembre 2018, le « *Pacte pour des migrations sûres, ordonnées et régulières* », plus connu sous le nom de pacte de Marrakech, aurait été l'objet de 7 500 à 8 000 rumeurs ou propos mensongers. En France, les réseaux sociaux ont mixé et amplifié les fables anti-Marrakech puisées aux mille sources, le plus souvent anonymes, de l'extrême droite et de la droite dure. Sans qu'aucune frontière, aucune pudeur, aucune vérification ne les arrête. Jusqu'à devenir une revendication des Gilets jaunes certains samedis.

MOSAAB ELSHAMY/AP/SIPA

Aucune pudeur, aucune vérification

Les « infox » parlent de l'organisation par l'ONU de la grande submersion, de l'abdication nationale du président Macron, des frontières grandes ouvertes, des Français mis devant le fait accompli et du danger économique et culturel que ce déferlement programmé représentera pour les citoyens les plus faibles. « *Contrairement à ce que l'on entend, le pacte de Marrakech n'organise pas les migrations et il n'est absolument pas contraignant. Chaque État garde sa souveraineté* », explique Catherine Wihtol de Wenden, directrice de recherche au CNRS. Cette spécialiste des migrations, analyse : « *C'est un formidable progrès : 150 pays ont accepté de coopérer pour gérer, dans le respect des valeurs humanitaires, un phénomène qui peut être une richesse pour les pays du Nord comme du Sud ou un épouvantable désastre.* » En combattant, notamment, le trafic d'êtres humains (petits et grands) ou la mort sur des routes de hasard.

> **« 150 pays ont accepté de coopérer pour gérer un phénomène qui peut être une richesse ou un épouvantable désastre. »** Catherine Wihtol de Wenden, directrice de recherche, CNRS

Idéologie ultra, infos bidons et théories du complot

L'optimisme n'empêche pas la lucidité. Partout, l'heure est aux tensions en matière d'immigration. La droite américaine a ainsi mené l'offensive sur deux fronts. Le plus visible, en ligne avec le durcissement de la politique migratoire promis par Donald Trump, a été le refus des États-Unis (suivis par une dizaine d'autres États, dont, en Europe, l'Autriche, la Hongrie, la République tchèque et la Bulgarie) de signer le pacte. Plus insidieux, les arguments et les infox de l'*Alt-Right* ont largement inspiré la fachosphère européenne. Notamment par le biais des tournées de Steve Bannon, le chantre du populisme triomphant. On sait peu que jusqu'à sa disgrâce auprès de Trump, Bannon était le directeur de *Breitbart News*, renommée pour son idéologie ultra, ses infos bidons et ses théories du complot. La veille de la réunion de Marrakech, sous le titre *Le sinistre plan de l'ONU pour l'enfer de la migration mondiale*, *Breitbart News* écrivait : « *Marrakech, c'est le lieu […] où l'on demandera aux nations du monde entier d'abdiquer leur souveraineté, leurs libertés et leur identité dans un des accords les plus pernicieux jamais conçus.* » Face à ces déferlantes, Antoine Pécoud, professeur à l'université Paris-13 et expert reconnu en organisations internationales, a la foi chevillée au corps : « *On se heurte à des choses […] que nous ne pourrons peut-être jamais modifier : la souveraineté des États et le fait que les migrants sont perçus avec méfiance ou comme des ennemis. […] Mais dans le contexte actuel, c'est un combat qui vaut la peine !* » ●

Coucou, les revoilou !

Après Marrakech, Marine Le Pen, et Nicolas Dupont-Aignan ont trouvé une deuxième occasion de multiplier les contre-vérités : le nouveau pacte franco-allemand signé par Emmanuel Macron et Angela Merkel. La présidente du RN estime que le traité aboutit à la *« mise sous tutelle de l'Alsace »* et *« au partage de notre arme nucléaire et de notre siège au conseil de sécurité »*. Pour le président de Debout la France, le *« traité organise la soumission de la politique étrangère de la France à l'Allemagne »* et prépare *« des lois franco-allemandes sur une partie de notre territoire »*. Interrogé, le maire de Bordeaux, Alain Juppé, a notamment déclaré : *« Que des responsables politiques qui se parent de ce nom puissent tenir des propos comme ceux-là, c'est invraisemblable ! »*

Bolsonaro misogyne, homophobe, raciste… mais pas antisémite

Le nouvel homme fort du Brésil est un pur produit de l'extrême droite haineuse issue des années noires de la dictature. Proche des évangélistes, il soutient en outre avec ferveur les nationalistes israéliens.

Raphaël Roze

Le « Trump brésilien », contrairement au président des États-Unis, avait déjà une longue carrière de député derrière lui quand il a été élu à la magistrature suprême, le 28 octobre dernier. On connaissait donc les convictions de cet homme d'extrême droite et sa nostalgie de la dictature (1964-1985). « O mito » (le mythe), comme le surnomment ses partisans, est d'abord misogyne. Un trait de caractère constant qui accompagne naturellement, dans ce pays, l'ambition affichée par les réactionnaires désormais aux commandes d'effacer les acquis du féminisme. Lorsqu'en 2003, Jair Bolsonaro prend violemment à partie une collègue parlementaire de gauche, Maria do Rosario, lui lançant qu'*« elle ne méritait pas qu'il la viole »* du fait de sa supposée laideur, ce n'est pas un dérapage. C'est l'expression, habituelle chez lui, d'un mépris pour la gent féminine qui va de pair avec la grossièreté militaire que le nouveau chef d'État est fier d'arborer afin de damer le pion aux gays accusés d'être responsables, avec la corruption, de l'affaiblissement de la nation quand le Parti des travailleurs était aux affaires.

Jair Bolsonaro lors de son investiture.

MARCOS OLIVEIRA/AGÊNCIA SENADO / WIKIMEDIA COMMONS

Ici encore, l'intéressé ne s'embarrasse d'aucune ambiguïté : en 2011, il expliquait dans le magazine *Playboy* qu'il préférait voir son fils *« mourir dans un accident »* plutôt que de le savoir homosexuel. Il préconise en outre des châtiments corporels à l'encontre des pré-adolescents présentant des tendances *« inverties »*. Ce faisant, il suit la ligne des évangélistes brésiliens les plus conservateurs – un courant dont s'inspire ce catholique depuis son second baptême effectué dans les eaux du Jourdain, en 2016, par un pasteur pentecôtiste et qui représente des dizaines de millions d'électeurs. Pour ces exaltés, la Bible qui qualifie les relations entre personnes du même sexe d'*« abomination »* doit être prise au pied de la lettre.

« Aucun de mes fils ne sortira avec une noire »

Misogynie, homophobie et racisme : Bolsonaro a assuré à la télévision qu'aucun de ses trois fils ne sortirait jamais *« avec une noire car ils ont été bien éduqués »*.

En revanche, l'homme fort de Brasília n'est pas antisémite. Issu d'une famille modeste venue d'Allemagne et d'Italie, il n'appartient pas à la vieille bourgeoisie brésilienne qui évite toute relation avec les juifs. C'est d'abord un « messianiste » à l'américaine : il estime que le retour du peuple élu en Terre sainte, Cisjordanie comprise, est le prélude indispensable à la rédemption de l'humanité. Bolsonaro a d'ailleurs choisi l'hôpital israélite Albert Einstein de São Paulo pour soigner sa blessure à l'estomac consécutive à la tentative de meurtre dont il a réchappé le 6 septembre 2018. Une décision assumée qui lui a valu une volée de bois vert dans la mesure où les responsables politiques sont habituellement admis à l'hôpital « du Puissant », établissement syro-libanais de Rio dont la fonction est quasi-officielle, comme le Val-de-Grâce pour les dirigeants français. *« À Albert Einstein, il est protégé contre les médecins arabes »*, pouvait-on lire sur les réseaux sociaux d'extrême droite. Bolsonaro, fan de Benyamin Netanyahou, a promis de fermer l'ambassade de l'Autorité palestinienne dans son pays et de transférer, comme Donald Trump, sa propre représentation diplomatique de Tel-Aviv à Jérusalem. Promesses non tenues à ce jour. ●

JANINE MORAES / CÂMARA DOS DEPUTADOS / WIKIMEDIA COMMONS

Jair Bolsonaro suit la ligne des évangélistes brésiliens les plus conservateurs – un courant dont s'inspire ce catholique depuis son second baptême effectué dans les eaux du Jourdain, en 2016, par un pasteur pentecôtiste et qui représente des dizaines de millions d'électeurs.

Les juifs divisés

Si les organisations antiracistes et représentants des minorités de couleur ont pris unanimement parti contre Bolsonaro, les dirigeants juifs brésiliens sont plus mesurés car leur communauté est divisée : les plus sionistes approuvent les positions pro-israéliennes du président ; d'autres craignent ses postures fascisantes, rappelant que beaucoup de juifs de gauche ont été victimes de la dictature.

TRIBUNES

Racisme et antisémitisme : le « A » de la Licra

Mano Siri, demandait dans le numéro 674, de réfléchir au pourquoi du « A » de Licra. Gilles Denis et Claude Secroun, membres de la Licra, proposent leurs points de vue.

Le juif dans la hiérarchie des races

Gilles Denis

Pour les théories racistes et antisémites nées au XIXe siècle et appuyées sur l'hypothèse de la sélection naturelle, l'Européen est l'homme le plus avancé dans l'évolution humaine, les autres « races » étant placées entre lui et les autres primates, définissant ainsi leur « infériorité ». S'établit ainsi la hiérarchie des races, essence du racisme où sont recyclés les vieux préjugés sur les divers peuples. De par ses qualités naturelles, la « race blanche », particulièrement sa souche « aryenne », remplacera partout les « races inférieures ». Selon Darwin (1871), « les races civilisées », « *sont en train de se répandre partout, jusqu'à prendre la place des races inférieures* ». Nous apportons ici un complément à la distinction que fait Mano Siri entre « racisme » et « antisémitisme » qui se résume en énonçant que pour le raciste, les membres d'une autre race sont « inférieurs », et pour l'antisémite, les juifs sont au contraire dominateurs.

La représentation des juifs dans les théories racistes

Les juifs sont placés soit parmi les Asiatiques soit intégrés à la « race blanche ». Dans le premier cas leur place est similaire à celui des autres non-européens, au-dessous des Européens mais au-dessus des Africains. Cette hiérarchie est raciste. Dans le deuxième cas, les juifs constituent, comme le développe Vacher de Lapouge (1887), une « race de valeur », « très près des purs aryens » mais donc comme leurs « *principaux concurrents* ». Pour Eugen Fischer (1939), supérieur de Joseph Mengele, les juifs, « *le plus grand ennemi avec lequel nous devons nous battre* », ne doivent pas être sous-estimés car ce ne sont pas « *des êtres inférieurs, comme les Noirs le sont* ». Dans ce cas, les juifs sont le résultat d'une évolution qui n'aurait pas produit les mêmes caractères physiques, intellectuels et moraux, que ceux de la « race-élite », « noble », « créatrice » des Aryens. Dans l'esprit de l'hypothèse darwinienne, Aryens et juifs ne peuvent qu'entrer en lutte totale. Ce qui recycle la peur du complot juif et de sa volonté de domination. Racistes et antisémites ont en commun le rejet absolu du métissage. Les premiers y voient un processus de dégradation de l'espèce humaine et les seconds de l'anéantissement de leur « race ».

La spécificité de l'antisémitisme

L'antisémitisme est un racisme lorsque les juifs sont perçus comme « inférieurs » mais il désigne quelque chose de plus spécifique, lorsque les juifs sont vus comme l'ennemi dominateur par excellence. Ces deux thèses ne sont pas toujours distinguables et souvent se mêlent. Elles n'appartiennent plus aujourd'hui à la science mais la perception spécifique du juif, adversaire ambitieux dominateur, perdure. Pour les suprémacistes blancs de Charlottesville, « *Les juifs vont nous remplacer* ». Pour Louis Farrakhan, dirigeant de *Nation of Islam*, les juifs étudient pour apprendre à « *dominer* » les non-juifs et ont « *infecté le monde entier par le poison et la tromperie* ». ●

Le juif serait partout

Claude Secroun

Dans l'article paru dans le dernier numéro du *DDV*, Mano Siri a très bien cerné ce qui fait différence entre racisme et antisémitisme. Cependant, pour justifier ce fait tant reproché à la Licra de conserver le A, nous pouvons aller plus loin. Tout d'abord, nous avons des raisons historiques. C'est l'antisémitisme qui est à l'origine de la création de notre association : d'abord Ligue contre les pogroms, elle devient dès 1927 Lica, Ligue internationale contre l'antisémitisme. Et s'il est vrai que, dès le début des années 1930, la Lica a inclus le racisme dans ses luttes, elle a conservé son acronyme jusqu'en 1973 ! La Licra est fidèle à son histoire, et nous devons le prendre en compte.

La haine de l'autre

Si le racisme est la haine de « l'autre-différent », et l'antisémitisme la haine de « l'autre-même », il faut se poser la question de l'appartenance du juif. Car, et l'histoire nous le rappelle, définir qui est juif a toujours posé problème : citons par exemple les nazis ou le gouvernement de Vichy qui faisaient du juif une personne qui avait deux ou trois grands-parents juifs, mais qui jamais n'ont défini ce qu'est un grand-parent juif ! Reconnaître le juif est une obsession permanente de l'antisémite. Depuis la rouelle ou le chapeau pointu au Moyen Âge jusqu'à l'étoile jaune, marquer le juif est toujours le meilleur moyen trouvé.

Qu'est-ce qu'un juif ?

Mais qu'est-ce qu'un juif ? Je vous invite à consulter mon site (http://secroun.wixsite.com/judaisme) à ce sujet. Il existe des juifs noirs, jaunes, blancs… Il existe des religieux, des athées, des agnostiques, des chrétiens… qui se disent juifs. Cette complexité rend la situation tellement particulière qu'on trouve régulièrement des non-juifs qui subissent des agressions antisémites. Autrement dit, le juif crée, chez les antisémites, un fantasme qui leur fait voir des juifs partout. Et c'est ce « ils sont partout » qui débouche sur le complotisme : le complot judéo-maçonnique, le complot judéo-bolchevique, le complot judéo-capitaliste, et même pour Soral le complot judéo-homo-maçonnique. Autre aspect à prendre en compte, donc : pour le raciste, l'autre est inférieur, il est un sous-homme. Pour la majorité des antisémites, le juif est puissant et domine le monde, contrôle toutes les organisations qui ont un quelconque pouvoir. Peut-on alors traiter de la même façon le racisme et l'antisémitisme ? Il est clair que non, et il est fondamental de distinguer les deux et de prendre en compte ces différences dans nos luttes. ●

Lire également l'affaire Schwartzbard, p.40.

ASSISES DU NÉGATIONNISME

Ne pas trahir la mémoire

Les 9e Assises nationales de lutte contre le négationnisme, « Témoigner ? Témoignez ! », se sont tenues à Paris à l'instigation du géopolitologue Frédéric Encel et avec le soutien de la Licra. La mémoire et le témoignage pour combattre le négationnisme, le complotisme, la banalisation.

Alexandra Demarigny

Il n'y a jamais eu autant de visiteurs à Auschwitz : phénomène récent et en expansion constante, le tourisme de mémoire, étrange « disneylandisation » des lieux de mémoire (notés sur Tripadvisor au même titre que le château de Chambord), illustre un contexte mémoriel marqué par la disparition des derniers témoins. La mémoire passe du côté de l'histoire quand les témoins disparaissent. Mais si la mémoire est chaude, l'histoire est froide, et il faut un déplacement de l'énergie mémorielle vers les générations succédant aux victimes, afin que l'histoire soit saisie. Aristote estimait d'ailleurs que seul l'historien peut raconter les faits que le poète ne peut qu'imaginer, posant le débat entre éthique et esthétique, que Derrida tranche en démontrant le statut instable du témoignage.

PIXABAY

Tout génocide est marqué par un déséquilibre de la parole

Mais de quelle mémoire parle-t-on ? La marque du génocide n'est pas la furie, mais le silence, et souvent on ne peut, on ne veut pas croire au récit du rescapé. Quand la sidération finit par se dissiper, la première parole est meurtrie, malhabile ; le reporter de guerre ne constate que le silence de ceux qui sont tus, et les assassins ne parlent pas. Tout génocide est marqué par un déséquilibre de la parole, déclare Patrick de Saint-Exupéry, reporter de guerre. Les premiers qui s'expriment sont les négationnistes, et leur parole est difficile à déconstruire. Et lorsqu'un militaire veut raconter, s'insurger, on lui répond « *la guerre est une succession de saloperies, mais il faut la faire ; la raconter est une traîtrise. Tu mérites deux balles dans la tête* », explique Guillaume Ancel, ancien lieutenant-colonel engagé au Rwanda.

Négationnisme et complotisme : une convergence systématique

Dans cette inversion victimaire du négationnisme, le discours complotiste vient parachever le crime, explique Rudy Reichstadt. Pour paraphraser Clausewitz, le complotisme est la continuation des génocides par d'autres moyens. On assiste aussi à l'émergence d'une autre forme de négationnisme : la banalisation, le relativisme du « tout se vaut », comme en témoignent certaines pancartes brandies par les Gilets jaunes clamant ces derniers jours « nos rues ne sont pas des chambres à gaz », voulant signifier « nous aussi, on a été gazés ».

Utiliser les armes d'aujourd'hui

Alors, que faire, pour maintenir vivante cette mémoire des génocides et déconstruire le complotisme ? Il faut écrire l'histoire du négationnisme, sans la moindre esquisse de débat, et surtout en faisant relire leurs témoignages aux négationnistes, explique Valérie Igounet, historienne. Il faut aussi éduquer sur le complotisme à l'école, donner des outils de décodage, transmettre en emmenant nos jeunes sur les lieux de mémoire. Pour l'imam Hassen Chalghoumi, les nazis n'étaient pas nombreux, mais la majorité était silencieuse et indifférente ; pour combattre le négationnisme il faut parler et concerner nos enfants. Marek Halter surenchérit : nous disposons tous, dans nos poches, de l'outil pour combattre les rumeurs, les fausses informations et le complotisme. Utilisons les armes de nos ennemis, les armes d'aujourd'hui. Des millions d'individus pensent comme nous, si nous le disons, nous serons gagnants. Pour conclure, Mario Stasi nous exhorte : « *Nous ne devons pas être des déambulateurs approbatifs, mais les témoins des témoins ; il faut suppléer la mémoire par l'engagement.* » ●

LES INTERVENANTS

PÉDAGOGIE ET TRANSMISSION
- Julien Zarifian, maître de conférences à Cergy : le cas américain
- Michaël Prazan, documentariste, essayiste : la force du documentaire
- Gilles Denis, commission « mémoire, histoire et droits de l'Homme » de la Licra
- Rudy Reichstadt, directeur de *Conspiracy Watch* : complotistes et négationnistes

VICTIMES ET GRANDS REPORTERS, ILS ÉTAIENT SUR LE TERRAIN
- Patrick de Saint-Exupéry, ancien grand reporter au *Figaro* : juste faire son boulot
- Guillaume Ancel, ancien lieutenant-colonel, écrivain : témoigner contre le silence des politiques et des militaires
- Jeanne Allaire, conseillère auprès de la mairie de Paris, rescapée Tutsi du génocide rwandais : témoigner est salvateur

LIEUX DE MÉMOIRE : SANCTUAIRES OU TÉMOIGNAGE ?
- Fanny Bourrillon, professeure de philosophie : éthique et esthétique du témoignage
- Anastasio Karababas, éducateur au Mémorial de la Shoah : le rôle du guide
- Dominique Chevalier, maîtresse de conférences : le cas particulier du Cambodge
- Samia Essabaa, professeure d'anglais : emmener les jeunes sur les lieux de mémoire

PRÉTOIRES ET ASSEMBLÉES : LIEUX DE TÉMOIGNAGES PRIVILÉGIÉS ?
- Alexis Govciyan, maire-adjoint du 9e arr. de Paris : contre le négationnisme, la loi !
- Alain Gauthier, collectif des parties civiles pour le Rwanda : rechercher les bourreaux
- Valérie Igounet, historienne, essayiste : les outils de l'historien
- Hassen Chalghoumi, imam de Drancy : transmettre la mémoire, combat pour nos enfants

GRAND TÉMOIN : Marek Halter, écrivain, rescapé du ghetto de Varsovie

SOS Racisme : une nouvelle jeunesse

Malgré les attaques répétées d'un certain nombre de conservateurs, réactionnaires, voire extrême droitistes, l'antiracisme se porte bien. Il séduit de nouveau une jeunesse française en désir de fraternité.

Isabelle Kersimon

Deux amis qui se sont rencontrés à SOS Racisme, l'un juif, Dan Cohen, l'autre issu d'une famille musulmane, Marouane Zaki, ont eu l'idée de parcourir les villes de France pour parler sans tabous des questions qui taraudent les jeunes et minent le pays. Une quinzaine d'amis s'y sont reconnus et engagés, « Salam, Shalom, Salut » est née, présentée lors d'une soirée à La Bellevilloise le 8 novembre dernier avant une tournée en France co-organisée par les comités locaux de SOS Racisme. La parole des jeunes militants est forte, inédite et enthousiasmante, comme le confirme Dominique Sopo, président de SOS Racisme : « *Beaucoup attendent ce type de respiration, car ils perçoivent que les dynamiques identitaires dans lesquelles on est entraînés sont dangereuses. Les jeunes sont friands de ces discussions, d'autant que la République a beaucoup de mal à aborder ces questions qui sont neutralisées ou traitées par des personnes ayant une logique de fermeture identitaire.* »

Affiche de l'initiative prise par SOS Racisme.

SOS RACISME

DR

« Que proposent tous ceux pour qui le vivre-ensemble c'est du vent, si ce n'est l'exclusion physique de populations dans une logique de séparation dont on sait où elle mène ? » Dominique Sopo, président de SOS Racisme

RENDEZ-VOUS À VENIR

Une équipe de réalisation suit la troupe pour un futur documentaire télévisé. La tournée devrait se poursuivre en 2019, notamment à Montreuil, Nantes, Noisy-le-Grand…

Antiracisme et laïcité

Le président de SOS Racisme va plus loin dans sa dénonciation de ce qu'il qualifie de mortifère et que combat « Salam, Shalom, Salut » : « *On oppose juifs et arabes, poussant les jeunes à radicaliser une identité, eux qui sont déjà enjoints à cela par tous les groupes d'extrême droite et ceux qu'influencent les Indigènes de la République. Mais nombreux sont ceux qui ont compris que céder à ces appels, c'est devenir la chair à canon de vieux aigris tentant de prolonger le combat de haine qu'ils prônent depuis des décennies, parfois en utilisant les termes de laïcité et de république, qu'ils galvaudent. Or l'antiracisme et la laïcité sont tous deux enfants de l'humanisme. Ces notions sont fondées sur la liberté et l'égalité. On ne peut être laïque sans être antiraciste, et réciproquement. Ceux qui utilisent la laïcité pour attaquer de façon plus ou moins ouverte les arabes et l'antiracisme montrent toute leur hypocrisie ou leurs limites intellectuelles, ou les deux.* »

Du préjugé à l'émancipation

Ce sont ces enfermements que récusent Marouane, Dan et leurs amis. Marouane a grandi à Belleville, dans une HLM où régnait une entente cordiale entre les anciens, issus d'une diaspora sénégalaise, marocaine, tunisienne et juive, qui « *avaient tous la culture de l'exil* ». Marouane a bien connu la tentation antisémite et le repli identitaire. À l'adolescence, il était devenu très pieux et s'opposait en groupe à d'autres groupes durant la IIe Intifada, car « *à l'époque, le repli identitaire était très fort* ». Militer a été une révélation : « *J'ai pu m'émanciper de ces carcans religieux, culturels, sociaux sans qu'on me juge, avec des personnes de tous horizons.* » C'est cette liberté qu'il offre de partager en créant « *des espaces de bienveillance partout* » pour que les jeunes quittent leurs postures, en dialoguant « *sans angélisme* », en affirmant que « *oui, on peut vivre ensemble* » avec des identités multiples et complexes. Et ça marche. Ils rejoignent SOS Racisme. ●

Lancement de « Salam, Shalom, Salut » à La Bellevilloise.

SOS RACISME

COMPLOTISME

Les leçons de Strasbourg

Au contraire de la théorie du complot qui évacue le réel, le grand débat lancé en janvier devrait le réintégrer dans le dialogue national. Un échec serait dévastateur.

Georges Dupuy

Le 14 décembre 2018, en début de soirée, Chérif Chekatt tire sur le marché de Noël de Strasbourg. Sitôt la nouvelle connue, la machine complotiste s'est mise en marche pour nier la réalité terroriste, comme elle l'avait fait, le 7 janvier 2015, à Paris pour *Charlie Hebdo* et le 14 juillet 2016, à Nice. Strasbourg, c'était « comme par hasard un vendredi ! ». Un montage signé Emmanuel Macron pour saboter les manifestations des Gilets jaunes du lendemain : la conviction est partagée par 10 % des Français interrogés à chaud par l'Ifop pour une étude commune Fondation Jean-Jaurès et *Conspiracy Watch*, et par 20 % de ceux qui s'affirment Gilets jaunes. « *Ce n'est pas anodin, penser comme ça est en train de se normaliser* », analyse Rudy Reichstadt. Pour cet expert reconnu en matière de complotisme et animateur de *Conspiracy Watch*, « *Il y a une fraction de la population en rupture, pour qui le complot est la seule façon rationnelle d'expliquer des situations sur lesquelles elle ne peut rien. Pour qui il faut aller chercher la vérité derrière les apparences parce que tout le monde ment* ».

Méfiance

Comment ces personnes n'auraient-elles pas le sentiment d'avoir raison de se méfier quand la réalité dépasse l'invention ? Quand on fourgue du cheval roumain pour du bœuf français. Quand un laboratoire mondial continue de vendre un médicament qu'il sait être dangereux. Quand les constructeurs automobiles truquent leurs tests de pollution. Quand les plus riches donnent des leçons de morale à la planète entière alors qu'ils organisent en secret leur optimisation fiscale. Quand, selon Oxfam, 26 personnes ont autant d'argent que la moitié de l'humanité.

PIXABAY

« Une fraction de la population en rupture, pour qui le complot est la seule façon rationnelle d'expliquer des situations sur lesquelles elle ne peut rien », Rudy Reichstadt, *Conspiracy Watch*

Quand, en France, le président, élu au suffrage universel, semble ignorer ses concitoyens dans le malheur. Alors, comme dit la Phèdre de Racine : « *Tout m'afflige et me nuit, et conspire à me nuire.* » Les complots – rares pendant les périodes économiques fastes (à l'exception des conditions de l'assassinat du président Kennedy en 1963) – offrent, aujourd'hui, aux plus démunis, aux plus délaissés, aux plus isolés de quoi évacuer un réel devenu intolérable. « *Prier d'aller se faire voir ailleurs* », explique le philosophe Clément Rosset dans *Le réel et son double* (Éditions Gallimard).

Internet

Dans un monde devenu compliqué, dur aux petits et marqué par la méfiance, sinon la haine de l'autre, Internet est venu accélérer la propagation des pires poisons.

36 % des Français « poreux »

Selon la dernière enquête conjointe Fondation Jean-Jaurès/ *Conspiracy Watch* (décembre 2018), 36 % de la population française présentent des signes de porosité aux grilles de lecture conspirationniste. Dont 21 %, « nettement et largement poreux ». Les moins de 35 ans, les moins diplômés et les catégories sociales les plus défavorisées demeurent les plus perméables. L'attachement à la démocratie diminue à mesure qu'augmente le degré d'adhésion. Parmi les théories du complot qui recueillent l'approbation de plus de un Français sur cinq : les vaccins, la mort de Lady Diana, les « Illuminati », l'immigration de « remplacement » et l'existence d'un complot sioniste mondial.

La vérité est désormais sur Facebook, Twitter et autres Instagram. « *Prouvez-nous le contraire !* » Pas facile quand les journalistes sont, presque tous, accusés d'être à la solde du système. Contre le peuple. Le grand débat engagé le 15 janvier devrait réintégrer le réel dans le dialogue national. De citoyen à citoyen. Yeux dans les yeux. S'il ne débouche sur rien, son échec ouvrirait un boulevard aux extrémistes de tous bords, qui, sous couvert de parler au nom du peuple, exploitent ses légitimes colères et ressortent les boucs émissaires pour mieux servir leurs ambitions malsaines. En jeu, la démocratie, la République, les valeurs humanistes et les droits constitutionnels. L'exemple de la Hongrie de Viktor Orbán devrait faire réfléchir. ●

CONSPIRACY WATCH / M. NICOLLE

LILI POP / CAPTURE D'ÉCRAN

▲ **Dans cette vidéo devenue virale, le Gilet jaune Maxime Nicolle critique l'idée que la tuerie de Strasbourg est un attentat.**

MICHEL HOUELLEBECQ

Le jaune et le noir

Michel Houellebecq, est-il le plus pessimiste de nos écrivains ou bien un des plus intuitifs ? En écrivant son dernier roman *Sérotonine*, avait-il pressenti le mouvement des Gilets jaunes ? Probablement oui car cet auteur a du flair.

Patrick Kessel, président d'honneur du Comité Laïcité République

La dépression sociale, culturelle, individuelle qui s'abat sur notre pays et qu'il relate avec pertinence est telle qu'on pourrait sortir de cette lecture désabusé, résigné et prêt comme le « héros » à se bourrer de sérotonine pour masquer la perte de sens et d'envie de vivre. Dans *Sérotonine*, l'auteur dresse l'implacable bilan d'une génération confrontée à l'échec des idéaux de sa jeunesse, à l'inhumanisation des villes, à la destruction des campagnes et des agriculteurs traditionnels, à l'ultra-libéralisation de l'économie, à la soumission à des modèles culturels consuméristes, au sentiment d'impuissance, à la résignation politique. « *Avons-nous cédé à des illusions de liberté individuelle, de vie ouverte, d'infini des possibles* », poursuit-il comme si toutes les espérances se mourraient ?

L'anti-héros houellebecquien

Houellebecq croit davantage aux émotions qu'aux belles idées. Mais son personnage doit se résigner à son impuissance, pas seulement celle que provoque la consommation régulière de fortes doses de sérotonine, mais son incapacité à sauver Aymeric, son ami de jeunesse, genre aristocrate agriculteur, qui va sombrer dans la rébellion nihiliste et suicidaire. Impuissance aussi à concrétiser l'espoir de retrouver son amour perdu. Ultime illusion ? Le bonheur ne serait-il qu'« *une rêverie ancienne* » en ce monde marqué par « *l'endurcissement des cœurs* » ? Résigné à la solitude du malheur, l'anti-héros s'interroge : « *Étais-je capable d'être heureux dans la solitude ?* » Qui ne voit dans cette impudique interrogation, l'incarnation de cette masse silencieuse de gens qui survivent seuls, solitaires, marginalisés, résignés, dans un monde d'hyper-communication où l'on parle plus aisément à un étranger au bout du monde qu'à son voisin de palier ? Houellebecq ne fait jamais dans la demi-mesure. Cette course à l'abîme, cette quête d'amour est aussi le miroir d'un monde qui détruit ses solidarités alors que de toutes parts des mutations incontrôlables sont à l'œuvre.

Plongée dans le noir et sursaut d'espoir

Son *Monsieur Jourdain* qui fabrique du malheur comme le personnage de Molière faisait de la prose sans le savoir, survit en consultant le bon docteur Azote qui lui prescrit à volonté son oxygène sous forme d'antidépresseurs. « *Une civilisation meurt par lassitude, par dégoût d'elle-même* », écrit le narrateur qui poursuit, « *Est-ce vraiment grave de suicider ce qui est déjà mort ?* ». Houellebecq s'est fait une spécialité de briser les idoles, de renverser les préjugés, en particulier ceux d'une modernité en trompe-l'œil et de faire le tour des illusions perdues d'une génération qui pensait changer le monde et que le monde a changé. Noir est la couleur de Houellebecq mais, depuis Soulage, nous savons que noir est une couleur qui contient les autres. Au cœur du désespoir, l'auteur ne se résigne pas à ne transmettre que des désillusions aux nouvelles générations. Son pessimisme fonctionne aussi comme une alarme. À l'autonomisation émancipatrice des Lumières s'est substituée de fait l'individualisation des problématiques avec un déni du lien social, politique et de la *Res-Publica*. À chacun de se débrouiller avec sa dépression et de trouver sa sérotonine. Houellebecq nous met en garde. Il peut être entendu comme un appel au sursaut, une bouteille à la mer, pour appeler les femmes et les hommes de bonne volonté à toujours se relever, à reprendre le projet émancipateur des Lumières, à construire en même temps une société plus juste et une personnalité épanouie. ●

FRONTEIRAS DO PENSAMENTO / LUIZ MUNHOZ / WIKIMEDIA

Sérotonine, Michel Houellebecq, Flammarion, 2019, 352 p., 22 euros.

PIXABAY

THE POWER OF ONE

PUBLICIS GROUPE

Leader du marketing et de la transformation digitale, Publicis Groupe est le partenaire de référence de ses clients dans leur transformation grâce à l'alchimie entre la data, la créativité et la technologie.
publicisgroupe.com @PublicisGroupe

Fondation Cartier pour l'art contemporain

JEUNES ARTISTES EN EUROPE

LES MÉTAMORPHOSES

ARTS VISUELS
PERFORMANCES
CONCERTS
DANSE
DESIGN
RENCONTRES
ATELIERS

EXPOSITION
DU 4 AVRIL
AU 16 JUIN
2019

261
BOULEVARD
RASPAIL
75014 PARIS

fondation.cartier.com

Migrants : au nom de la fraternité

Retour sur deux affaires judiciaires, Cédric Herrou et les « sept de Briançon », qui rappellent hélas que la France combat les migrants… et ceux qui leur portent secours.

Justine Mattioli

LICRA

◀ **Cédric Herrou a reçu le prix de la Licra en 2017 pour son engagement au nom de la fraternité avec les réfugiés.**

✱

PAS DE COMPROMIS SUR NOS VALEURS

Mario Stasi et Alexandre Aimo-Boot, président de la section de Nice, ont tenu à confirmer ensemble la position de la Licra : solidarité avec la cause des migrants demandeurs d'asile, en respectant la loi et en se battant pour l'adapter à la cause humaniste que la Licra défend.

Cédric Herrou est un agriculteur dans la région de Breil-sur-Roya (région PACA) qui a été poursuivi plusieurs fois pour avoir aidé à faire passer la frontière franco-italienne à des migrants. Son affaire est à l'origine d'une décision historique du Conseil constitutionnel le 6 juillet 2018 : « *[Le Conseil constitutionnel] a décidé de sortir du champ des poursuites possibles toute aide humanitaire au séjour comme à la circulation des migrants. C'était inconstitutionnel car contraire au principe de fraternité. Ils ont fait la distinction entre aider quelqu'un à rentrer en France ou aider à y séjourner* », explique Sabrina Goldman, l'une de ses avocates. Résultat ? La loi asile-immigration a été modifiée en septembre et la Cour de cassation, en décembre, a annulé les poursuites à l'encontre de M. Herrou sur cet aspect ; il est cependant toujours inculpé pour l'aide à l'entrée d'étrangers.

Les « sept de Briançon » sont quatre Français, deux Suisses et une Italienne qui ont été également condamnés pour avoir aidé, en avril à travers le col de Montgenèvre, à « *l'entrée sur le territoire d'étrangers en situation irrégulière, en bande organisée* ». Deux d'entre eux, déjà condamnés par le passé, ont écopé de douze mois de prison dont quatre fermes et les autres ont été condamnés à six mois de prison avec sursis. Tous ont fait appel. Se dessine ici, à travers ces cas, le problème d'appréciation de la loi par les juridictions. Si les passeurs ou autres trafiquants doivent être poursuivis pour l'illégalité de leurs activités, des individus au casier vierge qui en aident d'autres dans le besoin parce qu'ils refusent la souffrance et la détresse qui s'exposent devant leurs yeux, ne devraient pas encourir de peines de prison même avec sursis ! « *Le délit est plus réduit mais il demeure quand même dans son application par les juridictions totalement injuste. Ce n'est pas la loi qui va changer là-dessus mais son application par la juridiction. Il en faut une qui aurait le courage de ne pas condamner tous azimuts* », s'indigne Sabrina Goldman.

Iniquité de la justice

Depuis le rétablissement du contrôle aux frontières en 2015, police, gendarmerie, etc. patrouillent et poussent les migrants à prendre des risques parfois mortels. La solidarité et la fraternité s'imposent dans ce contexte et pourtant ! Les procès intentés contre des civils qui ont aidé des étrangers sont en hausse. La Cimade et d'autres associations ont réactivé un collectif créé en 2008 « délinquants solidaires » qui médiatise les différents procès et offre un soutien logistique à tous ces individus qui se retrouvent plongés dans le tourbillon judiciaire pour avoir offert un thé chaud, abrité une famille, donné des habits ou s'être émus de la violence de la police lors de la destruction d'un campement. « *Il y a un peu la volonté de casser ces mouvements de fraternité, de mobilisation associative. Même si les peines sont en sursis la plupart du temps, il y a quand même une ouverture de casier judiciaire et le paiement d'amendes c'est inacceptable !* », fustige Marine Dehaas, responsable des questions européennes à la Cimade. Elle s'inquiète du glissement que l'État opère vers l'inhumain. Surtout, ajoute-t-elle, que « *le mouvement d'extrême droite, Génération identitaire, a bloqué le col de l'Échelle dans les Alpes (frontière avec l'Italie) le 21 avril pour stopper le passage des migrants et a patrouillé en hélicoptère au-dessus de la frontière et n'a même pas été poursuivi !* ». On marche sur la tête.

Aujourd'hui deux camps se font face : l'État et sa justice versus des associations et des civils engagés. David contre Goliath. Le bruissement de la désobéissance civile se fait plus insistant et la décision du Conseil constitutionnel pousse à poursuivre le combat contre le rouleau compresseur judiciaire, bête et méchant. ●

Condamnés pour des couvertures de survie et du thé

Le 10 janvier 2019, le procès « des maraudeurs » a vu trois montagnards, Marie, Pierre et Kevin être condamnés pour avoir parlé à des migrants et leur avoir distribué couvertures de survie et thé chaud. Trois et quatre mois de prison avec sursis pour Pierre et Kévin et une peine d'amende pour Marie. *« Les raisons sont éminemment politiques : viser à faire passer pour des délinquants les personnes solidaires, dissuader d'intervenir celles et ceux qui le souhaiteraient et chercher à casser le mouvement citoyen »*, explique Marine Dehaas.

« À mon époque, le football féminin était une anomalie »

Évènement sportif historique en France : pour la première fois, la Coupe du monde de football féminin se tiendra dans neuf villes hôtes du 7 juin au 7 juillet. Nicole Abar, féministe et ancienne joueuse professionnelle, se bat contre les discriminations et les stéréotypes. Pour elle c'est une véritable opportunité. Rencontre.

Justine Mattioli

JEFFREY LIN / UNSPLASH

Nicole Abar, 60 ans, est une véritable passionnée de football. Elle est fonctionnaire au ministère de la Jeunesse et des Sports dans la direction régionale Occitanie et parallèlement elle mène des combats contre le racisme, les discriminations et le sexisme dans le sport. Elle connaît son sujet et pour cause : « *Je suis issue de l'immigration, ma mère était italienne et mon père algérien. On m'appelait le sale petit mouton frisé. […] Pis, le football féminin était une bizarrerie avec tout ce que cela véhicule comme concepts négatifs. On nous tolérait mais il ne fallait pas faire de bruit. À mon époque, le football féminin était une anomalie.* » C'est à l'âge de 11 ans que la petite fille est remarquée et qu'elle intègre une équipe mixte. Son poste ? Attaquante. En 1974 après 42 ans d'absence, le championnat de France féminin réapparaît – il a été créé en 1919 puis a disparu en 1932. Nicole Abar intègre une équipe féminine pour ensuite mener une carrière internationale en équipe de France entre 1977 et 1987. Elle connaît ainsi les premiers championnats de France et d'Europe.

Un tournant

Très déterminée, l'ancienne joueuse de football réussit même à faire condamner un club sportif. En 1996, elle est entraîneuse de l'équipe féminine du Plessis-Robinson dans les Hauts-de-Seine. Or, l'équipe souhaite intégrer la division 1 pour poursuivre sa progression. Le club refuse tout net et préfère miser sur l'équipe masculine. En 1998, toutes les licenciées féminines sont exclues. Nicole Abar, accompagnée des parents des joueuses, portent l'affaire devant les tribunaux. Le procès dure cinq ans. Déboutée en première instance, elle interjette appel et la cour d'appel de Versailles condamne finalement le club pour « discrimination sur le genre », une première en France qui fait jurisprudence, y compris en Europe. « *Je me suis construite avec la discrimination, j'ai vécu avec. Je me réjouis aujourd'hui que mes camarades puissent vivre leur passion dans de meilleures conditions, en étant reconnues et acceptées voire même en gagnant leur vie* », concède Nicole Abar.

Un constat en demi-teinte

Si aujourd'hui le football féminin est une discipline reconnue, des difficultés persistent : « *Au championnat de France, seules quatre équipes ont le niveau professionnel et survolent le classement. On observe encore dans les clubs et amateurs des équipes qui n'ont pas accès aux terrains, qui n'ont pas de moyens financiers, etc. Il existe toujours des différences de traitement entre filles et garçons à l'école dans la liberté de construction de soi. Le football serait typiquement pour les garçons et la danse pour les filles.* » Le football féminin est encore bien loin de son pendant masculin et les a priori sont tenaces. Pour elle, la Coupe du monde est une véritable opportunité de faire parler du sport, de gagner en médiatisation et en visibilité et d'organiser des évènements (débats, sensibilisation auprès des élèves…) contre le racisme et les discriminations dans le sport. Elle encourage d'ailleurs la Licra à se joindre à elle. « *Je connais bien la Licra, nous avons mené des actions conjointes dans le football, contre le racisme,* indique-t-elle. *Vous pourriez relayer mon projet de fabrication d'une figurine féminine dans le baby-foot et organiser des débats sur le sport où je serai ravie d'intervenir ! C'est une belle occasion pour la Licra pour porter ces valeurs.* » À 60 ans, Nicole Abar ne raccroche pas les crampons et souhaite concrétiser de nouveaux partenariats avec la Licra. Rendez-vous est donc pris ! ●

LUTTER CONTRE LES STÉRÉOTYPES DE GENRE À L'ÉCOLE

En 1997, au cœur de l'affaire du Plessis-Robinson, Nicole Abar a créé l'association Liberté aux joueuses. Elle intervient dans les années 2000 dans les écoles primaires pour promouvoir l'égalité entre les filles et les garçons dans un projet d'éducation : « Passe la balle ». Le ministère de l'Éducation nationale lui confie, après sa victoire judiciaire en 2002, la mise en place de l'ABCD de l'égalité « *pour sensibiliser le personnel enseignant aux stéréotypes de genre* ».

UN BABY-FOOT FÉMININ ?

Avec son association Liberté aux joueuses, Nicole Abar travaille avec la société française Bonzini pour faire fabriquer, à l'occasion de la Coupe du monde, une figurine féminine dans le très traditionnel jeu de baby-foot. L'objectif est de créer un baby-foot mixte et de le démocratiser pour démonter les stéréotypes et démontrer qu'il n'y a pas de déterminisme dans le sport.

BENHAMOU LAURENT/SIPA

▲ **Nicole Abar lors de l'inauguration du premier baby-foot féminin.**

L'AFFAIRE SCHWARTZBARD

Le procès à l'origine de la Licra

Souvent les adhérents ignorent les circonstances tragiques qui ont conduit à la naissance de la Licra ou, du moins, de son ancêtre, la Ligue internationale contre les pogromes, devenue Lica puis Licra. Tout commence par un assassinat, un procès et un acquittement…

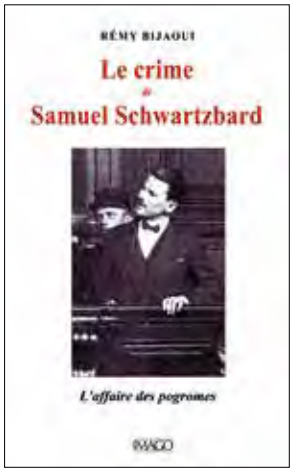
Jean-Pierre Allali

Avocat, Rémy Bijaoui, après avoir consulté les attendus du procès de Samuel Schwartzbard et décortiqué la presse de l'époque comme les nombreux ouvrages consacrés à l'affaire, nous propose un retour en arrière édifiant et instructif dans son livre *Le crime de Samuel Schwartzbard. L'affaire des pogromes.* Le cas est en effet hors du commun. L'horloger juif, Samuel Schwartzbard, né en Bessarabie, a, incontestablement, le 25 mai 1926, au Quartier latin, assassiné avec préméditation l'ancien dirigeant ukrainien, l'ataman Simon Petlioura de sept balles de pistolet à bout portant. Et pourtant, après une instruction de sept mois et un procès qui s'ouvre le 18 octobre 1927 devant la Cour d'assises de la Seine, Samuel Schwartzbard sortira libre, acquitté. Défendu par le brillant maître Henry Torrès, ténor du barreau, lors de débats présidés par le conseiller Flory, avec, face à lui, le défenseur de la veuve de Petlioura, le non moins célèbre maître Campinchi, Schwartzbard, qui reconnaît les faits qui lui sont reprochés, expliquera par le menu, sa haine de l'ataman, responsable à ses yeux des innombrables pogromes qui ont frappé l'Ukraine et entraîné la mort de milliers de juifs dont des membres de sa propre famille. L'habileté d'Henry Torrès, assisté de Serge Weill-Goudchaux et de Gérard Rosenthal aura été de déplacer les débats d'une simple affaire criminelle à un véritable réquisitoire contre les pogromes, en Ukraine, en Russie et ailleurs et de faire, en somme, le procès de l'antisémitisme.

Procès aux origines de la Licra

Bernard Lecache, journaliste qui avait, au moment du procès, réalisé une enquête sur les pogromes en Ukraine et écrit un ouvrage sur le sujet, *Quand Israël meurt*, et qui, en 1919, déjà, avait lancé dans *Le Journal du Peuple* un appel pour la création d'un Comité de défense pour les juifs opprimés, réunit le soir même du verdict d'acquittement, un groupe d'amis parmi lesquels Joseph Kessel. Place Blanche, à la brasserie Marianne, ils lancent les bases d'une association loi de 1901 : la Ligue internationale contre les pogromes, qui deviendra plus tard la Lica puis la Licra. Parmi les premiers adhérents : Victor Bash, Léon Blum, Albert Einstein, Edmond Fleg, Maxime Gorki, Paul Langevin, la comtesse de Noailles, Georges Pioch, Séverine et André Spire (le grand-oncle de notre rédacteur en chef).

L'auteur, très honnêtement, ne laisse pas dans l'ombre, une question qui a agité le monde intellectuel au fil des ans : Petlioura était-il vraiment antisémite, a-t-il lui-même organisé des pogromes ? Certains de ses défenseurs diront qu'il aimait les juifs et avait même installé plusieurs d'entre eux dans son gouvernement. Une chose est sûre : il était le chef et, dès lors, sa responsabilité était entière face aux exactions de ses propres troupes. Un travail très intéressant et très utile. ●



Le crime de Samuel Schwartzbard. L'affaire des pogromes, Rémy Bijaoui, Éditions Imago, 2018, 192 pages, 20 euros.

WILLIAM CHO / PIXABAY

ETRELIBRE.OVER-BLOG / WIKIMEDIA COMMONS

▲ **Samuel Schwartzbard.**

▼ **Simon Petlioura.**

WIKIMEDIA COMMONS

La France, le pays où la haine s'exerce ?

Dans *Un temps pour haïr*, une enquête fleuve, le romancier et journaliste Marc Weitzmann consigne la mémoire historique et médiatique d'un temps où la convergence des haines menace de submerger les démocraties libérales.

Isabelle Kersimon

Sortir, en circonscrivant les chemins de violence du monde contemporain, du manichéisme de l'arène spectaculaire pour accéder à plus de réflexions que d'affirmations, plus de doute que de certitude, est une proposition peut-être anachronique, mais terriblement nécessaire.

Rendre compte de la complexité absolue des réalités du djihadisme, des propagandes islamistes et des fondements idéologiques de l'extrême droite post-fasciste exigeait de ne se départir ni de l'intime de l'écrivain, ni de la mémoire du journaliste pétri d'histoire. Le pari, risqué mais réussi, de Marc Weitzmann, était à ce prix. C'est ce qui rend la lecture d'*Un temps pour haïr* surprenante dès l'abord, puis passionnante et explique la précision factuelle des enquêtes, des entretiens, des références de l'auteur à des événements-clés. Et, surtout, à l'avènement et à la diffusion de ces discours métapolitiques et religieux qui ont fini par graver dans la haine les zones de tensions politiques actuelles.

Radiographies au scalpel

L'une des questions qui hantent M. Weitzmann est : pourquoi la France est-elle le pays d'Europe le plus touché par les attentats djihadistes ? Dépassant l'antagonisme entre Olivier Roy et Gilles Kepel – pour le premier, tout s'expliquerait par une « islamisation de la radicalité », et pour le second par une « radicalisation de l'islam » –, l'essayiste couple les questions de discriminations sociales à celles de l'enracinement de membres du Front islamique du salut (FIS) et du Groupe islamique armé (GIA), à l'origine du terrorisme islamiste en France. Il explore aussi cet abîme intellectuel creusé depuis le tout début de l'histoire impériale dans les modes de représentation réciproques tant de l'islam que de la République coloniale. Il exhume notamment un personnage-clé de cette problématique franco-algérienne et qui concerne plus largement la « politique arabe de la France », dont les conséquences se sont fait sentir sur l'imaginaire d'une jeunesse en proie aux assauts des militants formés par Tariq Ramadan ou les Indigènes de la République : Thomas Ismaÿl Urbain (voir ci-contre).

La France est le pays le plus touché par les attentats et un des rares pays européens à ne pas avoir sombré dans le populisme.

CHINE NOUVELLE/SIPA

Cérémonie d'hommage aux victimes des attentats du 13 novembre 2015 à Paris.

Miroirs meurtriers

M. Weitzmann fait remonter la haine illibérale, au fond, à ce changement majeur de la fin d'un XXe siècle éprouvé par les totalitarismes : l'écroulement du bloc soviétique. La fin de la guerre froide signe l'avènement de nouveaux nihilismes et d'un idéalisme en quête de principes transcendants opposés à ce qui est considéré comme une modernité coupable : la social-démocratie, celle du cosmopolitisme, des femmes, des juifs et des homosexuels.

Les motifs islamistes s'entrelacent avec ceux de la droite identitaire, cette extrême droite post-fasciste dont une partie des idées vient de la Nouvelle Droite d'Alain de Benoist. Comment se sont forgées les éructations de Soral et Dieudonné ? D'où viennent leurs présupposés, leur haine antisémite ? Avec intelligence l'auteur pointe la responsabilité d'un Jean Genet ou d'un Philippe Muray en ne négligeant pas l'impact des publicistes comme Zemmour issu de cette mouvance. La lecture de ce livre nous confronte avec la puissance des courants populistes – rouges-bruns antimodernes et propagande islamiste – qui structurent une partie du climat intellectuel français. ●

DR

Un temps pour haïr,
Marc Weitzmann, 2018, Grasset, 512 p., 22 euros.

THOMAS ISMAŸL URBAIN

WIKIMEDIA COMMONS

Les vues essentialisantes de Thomas Ismaÿl Urbain, administrateur colonial converti à l'islam et responsable historique du maintien du statut personnel des musulmans en Algérie coloniale, sont l'une des révélations de l'essai.

✱

ASSASSINAT ANTISÉMITE DÈS 2003

Un chapitre est consacré à la toute première victime de cet antisémitisme musulman criminel, Sébastien Selam, le 20 novembre 2003, dont l'histoire tragique semble systématiquement oubliée.

Haines complotistes à l'école : les recettes de Iannis Roder

Coauteur des *Territoires perdus de la République*, ce professeur du secondaire en Seine-Saint-Denis publie aujourd'hui *Allons z'enfants… la République vous appelle !* Un livre rafraîchissant et volontariste.

Propos recueillis par Raphaël Roze

DDV ***Les Territoires perdus de la République*** **(Éd. Mille et une nuits) que vous avez coécrit en 2002 était un livre alarmiste. Aujourd'hui, vous vous montrez optimiste dans cet ouvrage paru chez Odile Jacob, en tout cas volontariste. Qu'est-ce qui a changé depuis ?**

Iannis Roder : Rien de particulier. Parmi les auteurs des *Territoires*, une somme dressant un constat amer, je me suis distingué en réalité par mon souhait d'apporter des solutions d'ordre pédagogique. Car on ne peut se contenter de jouer les Cassandre et de se lamenter : il faut agir. Et j'ai bien sûr évolué en seize ans.

Vous êtes notamment devenu responsable de la formation du Mémorial de la Shoah. Votre champ d'action est proche de celui de la Licra…

Absolument. Je m'occupe d'une équipe comprenant six formateurs et une personne chargée de la logistique. Dans le cadre d'une convention-cadre avec le ministère de l'Éducation nationale, nous intervenons auprès d'enseignants – mais aussi de policiers, d'animateurs de centres de loisirs, de journalistes, etc.

Où puisez-vous votre énergie positive ?

Dans mon expérience de terrain. Je suis professeur dans le secondaire en Seine-Saint-Denis depuis deux décennies. Je constate que les discours moralisateurs sont inopérants. Parler de la Shoah en invoquant le « plus jamais ça » culpabilisateur, c'est s'entendre répondre : « Encore les juifs ! » Il est essentiel, au contraire, de prendre le temps de décortiquer l'histoire de l'antijudaïsme chrétien, de son héritage puis des haines véhiculées par le nazisme. Bref, de ne pas craindre l'analyse politique. Dans ce contexte, je n'entends plus les propos antisémites habituels lorsque je me contentais de suivre le programme réducteur et, je le répète, moralisateur qui hélas reste la norme dans nos manuels. Il est possible de présenter le génocide comme un fait unique à portée universelle à travers de vraies explications conduisant à une compréhension globale des violences ethniques. Du coup, on ne m'oppose plus en classe des saillies glaçantes comme : « Il n'y a pas de fumée sans feujs. »

BRAD NEATHERY / UNSPLASH

Allons z'enfants… la République vous appelle !, Iannis Roder, 2018, Odile Jacob, 18,90 euros.

De jeunes musulmans peuvent-ils se sentir concernés par la Shoah ?

Mais oui ! Outre la réflexion politique et la mise en perspective que je préconise, j'insiste sur les visites de terrain, au camp des Milles par exemple. Les enfants sont alors confrontés aux logiques de groupe et de domination qui ont conduit des jeunes de leur âge à la mort. Ils comprennent très bien cette logique, croyez-moi, car elle est puissamment à l'œuvre dans leurs quartiers. L'identification est totale, sauf pour les vrais antisémites endoctrinés par leurs parents. C'est une minorité. Les autres musulmans ont de simples préjugés qu'il est facile de déconstruire. Quand j'ai visité avec ma classe la synagogue parisienne de la place des Vosges, le climat était d'emblée excellent et le respect total. Les questions fusaient…

Mais comment échapper aux *fake news* qui gangrènent les réseaux sociaux auxquels les jeunes sont accrocs ?

Ici encore, il faut contextualiser. Je montre fréquemment à mes élèves des films de propagande stalinienne. Ils réalisent peu à peu que le processus complotiste d'alors ressemble trait pour trait à celui qui sévit sur certains sites, inspirés directement ou non par Daesh. Ils découvrent qu'on leur vole leur liberté de penser et cette prise de conscience vexatoire fait mouche. Cela dit, je le répète, le nerf de la guerre est le facteur temps. Et l'Éducation nationale ne nous le donne pas, ou pas assez. Il faut se battre pour que cela change. ●

AIR-QUAD UG / WIKIMEDIA COMMONS

◀ Les discours moralisateurs sont inopérants : il est essentiel, au contraire, de prendre le temps de décortiquer l'histoire de l'antijudaïsme chrétien. Vue de la rampe d'entrée de Birkenau.

Un projet littéraire inédit

La colonisation a-t-elle obéi aux exigences de l'exploitation économique ? *Sexe, race & colonies* met en évidence une tout autre logique, celle de la sexualisation de la race et de la domination des corps. Ce livre est le fruit d'une collaboration fouillée à partir de photographies, objets, peintures sur près de six siècles d'histoire.

Alain David

Ce livre est une sorte d'ovni : un folio de plus de 4 kg (et de 65 €), 544 pages sur papier glacé, 97 auteurs, historiens, anthropologues, sociologues, écrivains… Et, surtout, ce qui fait débat, une iconographie de 1 200 illustrations, présentant en images, à satiété, la domination sexuelle qui a accompagné la colonisation. Chaque page expose sans retenue des femmes, noires, asiatiques, arabes, offertes lascivement à la concupiscence de militaires, de colons, de voyageurs. Avons-nous affaire alors à un livre d'histoire documentant de façon originale la colonisation, ne s'agit-il pas plutôt, comme le qualifie l'historien Philippe Artières, d'un « beau livre » – ce qui est une façon de lui contester sa légitimité, la « beauté » en l'occurrence « se réduisant à cette laideur obscène » qui répète *nolens volens*, et pages après pages, l'humiliation de la femme colonisée ?

GUSMAN/LEEMAGE

◀ **Le zoo humain à Paris, au début XXe siècle. Une femme Achanti est regardée comme un animal par le public parisien qui n'avait encore jamais vu de « nègres ». Vue stéréoscopique de Julien Damoy, éditée en carte postale en 1904.**

Malaise dans la civilisation et colonisation

Je voudrais, en dépit de réticences que l'on peut entendre, essayer de défendre l'entreprise : d'une part parce que la qualité des auteurs connus pour des travaux qui font autorité, est en soi une garantie, d'autre part parce que le malaise suscité est lui-même l'écho de ce qu'il y a eu d'insupportable dans la colonisation. Celle-ci est ici arrachée à l'explication, finalement rassurante, de la rationalité économique pour faire place à des éléments qui excèdent la rationalité : le racisme et la sexualité. Et ce qui pourrait passer pour de la complaisance renvoie effectivement à ce qui est en cause : un trouble fondamental inhérent à la civilisation ; un malaise dans la civilisation pour reprendre une expression utilisée par Freud en 1928 mais que l'on pense aussi au *Voyage au bout de la nuit*, ou encore au beau film de Bertrand Tavernier, *Le coup de torchon*.

Historiens, encore un effort !

Quelques réserves cependant, pour lesquelles j'essaie de rester strictement dans la logique du livre : les auteurs n'ont-ils pas, malgré leur audace apparente, gardé de la retenue dans leur présentation en images de la domination des corps ? Ainsi l'homosexualité masculine est très peu évoquée (4 pages sur 547) : comme si elle était le particularisme d'un petit groupe (biologique ?) dont seules quelques personnalités émergent, Gide, Lyautey, Gallieni, de Lattre… alors que la mise en exergue du trouble lié à la domination, c'est-à-dire à la passivité de la chair coloniale, devrait (comme chez Proust, ou comme dans l'Athènes ou la Rome antiques) en universaliser la référence. Ainsi encore la pédophilie n'est-elle mentionnée que furtivement, alors que, pour des raisons identiques, sa permanence aurait dû étayer l'argumentation. Ainsi, et surtout, la question de la chair surinvestie d'une souffrance sans limite, le phénomène de la torture, marqueur direct de la colonisation et du trouble géré et ordinairement occulté en milieu civilisé (le livre paru en 2017 de Tod Shepard est sur ce point un modèle du genre), n'est-il évoqué qu'accessoirement alors qu'il devrait être central.

Mais à nouveau je voudrais saluer ce livre, mes réserves mêmes mettant surtout en évidence la difficulté du sujet abordé et la valeur pionnière d'un travail qui fait prendre conscience à un grand public de la signification de la colonisation dans la constitution de l'identité européenne. ●

RÉFÉRENCES

Sigmund Freud, *Malaise dans la civilisation (Unbehagen in der Kultur)*, trad. B. Lortholary, Points.
Tod Shepard, *Mâle décolonisation*, 2017, Payot.

Sexe, race & colonies. La domination des corps du XVIe siècle à nos jours, sous la direction de Pascal Blanchard, Nicolas Bancel, Gilles Boëtsch, Christelle Taraud, Dominic Thomas, 2018, La Découverte, 65 euros.

Les voyages d'Idiss

Retour sur le bel hommage de Robert Badinter publié en octobre 2018 et qui retrace une destinée singulière, celle de sa grand-mère Idiss.

Maurice Dahan

La relation de l'enfant à ses grands-parents a une dimension affective souvent mise en relief et même parfois sublimée par le contraste qu'elle offre par rapport à celle que chacun noue avec ses parents, dans laquelle l'aspect éducatif masque, et souvent même occulte, l'indiscutable attachement des parents à leurs enfants. Cette constatation est latente dans le récit que nous offre Robert Badinter de la vie de sa grand-mère Idiss. L'auteur a eu la sagesse, l'humilité, de ne pas s'étendre sur l'aspect des relations d'une grand-mère avec ses petits-enfants. Il a choisi de faire revivre une relation qui pourrait paraître banale, mais dans laquelle la sobriété et la réserve du propos de l'auteur n'excluent pas la sincérité et la profondeur de la relation affective.

IBOOCREATION / WIKIMEDIA COMMONS

De la Russie à la France

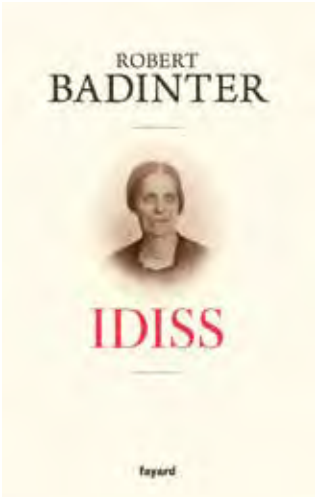
La famille maternelle de l'auteur vivait dans un pays satellite de la grande Russie où, sans doute, le vent de l'histoire l'avait exilée par la grâce du terrible décret d'expulsion d'Isabelle la Catholique, abrogé récemment. C'est dans un climat d'incertitude du lendemain, qui habite souvent l'âme de tout juif, que s'établit et prospéra la famille d'Idiss en Biélorussie. Chacun de ses membres, guidé par sa personnalité, son ambition ou sa modestie, a suivi sa voie. On retiendra le bref mais pittoresque portrait du grand-père qui, imbu de sa stature puissante se mit au service de la grande Russie, dont il arborait fièrement l'uniforme, comme un passeport de citoyenneté, laissant pourtant paraître une certaine frivolité tolérée ou ignorée par Idiss. Mais il fallut partir, quitter cette terre sur laquelle la famille ne demandait qu'à s'enraciner ! Où aller ? On hésitait : en Palestine ? En Amérique ou encore en France ? À travers cette Europe qui se relevait des guerres napoléoniennes, l'idée s'était propagée, que la France était le pays le plus accueillant. C'est donc là qu'Idiss décida, en bergère réfléchie, de conduire sa famille. Elle qui n'avait jamais quitté son village, la voici, affrontant, avec courage et détermination, un voyage sans retour à travers des pays inconnus.

ROSTYSLAV SAVCHYN/UNSPLASH

Grand-mère Idiss

C'est à Paris que le jeune Robert la connut et vécut à ses côtés, des moments dont l'exaltation affectueuse transparaît sous la simplicité d'un style dépourvu de toute emphase. C'est à Paris que la famille trouva un nouveau port d'attache, autour d'une communauté d'émigrés qui n'aspiraient qu'à se fondre dans le creuset de la France des droits de l'homme. C'est à Paris que les parents de l'auteur s'établirent et prospérèrent… jusqu'à ce que la bourrasque du nazisme vienne souffler, contraignant la famille d'Idiss à de nouveaux départs. Quant à elle, elle sentit que l'heure de l'ultime départ avait sonné. Ses adieux à son petit-fils, dans leur émouvante simplicité, auraient pu constituer la conclusion du récit.

Mais l'auteur n'a pas voulu occulter la suite. En contrepoint, il relate, en un style purement administratif, l'épilogue que connurent ses parents, emportés par les folies meurtrières du nazisme. L'impersonnalité du style administratif volontairement dépourvue de tout affect est la véritable conclusion du livre. Le non-dit y est éloquemment suggéré, obligeant le lecteur à refermer ce livre-témoin avec le sentiment que l'émigration vers d'autres cieux plus cléments a trop souvent été le lot de consolation des juifs. ●



Idiss, Robert Badinter, 2018, Éditions Fayard, 20 euros.

BIOGRAPHIE EXPRESS

- **Mars 1928** naissance à Paris.
- **1947** licence de lettres.
- **1948** licence de droit.
- **1948** licence en art (University of Columbia).
- **1951** avocat au barreau de Paris.
- **1952** doctorat en droit.
- **1965** agrégation en droit privé. Il devient professeur tout en continuant sa carrière d'avocat. Milite contre la peine de mort.
- **1981** nommé ministre de la Justice.
- **Octobre 1981** abolition de la peine de mort.
- **1986** devient président du Conseil constitutionnel.
- **1995** élu sénateur des Hauts-de-Seine.
- **2004** réélu sénateur.

TRIBUNE

Supprimer le mot race : vers la fin du racisme ?

Alain David a lu Taguieff qui dénonce la police de la langue, sans effet sur la réalité.

Alain David

Ce 47e livre de Taguieff, hyper-documenté et nanti d'un appareil de notes considérable (p. 261-358) comme la plupart des précédents, interpelle directement notre association, allant jusqu'à citer p. 38 directement son actuel président : « Le 26 juin 2018, Mario Stasi (…) publie dans *Le Monde*, un article appelant à supprimer le mot "race" de la Constitution, dans laquelle sa présence fait tache. » Demande naïve, idéologique et finalement nocive, considère Taguieff. Sa charge est violente et souvent injuste. Mais est-elle fondée ? Son point de départ peut paraître mince. Pourtant Taguieff y voit l'indice d'une situation grave, la déconnexion actuelle vis-à-vis de ce qui est la réalité du racisme. Déjà parce que le monde associatif et notre époque avec lui se tournent éperdus vers la science pour demander à celle-ci de dire le vrai de la réalité. Et malheureusement la science se croit en mesure d'apporter cette bonne nouvelle que les races n'existant pas, le racisme doit disparaître. Mais cette « bonne nouvelle », contredite par la réalité persistante du racisme, n'est-elle pas de l'ordre du charlatanisme ?

Des travaux scientifiques dérangeants

D'ailleurs, tant qu'à solliciter la science, ne faudrait-il pas avoir le courage de ne pas fuir les débats du monde scientifique ? Or, aux États-Unis notamment, des protocoles de recherche existent selon lesquels le paramètre de la race est validé dans sa corrélation avec le Q.I. moyen de telle ou telle population, ainsi les noirs ou les juifs. Démarche détestable, dont on ne veut pas entendre parler en France. Mais ne faut-il pas examiner et discuter plutôt que de fuir ? Taguieff trouve un élément de discussion chez une philosophe, française, Magali Bessone : n'accorder aucune consistance ontologique au mot « race » mais lui reconnaître une valeur opératoire, prendre la race comme une construction sociale définie notamment par le ressenti du groupe ou de la population concernés.

Pour la liberté des mots

J'ai éprouvé d'abord en lisant ce livre de l'agacement devant la stigmatisation systématique du militantisme. Car est-ce l'idéologie qui définit au premier chef le militant, ce dernier n'est-il pas au contraire celui qui, de façon désintéressée, se tourne vers celui qui ne lui est rien, à qui il apporte, avant même toute démarche administrative ou juridique, le secours d'un regard et d'une écoute selon quoi, peut-être, s'accomplit « le miracle de l'humanité » (Levinas), ce miracle qui tient dans la capacité de se mettre à la place de l'autre, et dont il y a peu le colonel Beltrame a donné une extraordinaire illustration ? Néanmoins, comme toujours, le travail de Taguieff en dépit de ses injustices, est précieux : parce que, oui, si on doit toujours faire l'hypothèse du désintéressement celui-ci n'est jamais prouvable, et que l'idéologie interfère, effectivement, contaminant les intentions les meilleures ; et aussi parce que, pour en rester au propos strict du livre, dans l'imbroglio indémêlable des raisons qui animent chacun, les mots gardent leur équivocité : polysémie heureuse qui est celle de la vie (y aurait-il même des histoires d'amour sans elle ?) et qu'il serait illusoire, insiste Taguieff, de prétendre remplacer par des termes qu'on prétendrait exacts, lesquels ne pourraient déboucher que sur de dangereuses morales de patronage. ●

« Race », un mot de trop ?
P.-A. Taguieff, 2018, CNRS, 22 euros.

MAGALI BESSONE

Sans distinction de race ? Analyse critique du concept de race et de ses effets pratiques, 2013, Vrin.
« Les militants veulent non seulement des raisons d'agir mais plus encore des raisons de persister dans leurs convictions idéologiques. » (p. 227)
« La nouvelle vulgate antiraciste enseigne que le racisme est un ensemble d'idées fausses et immorales, et, partant, que les textes racistes relèvent de la littérature immorale. Ne pas les lire ou les rendre inaccessibles devient une obligation morale ». (p. 244). Cette phrase, prenant place dans la conclusion, ne pose-t-elle pas à nouveau, et d'une façon qui dépasse certaines positions prises par ailleurs par Taguieff, la question de la lecture et de la publication des textes racistes ?

LEE/LEEMAGE

La représentation des différentes races humaines (blanche, jaune, noire et rouge). Tiré de *La géographie par l'image et la carte*, 1937.

Le combat chorégraphique de Lia Rodrigues

Citoyenne engagée dans la danse et d'origine brésilienne, Lia Rodrigues signe avec *Fúria* une œuvre très personnelle, nourrie de son immersion dans la favela de Maré à Rio de Janeiro.

Alain Barbanel

DDV *Fúria*, représentée récemment à Chaillot, offre une vision très violente de la société brésilienne avec des tableaux crus et provocateurs. Réveiller la « furie » est-elle la meilleure façon de combattre la violence ?

Lia Rodrigues : La violence ne date pas du changement politique et de la nomination du président d'extrême droite Bolsonaro. C'est une situation qui est historique au Brésil. C'est la violence faite aux noirs, celle d'une société raciste, homophobe, sexiste, celle qui décime la population indienne. Dans ce pays, un jeune noir est assassiné toutes les vingt-cinq minutes. Les tableaux que je mets en scène ont été créés avec les danseurs et mon assistante Amalia Lima et s'expriment par des images parfois sombres, fulgurantes, à l'image des souffrances du monde ! *Fúria* peut, je l'espère, nous inciter à porter un regard plus sensible sur des situations difficiles, souvent terribles, qui sont le quotidien de milliers de personnes. Il faut réveiller cette furie qui alimente notre soif de créer.

FÚRIA, UNE ŒUVRE… FURIEUSE !

C'est la face cachée du carnaval de Rio. *Fúria* expose les corps dont la nudité est presque invisible. Ils se trainent, expriment de la douleur, s'étirent, explosent de colère, se replient à nouveau, forment des tableaux dignes de Géricault teinté de Caravage. Puis vient l'immobilité, le silence, le temps d'un soupir, avant de reprendre une danse rythmée, marquée de références indiennes et africaines, l'Amazonie oubliée, si proche, si lointaine, rattrapée par la violence des villes, ses homicides, ses viols, son intolérance. Le sexe y est dépeint comme une punition, une condamnation, il n'y a pas de limite à la cruauté humaine. Lia Rodrigues occupe la scène comme elle mord dans la vie. Elle a l'énergie du désespoir.

Vous animez des activités artistiques dans la favela de Maré destinées à une population en grande vulnérabilité. Quel est le sens de cette action au regard de votre engagement pour les droits de l'homme ?

Depuis 2004, je travaille avec ma compagnie dans le cadre de Nova Holanda, l'une des seize favelas qui composent le Complexo da Maré, toujours en partenariat avec l'association Redes da Maré. C'est le plus grand ensemble de favelas de Rio de Janeiro, qui réunit près de 140 000 habitants, dont 45 % ont moins de trente ans. En tant que chorégraphe, ma démarche avec mon équipe se nourrit de cette vitalité et de cet enthousiasme de cette population, dans un contexte très difficile, qui tente chaque jour de survivre. Pour moi, cet apprentissage ne peut pas être dissocié de mon travail artistique. Il me nourrit et me construit.

Que signifie pour vous le terme de chorégraphe engagée ?

Je dirais plutôt que je suis une citoyenne engagée en tant qu'artiste. Le thème de l'artiste engagé ne résonne pas forcément en moi. L'engagement est du côté de la politique. Je me considère d'abord comme une artiste libre, investie dans l'histoire et les racines de son pays. J'aime l'idée qu'il faille organiser le pessimisme, avec l'espoir que mon travail puisse propager une forme d'espoir combattif. C'est le sens que je souhaite donner à mes chorégraphies. Je ne suis qu'une voix parmi d'autres, car le Brésil, malgré son passé difficile et son présent qui ne l'est pas moins, dispose d'une vitalité et d'une énergie insoupçonnables !

Comment expliquez-vous la victoire de Bolsonaro ?

Et celle de Trump, celle de Salvini en Italie, et celle d'Orbán en Hongrie… Qu'il s'agisse du Brésil, des États-Unis, ou de l'Europe, les politiques de gauche en sombrant ont entraîné avec elles une suspicion sur les valeurs de la démocratie. Quand celle-ci est malade, la porte s'ouvre pour les extrémismes. Au Brésil, le président Bolsonaro a été élu sur une diabolisation de Lula, accentuée par le soutien sans faille de l'Église évangélique qui voulait aussi prendre le pouvoir. La création artistique n'a pas été épargnée.

Craignez-vous pour votre liberté de créer et de vous exprimer, ainsi que les artistes et les intellectuels en général au Brésil ?

Il faut observer et rester vigilant. En revanche, nous autres artistes brésiliens devons affronter un désert de moyens pour nous produire à domicile. Heureusement, nous sommes bien accompagnés en Europe qui sait apprécier et subventionner notre travail. ●

PHOTOS : SAMMI LANDWEER / DR

LIA ROGRIGUES

est artiste associée depuis 2017 au studio Centquatre à Paris et à Chaillot. Née au Brésil en 1956, elle suit une formation de ballet classique à São Paulo. Elle intègre en 1980 la compagnie de Maguy Marin, avant de fonder sa propre compagnie, la Lia Rodrigues Companhia de Danças. Depuis 2004, elle développe des actions artistiques et pédagogiques avec l'association Redes da Maré. De ce partenariat sont nés le Centre des arts et l'École libre de danse. Objectif : démocratiser l'accès à l'art pour celles et ceux en situation de grande vulnérabilité.

Un droit à l'image devenu fou

La pièce *Kanata* a suscité de vives polémiques, comme le choix de comédiens non-natives pour cette pièce abordant le passé colonial du Canada. Robert Lepage et la troupe du Théâtre du Soleil ont décidé de mener ce projet à terme malgré les menaces et les *hate speech*.

Isabelle Barbéris

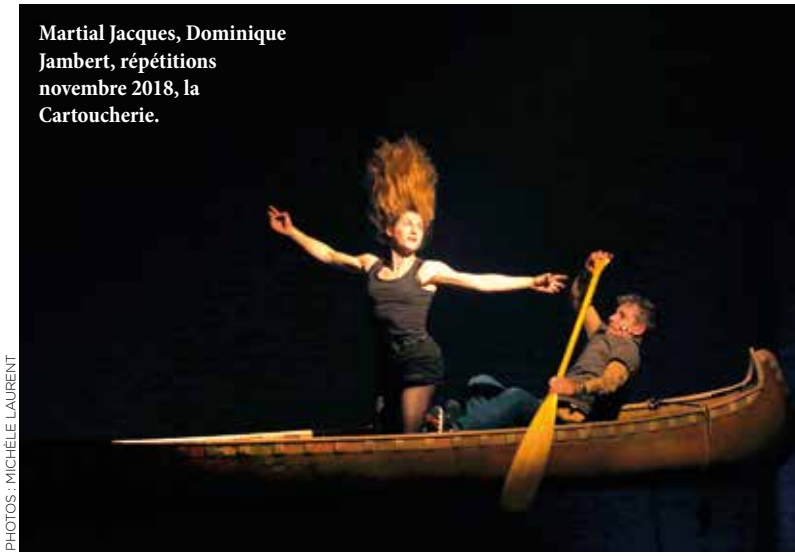
Les difficultés rencontrées – pressions fortement médiatisées de lobbys, intimidations, menaces et *hate speach* contre les artistes sur les réseaux sociaux ; chantage affectif à la culpabilité, etc. – n'ont pourtant pas eu raison de leur désir de créer ensemble. Le battage médiatique fut tel que les soutiens financiers canadiens, répondant aux injonctions du multiculturalisme se défaussèrent en cours de route, mettant en péril l'ensemble de la production, au nom du « pas de vague ». Ce qui était reproché aux artistes reste à ce jour assez confus tant les revendications sont chargées d'affects, noyées dans les injonctions paradoxales du ressentiment : ne pas avoir engagé de comédiens autochtones dans la distribution ?

Autochtones de service

Mais en cas contraire, les ennemis du projet auraient alors fait valoir le reproche symétrique, tout aussi systématique dans les polémiques dites sur l'« appropriation culturelle » : celui d'embaucher des « autochtones de service ». Ne pas avoir « consulté » (sic) les autochtones ? Mais cela revient, comme le décrit très bien Tania de Montaigne, à accorder une qualité d'« expertise » associée à la couleur de peau, et voue les « non blancs » à être renvoyés à leur pigmentation comme seule « compétence »… Le fait, pour Lepage et Mnouchkine, d'être des « dominants » (sic) ? Inversion accusatoire, bien entendu, en pleine hégémonie du multiculturalisme, du lobbying identitaire, des subaltern studies et de la diversité comptable. Ne pas être sensible à l'appel de détresse qui leur était lancé ? C'est faux puisque les artistes de Kanata ont non seulement documenté leur propos mais recherché le dialogue en allant à la rencontre des « plaignants » – tout ceci s'apparentant en effet à un tribunal (où la rétroactivité pénale serait de mise et le droit à l'image, devenu fou) plus qu'à une controverse artistique.

Les blessures du passé colonial

La pièce se présente en partie comme une réponse à la polémique, sans laisser cette dernière détruire la fable. En suivant sa protagoniste (une jeune artiste peintre française expatriée à Vancouver, témoin d'une série de crimes racistes contre des femmes autochtones et qui décide de leur consacrer une exposition de portraits), le spectateur peut nouer différents fils, sans manichéisme mais sans dandysme non plus, le langage de Lepage comme celui de Mnouchkine cultivant une quête de simplicité et d'universalité. Ces fils d'intrigue évoquent tour à tour l'inévitable profanation de l'art autant que sa nécessité mémorielle ; les blessures ouvertes du passé colonial et de la guerre de l'opium ; la complexité de la question de la visibilité, de l'identité ethnique ou sexuelle, de la marginalité et de la filiation. *Kanata* tresse tout cela avec un naturel déconcertant en mettant à profit les savoirs des deux maîtres du théâtre qui ont fait œuvre commune : le réalisme et la virtuosité dramaturgique de Lepage ; le goût de la métamorphose, plus onirique et fragmentaire, de Mnouchkine ; le tout magnifié par l'art proche de la métempsychose de l'acteur du Soleil, toujours au centre des créations, et qui se met au service d'âmes lointaines, dans un perpétuel travail de déplacement. Le spectacle étonne par son refus de tamiser la violence (la scène de meurtre) qui côtoie différents sketchs sur les phénomènes d'acculturation. Il y a beaucoup à dire sur *Kanata épisode 1*, fable complexe et profonde jouant sur de nombreux registres, sans même évoquer la polémique qui lui a fait de l'ombre. La « controverse » aura eu l'avantage de porter au jour des dérives inquiétantes : les mécanismes, désormais diffus et horizontaux car solubles dans le libéralisme, de censure qui s'avèrent internes au milieu artistique lui-même ; la perversité des *identity politics* qui dépossèdent l'artiste de ce qui est lui consubstantiel : le refus d'allégeance. ●



Martial Jacques, Dominique Jambert, répétitions novembre 2018, la Cartoucherie.

PHOTOS : MICHÈLE LAURENT

Kanata – Épisode 1 – La Controverse
Mise en scène Robert Lepage
Théâtre du Soleil, jusqu'au 31 mars.

Se pencher sur hier pour décrypter aujourd'hui

Se battre pour la liberté, de son pays, de ses droits ou modifier le cours de l'Histoire, les trois œuvres sélectionnées ont pour thème la lutte pour exister.

Evelyne Sellés-Fischer

Que serait le monde devenu si Pilate avait relâché Jésus plutôt que Barabbas ?

Si Pilate déclare Jésus innocent, il n'y a plus de Messie. Le texte, qui pose en filigrane le rapport politique-religieux, résonne furieusement aujourd'hui.

Partant des Évangiles et de leurs apocryphes l'auteur s'interroge sur la difficulté à se faire une idée juste face à des considérations politiques, éthiques. Ce texte se situe à l'*« un de ces carrefours secrets où un acteur aveugle, négligent ou distrait, oriente pour longtemps le destin de l'humanité tout entière »*. Le gouverneur romain Pilate doit-il sacrifier légalement un innocent pour préserver la paix sociale ? Doutes, débat intérieur… Romain en pays hostile, il doit faire face à des interrogations, des affects et des discours différents. Sa femme Procula a rêvé que Jésus était innocent et souhaite qu'il le sauve *« d'un trépas infâmant »*. Caïphe le souverain sacrificateur et Anne le grand prêtre son beau-père réclament la condamnation. Pour le préfet Ménénius et pour Caïphe, une injustice vaut mieux qu'une révolte, *« il est préférable qu'un homme meure plutôt que la nation tout entière »*. Judas, galvanisé, est persuadé que sa traîtrise et la lâcheté de Pilate sont les instruments de l'avènement du Messie.

PHOTOS : ERIC REIGNIER

L'auteur invente Mardouk, homme cultivé, qui apporte une touche d'humour en conseillant la crucifixion. Reste le Galiléen lui-même dont Pilate est persuadé qu'il n'est pas un criminel. Que sait-on de celui qui s'en lave les mains, qui joue sa carrière sinon sa peau et peut changer le cours de l'histoire ? *« Qui peut savoir d'avance quelle bifurcation est décisive ? »* Nous connaissons la fin de l'histoire. Est-ce bien sûr ? L'épilogue en forme de pirouette uchronique de Roger Caillois contrevient à une réalité dont il n'est même pas sûr qu'elle soit historique. Humour encore, en filigrane : *« Le Messie continua sa prédication avec succès et mourut à un âge avancé. Il jouissait d'une grande réputation de sainteté et on fit longtemps des pèlerinages au lieu de son tombeau… il n'y eut pas de christianisme. À l'exception de l'exil et du suicide de Pilate, aucun des événements présumés de Mardouk ne se produisit. L'Histoire se déroula autrement. »* Neuf marionnettes (de Paulo Duarte), masques superbes surmontant les plis harmonieux de tissus aux couleurs sublimées par les lumières, et les mains bien vivantes des cinq manipulateurs, permettent de libérer un imaginaire encombré par les multiples représentations des personnages dans l'art. Magie d'une esthétique parfaite dans un décor simple qui se fait prison ou palais. Chronique poétique superbement maîtrisée du destin d'un doux perturbateur beatnik aux cheveux longs. ●

*

Ponce Pilate, l'histoire qui bifurque
d'après le roman éponyme de Roger Caillois, adaptation et mise en scène de Xavier Marchand, marionnettes de Paulo Duarte, par la compagnie Lanicolacheur. Les 6-7 février au TJP Centre dramatique national Strasbourg ; les 20-22 mars au Festival Marto du théâtre 71 de Malakoff, les mercredi, jeudi, 19 h 30 et vendredi 20 h 30 ; les 26-27 mars au Bateau Feu, à Dunkerque.

Quand l'Europe des capitaux prit le pas sur L'Europe des idées

La période occultée qui va de la Grèce antique à la crise récente démontre les bégaiements de l'Histoire (ingérence étrangère, dépendance financière).

Fiction politique, *La Liberté ou la mort* (slogan des indépendantistes grecs) est le premier volet d'une trilogie sur la guerre d'indépendance (1821-1929) qui libéra la Grèce de quatre cents ans de joug ottoman. Dans un premier temps, les grandes puissances (France, Royaume-Uni, Russie), liées par le Congrès de Vienne, ne répondent pas à l'appel à l'aide des indépendantistes grecs par crainte de répercussions dans leurs propres pays. Les deux camps révolutionnaires, les politiques et les militaires, se déchirent, les ressources s'épuisent, le pays emprunte aux banques anglaises à des taux usuriers. Six ans plus tard, portées par leurs opinions publiques philhellènes, les puissances occidentales se rallient aux révolutionnaires, forcent les Ottomans à reconnaître l'indépendance de la Grèce qui, surendettée, doit se soumettre à Othon Ier de Bavière. Une révolution confisquée. Ce premier volet va du début de l'insurrection au déclenchement de la première guerre civile. Comment la violence symbolique de la parole politique conduit-elle à la prise de pouvoir ? Économie de moyens et d'acteurs oblige, dans un décor minimaliste, le soulèvement est suggéré plutôt que montré, supposé se poursuivre hors champ si besoin. Quatre acteurs s'inspirent de plusieurs personnages réels des deux camps, s'exonérant de tout manichéisme : l'humain est humain quel que soit son camp. Anissa Daaou s'autorise quelques libertés vis-à-vis de la chronologie pour s'approprier la substantifique moelle de cette révolution, prendre le pouls d'une époque afin de comprendre la maladie de la suivante. Quelques anachronismes (téléphone, etc.) participent de cette volonté. Elle met l'accent sur le débat démocratique et le poursuit avec le public après le spectacle, un acte politique qui interroge notre capacité à nous engager, à mourir pour une cause. Son théâtre se veut lieu de prise de conscience et de parole. ●

CÉCILIA GALLI

*

La Liberté ou la mort
Texte et mise en scène d'Anissa Daaou, Compagnie Theatrum mundi, au Théâtre de la Reine Blanche, du 12 février au 16 mars 2019, les mardi, jeudi, samedi, 19 h. Tél. : 01 40 05 06 96.

Qu'est-ce qu'être noir(e) ?

Les thèmes du racisme et de la ségrégation explorés à partir de l'histoire véridique d'une jeune Américaine noire des années 1950.

HÉLÈNE HARDER

Promulguées dans les États du Sud des États-Unis entre 1876 et 1964, les lois Jim Crow distinguaient les citoyens américains selon leur appartenance raciale. Faisant fi de l'égalité de droit, elles instaurèrent la ségrégation dans les lieux et services publics, écoles, transports, hôpitaux, cimetière, radios. On ne jurait pas sur la même Bible ! Le 2 mars 1955, à Montgomery en Alabama, Claudette Colvin, une lycéenne noire de 15 ans, refuse de céder sa place à une blanche dans le bus. Arrêtée, Claudette attaque la ville en justice. « *L'histoire est en marche* » car, bien qu'on l'ait oubliée, c'est son refus qui est à l'origine du boycott des bus et de la lutte pour les Droits civiques. De l'activisme antiségrégationniste, en effet, on a retenu Martin Luther King et l'égérie Rosa Parks qui fit le même geste neuf mois plus tard ; parce que Claudette était jugée trop jeune, trop « foncée » et enceinte ! L'adresse au public, directe, appelle à l'empathie : « *Prenez une profonde inspiration et suivez-moi. Maintenant vous êtes Noirs* », dit la comédienne en écrivant symboliquement « Noire » au feutre noir sur un écran blanc. Le dialogue s'installe entre le jeu expressif de Sylvie Richelieu et les dessins de Charlotte Melly criants de vérité et de poésie, dessinés et projetés en direct, en une sorte de BD qui suffit à camper le décor. Le « *Vous êtes une femme donc moins qu'un homme… vous êtes une Noire donc moins que rien* » fait écho au titre du livre *L'assignation. Les Noirs n'existent pas* du même auteur. Le Collectif F71 complète l'enquête du roman dans le style qui lui est familier : une reconstitution quasi documentaire. Ce manifeste contre la violence raciste arbitraire résonne terriblement aujourd'hui. ●

*

Noire, roman graphique théâtral,
d'après *Noire, la vie méconnue de Claudette Colvin*, de Tania de Montaigne, mise en scène de Lucie Nicolas et Charlotte Melly, par le Collectif F71.
Les 7-8/2 au théâtre G. Philipe de Champigny-sur-Marne (01 48 80 05 95) ; le 15/2 à Houdremont, La Courneuve (01 49 92 61 61) ; le 21/2 à l'Espace Culturel A. Malraux, le Kremlin-Bicêtre (01 49 60 69 42) et les 28/2 et 1/3 à la Comédie de Caen (02 31 46 27 29) ; les 21-22/3 à l'Espace Lino Ventura de Garges-lès-Gonesse (01 34 53 31 00) ; le 26/3 à la Ferme de Bel Ébat de Guyancourt (01 30 48 33 44) ; les 28-29/3 au théâtre de Châtillon (01 55 48 06 90) ; les 11-13/4 par le Collectif 12 à Mantes-la-Jolie (01 30 33 22 65) ; le 18/4 au théâtre du Cormier de Cormeilles-en-Parisis (01 34 50 47 65) ; le 7/4 à Fontenay en Scènes, à Fontenay-sous-Bois ; les 26-29/5 au théâtre J. Vilar de Vitry-sur-Seine (01 82 01 52 02).

75 ans après la Shoah, qu'est-ce qu'être Juste aujourd'hui ?

Abraham Bengio

C'est le thème général des Troisièmes Journées des Justes, que la Licra organise du jeudi 30 au vendredi 31 mai 2019 au Chambon-sur-Lignon, après Dieulefit en 2014, Peyrins et Bourg-de-Péage en 2015. La veille, soit le mercredi 29 mai, une « Journée des jeunes » sera consacrée à des jeunes placés sous main de justice et pris en charge par la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) ainsi qu'à des élèves de collège et de lycée du Chambon, d'Yssingeaux et de Saint-Étienne : ils participeront à des ateliers, effectueront des visites de lieux de mémoire et assisteront à la représentation de *Guerre : et si ça nous arrivait ?*, par la compagnie des Transformateurs.

Les Journées des Justes comprendront :

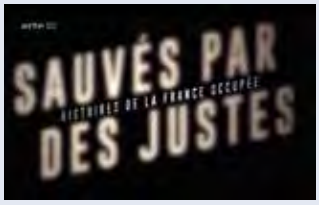
• trois tables rondes, au cours desquelles interviendront des historiens, des philosophes, des sociologues, des artistes et des élus : « La diffusion ou l'essaimage du concept de Juste en dehors du monde juif », « L'histoire d'un territoire et ses spécificités peuvent-elles expliquer l'apparition de Justes ? » et « Être Juste aujourd'hui, est-ce pratiquer l'hospitalité inconditionnelle ? » ;

• la projection du film *Sauvés par des Justes* de Christian Frey et Suzanne Wittek ;

• la visite du lieu de mémoire et du parcours de mémoire du Chambon ;

• et, en clôture, un bal-concert klezmer animé par les Marx Sisters.

Notez dès à présent la date sur vos tablettes ! La fiche d'inscription est mise en ligne depuis la fin du mois de janvier : il faut s'inscrire très vite car, en ce week-end de l'Ascension, les capacités hôtelières du Chambon-sur-Lignon seront vite épuisées. ●



✱

La France compte 4 000 Justes parmi les Nations. Si les trois-quarts de la population juive de France a survécu, c'est grâce à leur aide discrète mais combien précieuse. Leur exemple peut-il nous inspirer encore dans le monde incertain qu'il nous est donné de vivre ?

Une nouvelle section en Dordogne

La section de Bergerac a tenu le 26 décembre dernier sa première réunion de bureau. Une belle initiative intergénérationnelle autour de Claude Pierre-Bloch.

Justine Mattioli

Stéphane Guthinger, le président fraîchement élu, raconte : « *J'ai rencontré il y a quelques année M. Claude Pierre-Bloch, il nous a poussé, quelques amis et moi, à venir à la Licra. Nous avons adhéré l'année dernière. Mario Stasi s'est rendu en novembre à Périgueux accompagné d'Ari Sebag et de Cindy Léoni ; nous étions 130 personnes dans la salle. De là est venue l'idée de créer une seconde section de la Licra en Dordogne impulsée par Claude.* » Ils sont actuellement une trentaine de Bergerac et de ses alentours (Sarlat, Terrasson…) a avoir adhéré au projet. Le président a souhaité s'entourer d'une équipe jeune ; son vice-président n'a que 22 ans ! Cela a notamment permis de compter dans les militants de la section un certain nombre d'étudiants de l'IUT de droit. De plus, « *notre présidente d'honneur est Mireille Bordes, vice-présidente du Conseil départemental de Dordogne qui a dans son portefeuille et ses délégations le devoir de mémoire* », se félicite Stéphane Guthinger. Il poursuit : « *Nous avons un seul moteur qui nous anime c'est ce qu'il se passe aujourd'hui. Nous devons former des guerriers pour lutter contre la montée des extrêmes et il ne faut pas avoir peur.* » L'équipe a déjà entrepris de se présenter localement. Début janvier, ils ont rencontré avec Claude Pierre-Bloch, le maire de Bergerac, Daniel Garrigues. L'objectif est de travailler en bonne intelligence avec les sections de Bordeaux et de Périgueux. Très enthousiaste, le nouveau président souhaite débuter ses actions par une réflexion sur la loi 1905 et « son toilettage ». Il rencontre courant mars les représentants des différents cultes pour ensuite voir avec son équipe ce qu'il est possible de faire. Avec Bourg-en-Bresse et Clermont-Ferrand, voici donc les premiers pas d'un nouveau maillon militant. ●

▲ **De gauche à droite, Stéphane Guthinger, Thomas Sarlat et Claude Pierre-Bloch.**

LYON

« Être militant aujourd'hui c'est savoir crier plus fort que les autres »

Comment mobiliser les jeunes à la Licra ? Solène Pieniek, 31 ans milite depuis près de deux ans à la section de Lyon. Elle y fait parler son savoir-faire, notamment en informatique. Rencontre.

Justine Mattioli

Rencontrée à Valence, lors du Forum du *Droit de Vivre* en décembre dernier, cette jeune femme s'imposait. Pétillante, avenante et drôle, tous les invités avaient pu compter sur elle et sur sa disponibilité tout au long du week-end.

Avec un père à la Licra (président de la Licra Drôme), et une mère à la Cimade, c'est très naturellement que Solène s'est engagée à la Licra qui pour elle est « *l'une des seules associations qui lutte contre le racisme et l'antisémitisme et qui est réellement ouverte au dialogue* ». Elle a d'abord fait ses armes dans la Drôme puis, à la recherche d'une certaine autonomie professionnelle et militante, elle est partie à la section de Lyon il y a deux ans maintenant. Elle s'y occupe de tout ce qui relève de la communication et du numérique. « *Il faut être très présent sur les réseaux sociaux. Être militant aujourd'hui, c'est savoir crier plus fort que les autres* », martèle-t-elle. En effet, son domaine de prédilection, celui où elle officie professionnellement est l'informatique. Elle est gérante d'une entreprise, Solvitech, depuis deux ans où elle intervient auprès des particuliers (réparation, conseil) et les entreprises (maintenance et gestion du parc informatique). Une compétence des plus utiles à la Licra. Solène ne le sait que trop bien, dans l'immédiateté du monde actuel, au milieu des amas d'infox, la Licra se doit d'exister et d'être réactive. Avoir des jeunes en son sein nécessite une organisation logistique puisque par définition ils sont actifs et ne peuvent donner de leur temps que ponctuellement. Pour le bon fonctionnement associatif une complémentarité intergénérationnelle s'instaure. Par exemple, pour les journées des Justes les 30 et 31 mai prochains (voir p.50), au Chambon-sur-Lignon, Solène sera là « *pour filmer, interroger les gens sur place, filmer l'exposition…* ».

« L'Europe est une idée formidable mais il y a eu un problème de communication, les gens n'arrivent pas à saisir vraiment ce qu'est l'Europe, à quoi elle sert. J'ai peur que les électeurs déplacent leurs frustrations locales, nationales, en élisant des représentants qui n'ont rien à faire là-bas. »

Le cœur sur la main

« *J'ai rencontré Solène, il y a 18 ans.Je l'ai vue grandir, prendre son envol et de voir ce qu'elle a accompli professionnellement et avec la Licra c'est remarquable* », raconte Thierry, militant à la section drômoise. Sa meilleure amie Amandine la décrit comme « *quelqu'un de très généreux et naturel. Elle me parle de la Licra très régulièrement et de ce qu'elle y fait. Elle est investie et la Licra c'est important pour elle. Ses qualités sont indéniablement la générosité et la joie de vivre. On a envie de communiquer avec elle* ». Au-delà de sa profession et de son engagement militant la sémillante Solène trouve du temps pour pratiquer le tennis et la natation. Elle est aussi passionnée par l'histoire du XXe siècle et les objets qui y sont liés. « *J'ai une impressionnante collection de vinyles, j'ai aussi des appareils photos 8 mm et des caméras super 8. Mon appartement foisonne d'objets du début du siècle.* » Férue d'histoire, elle sait que le XXe siècle a été l'avènement du projet européen et elle regarde avec beaucoup d'appréhension les prochaines élections européennes. « *L'Europe est une idée formidable mais il y a eu un problème de communication, les gens n'arrivent pas à saisir vraiment ce qu'est l'Europe, à quoi elle sert. J'ai peur que les électeurs déplacent leurs frustrations locales, nationales, en élisant des représentants qui n'ont rien à faire là-bas.* »

Une jeune militante qui gagne à être connue et qui donne de sa personne dans tous les projets qu'elle lance. Un atout pour la Licra. « *On peut compter sur elle, c'est une femme humaine, gentille qui a une extraordinaire ouverture d'esprit* », conclut Thierry. ●

◀ **Exposition *Migrations d'hier à aujourd'hui* à Lyon, soutenue par la Licra, en janvier dernier.**

Transformation de l'antisémitisme ?

Mardi 19 février, mairie du Ier arrondissement, dans le cadre d'une soirée de réflexion autour de la lutte contre l'antisémitisme, le philosophe et écrivain Alain Finkielkraut répondait aux questions du journaliste Franz-Olivier Giesbert.

Justine Mattioli

Une soirée aux accents tristement prémonitoires : « La montée de l'antisémitisme. Comment en est-on arrivé là ? Que peut-on faire ? » On ne compte plus les dérives antisémites, notamment, en marge de la mobilisation des Gilets jaunes : injures et inscriptions antisémites font florès. Dernier épisode en date, l'agression d'Alain Finkielkraut en marge de l'acte XIV des Gilets jaunes le samedi 16 février à Paris. *« Barre-toi, sale sioniste de merde », « Grosse merde sioniste », « Nous sommes le peuple », « La France elle est à nous. […] Retourne à Tel-Aviv. »* C'est en raccompagnant sa belle-mère à proximité du boulevard Montparnasse qu'il a été reconnu et pris à parti. Très médiatisée, l'affaire a été relayée tout le week-end et une mobilisation nationale « Ça suffit ! » a été organisée mardi 19 février.

JUSTINE MATTIOLI

Une soirée d'actualité

Lundi soir aux portes de la mairie se pressaient des centaines de personnes, espérant pouvoir assister à la soirée. Plus de 100 personnes se serraient dans la salle des mariages : les uns sur des chaises parsemées ici et là, les autres, collés, sur les longs bancs de velours. La soirée organisée il y a plus d'un mois avait pris une tournure bien différente : un témoignage face à une salle acquise à sa cause, venue en masse en soutien. *« Ce soir nous avions envie de te dire qu'on t'aime. Je te remercie d'être venu après ces agressions verbales »*, commence l'éditorialiste du *Point*. *« Je ne suis ni un héros, ni une victime »*, rétorque le philosophe qui poursuit en expliquant ce qu'il a ressenti face à l'agression dont il fut victime : *« Ces attaques ne relevaient pas d'un antisémitisme classique. Le juif en moi était visé, certes, mais pour eux surtout j'étais associé aux sionistes. […] Je n'ai pas entendu l'expression du vieil antisémitisme français. »* Pour lui, le mouvement des Gilets jaunes ne fait que *« traduire en actes »* une pensée délétère qui émane de mouvances radicales. Sous-couvert d'une lutte contre le sionisme, ces individus ont construit un solide édifice antisémite. Pour Alain Finkielkraut *« L'antisémitisme aujourd'hui est devenu une haine antiraciste. […] Le juif est perçu comme le complice d'un État criminel ; Israël, et de sa politique qui sont d'abord visés »*.

Le nouvel antisémitisme

« On raisonne toujours en termes de résurgence. Cela semble nous rassurer. Mais il ne s'agit pas là du vieil antisémitisme, ce n'est pas lui qui est à l'œuvre contre moi et de manière générale. » À la question d'une convergence des antisémitismes, il répond : *« Si convergence il y a, c'est effectivement Dieudonné et Soral qui veulent l'incarner. »* Ces derniers se servent d'une mécanique complotiste pour finalement toujours accuser les juifs de fomenter de sombres desseins. L'agression de Finkielkraut et les autres dérives antisémites observées, ont été, pour certains Gilets jaunes, orchestrées pour discréditer le mouvement. *« Les Gilets jaunes, pour ce qu'il en reste, sont devenus une secte. C'est un mouvement qui devient totalitaire, on voit bien le mécanisme de la terreur se mettre en place »*, indique le philosophe qui pourtant soutenait le mouvement à ses prémices. Le « nouvel antisémitisme » stigmatisé par le philosophe est intimement lié au conflit israélo-palestinien : *« C'est une lâcheté qui n'est pas inspirée par la peur mais par la compassion. On ferme les yeux sur l'antisémitisme musulman. Les juifs sont passés du côté des dominants et les musulmans sont les nouveaux juifs. »* L'émotion, la haine sont au cœur du problème. Les individus ne réfléchissent plus. Sur l'avenir du combat, Finkielkraut conclut : *« Je m'inquiète du changement démographique de la France avec l'immigration incontrôlée. Cette haine est vouée à s'installer. […] On va vers le pire pour les juifs. »* ●

INTERROGATIONS

Si l'introduction du débat refléta la position de la Licra avec la mise en exergue de notre combat pour sortir de la loi sur la presse de 1881 les délits racistes et antisémites, il faut s'inquiéter de la dérive d'Alain Finkielkraut terminant sa prestation en déplorant un prétendu grand remplacement : *« Je m'inquiète du changement démographique de la France avec l'immigration incontrôlée. Cette haine est vouée à s'installer. […] On va vers le pire pour les juifs à l'initiative de nouvelles populations »*, et de préciser, *« Le problème des juifs c'est qu'on les traite de racistes parce qu'ils ont un sentiment de solidarité avec Israël… Nous sommes considérés comme solidaires d'un État criminel qui martyrise les Palestiniens. C'est cette rhétorique qui nourrit aujourd'hui l'antisémitisme »*. Qu'il nous soit permis de penser que cet antisémitisme là n'a pas fait disparaître les autres formes de haine qu'on aurait tort de ranger dans les accessoires d'hier. Antoine Spire

La messe hongroise est dite

Éric Ciotti refuse de juger Viktor Orbán « élu démocratiquement ». Un politiquement correct qui évite de parler des dérives peu démocratiques du Premier ministre hongrois.

Georges Dupuy

« *Je ne veux pas porter de jugement sur des gouvernements élus démocratiquement. […] Je constate que Viktor Orbán a été élu démocratiquement dans un pays démocratique.* » Ainsi, le 18 septembre 2018, Éric Ciotti, figure de la droite dure au sein des Républicains, défendait le Premier ministre hongrois sanctionné par le Parlement européen. Avec les mêmes mots que son président, Laurent Wauquiez. « *Employer l'argument de la légitimité d'Orbán évite de parler des atteintes à l'État de droit qui divisent les conservateurs eux-mêmes* », explique Martin Michelot, directeur du *think tank* tchèque Europeum. Mettre en avant le vote démocratique permet ainsi de ne pas se prononcer sur toutes ces mesures, peu démocratiques elles, qui menacent l'indépendance de la justice hongroise, brident les médias, restreignent la liberté d'association, limitent les droits des femmes ou imposent une « loi d'esclavage » qui autorise jusqu'à 400 heures de travail supplémentaires par an payables trois ans après. Sans parler des discours xénophobes qui accompagnent le refus des quotas migratoires européens. Un refus ardemment soutenu par la droite et l'extrême droite qui ne veulent rien savoir de sa condamnation par la Cour de justice européenne en 2017. L'État de droit attendra d'autant plus que, face à la poussée de l'extrême droite, le Parti populaire européen ne saurait se priver des députés du Fidesz, le parti d'Orbán. Budapest vaut bien une messe ! Et puis Viktor Orbán, le chantre de la démocratie « illibérale et chrétienne », n'a-t-il pas été élu démocratiquement ? ●

PIXABAY

Une petite histoire de monde animal

Mi-janvier, avis de mauvais temps sur la France et Paris où il fait gris froid et venté. Tout le monde aux abris donc dans le ventre malodorant de la cité.

Marie-Pia Garnier

Et ça déambule dans les couloirs du métro à flux tendus, file droite, file de gauche et à chaque fois ou presque, c'est le même ballet. Deux marcheurs à plus grandes enjambées essaient de doubler, se décalent vers le milieu et avancent face à face. Juste avant de se percuter, ils font souvent ce tout petit geste si parisien d'effacement conjoint de l'épaule. Et s'il y a des ratés, la tradition veut qu'on s'excuse rapidement, un peu comme une survivance de courte révérence ou de chapeau levé. Mais quelque chose a imperceptiblement changé ces dernières années. De plus en plus de costauds, ne font plus leur part du boulot. Ils avancent comme des yétis obligeant ceux qui les croisent à faire précipitamment un petit pas de côté. Il en résulte pour les femmes et les seniors notamment, un état de soumission forcée à la masse musculaire qui les affronte.

Ce jour-là une jeune femme ne s'est pas assez vite écartée devant un de ces primates en train de marteler tête baissée son portable qui, sous l'impact a valsé. L'homme furieux s'est immédiatement mis à rugir un flot d'injures en « …asse » assez classiques en somme, alors qu'il tentait de récupérer aux pieds du flot humain qui s'écoulait agacé, son précieux téléphone en kit. La femme, écarlate et visiblement sonnée par la collision, ne s'est pourtant pas laissée bousculer plus avant. Elle a commencé à marcher sur l'homme et à lui dire bien en face, le fond de sa pensée sur les machos bulldozers, tripoteurs et autres *manspreaders* – vous savez, ceux qui s'assoient dans les transports publics les cuisses grandes écartées – qui lui pompent trop souvent l'air dans son RER. Eh bien, le croirez-vous, c'est l'homme en premier qui a pris ses jambes à son coup en continuant certes, à grommeler dans sa barbe tout un tas d'invectives contre toutes les hystériques de la planète. Oui, décidemment ça balance pas mal dans le métro à Paris, mais il se pourrait bien que la musique commence pourtant bel et bien à changer. ●

VLYNN / PIXABAY

Nous avons reçu une longue lettre critique de la Licra d'Aix en Provence. Nous tentons d'y répondre point par point.

La revue de la Licra, a pour vocation de défendre l'antiracisme, la République, la laïcité, la fraternité. Force est de constater que depuis quelques années, chaque numéro du *DDV* est un subtil assemblage dans lequel, parmi des articles qui correspondent sincèrement à la mission de la Licra, certains journalistes ou faisant fonction, utilisent l'antiracisme à des fins partisanes. Ainsi dans le n°674, plusieurs articles tendancieux instrumentalisent l'antiracisme et procèdent à des amalgames douteux sur lesquels il convient de se pencher :

1) La critique du roman *Fuck America* page 47 (pour paraphraser une phrase célèbre : l'antiaméricanisme c'est l'humanisme des imbéciles) a pour titre en caractères gras : « De l'Allemagne nazie à l'Amérique hostile. » Ainsi le *DDV* ose mettre sur le même plan le pays qui organisa le génocide des juifs et celui qui fut leur refuge. Ce livre étant, écrit le journaliste, un « *J'accuse de ceux qu'il n'a pas accueillis* ». Les familles des 500 000 jeunes Américains morts pour délivrer l'Europe et sauver les derniers juifs que la machine nazie n'avait pas encore assassinés sauront apprécier.

Réponse : Il s'agit d'un compte rendu d'une pièce de théâtre dont il est difficile de ne pas mentionner la problématique même si nous ne la partageons pas. **A. S.**

2) Autre exemple d'affirmation douteuse dans l'article « Inégalités scolaires, une conscientisation précoce » p.21 : la phrase « *au pays de la stigmatisation* », ce pays étant la France. Nul ne conteste le poids des inégalités sociales dans l'échec scolaire, mais parler aujourd'hui du pays de la stigmatisation à propos de la France est une insulte faite à ses habitants et à ses institutions. Est-il permis de rappeler au journaliste que dans les quartiers Nord de Marseille qui comptent un grand nombre de primo-arrivants, le Collège Vallon des pins a 100 % de boursiers, qu'ils reçoivent les livres scolaires, mais aussi un dictionnaire et un ordinateur. Qu'ils bénéficient de voyages scolaires gratuits, que tout est mis en œuvre pour permettre la réussite de ces enfants…

Réponse : Ce n'est pas la France qui est le pays de la stigmatisation mais le lycée Maurice Ravel dans le XXe arrondissement. Avant de contester l'appellation allez y faire un tour ! **A. S.**

3) p.22 il est désormais convenu pour beaucoup de nommer illibérale une démocratie n'ayant pas élu le candidat qu'ils souhaitaient, c'est le cas dans l'article « Élections européennes, vers un hold-up illibéral ? » (on notera l'usage du point d'interrogation, vieille technique pour affirmer sans risque un fait qui n'est pas avéré). Que leurs résultats nous plaisent ou non, et c'est le cas, les élections en Hongrie, en Autriche, en Pologne, en Italie ont été démocratiques. Il n'y a eu aucun hold-up. Ces gouvernements dits illibéraux ont bien sûr des torts, celui qu'on leur reproche le plus souvent étant leur volonté de contrôler l'immigration. La tragique crise migratoire qui secoue le monde est un problème grave dont personne n'a la solution, en tout cas pas la France qui ne veut pas accueillir toute la misère du monde, alors le journaliste, croyant être drôle, écrit « la bête anti-migrants qui monte qui monte ». Il devrait faire attention, à force de crier au loup…

Réponse : Vous avez raison, les gouvernements populistes l'ont emporté « démocratiquement ». Nous craignons une victoire de ces courants aux élections européennes qui serait une sorte de hold-up illibéral : l'expression n'est pas à prendre à la lettre. **A. S.**

4) Le *DDV* se soucie assez peu de ce qui se passe dans les formidables démocraties que sont la Chine, la Russie, l'Iran des ayatollahs, la Turquie d'Erdoğan, le Venezuela, l'Algérie, le Vietnam, Cuba, la Corée du Nord, etc. Par contre il s'intéresse beaucoup à Israël, l'exutoire favori de certains de ses journalistes.

Réponse : Nous suivons en cela – peut-être trop – l'ensemble des journalistes français. **A. S.**

5) Dans le n°674, les deux articles sont symptomatiques de l'attitude de la revue à propos de la seule démocratie du Moyen-Orient. Il y a dans « Réflexions sur l'histoire du sionisme » une phrase qui discrédite le *DDV* : « *sionisme politique, le cadeau de l'Europe aux juifs.* » De quel cadeau s'agit-il ? Le meurtre de six millions de juifs serait ce don que l'Europe a fait aux juifs pour qu'ils aient un État. Il paraît que c'est de l'humour ! (page 39) Bien entendu dans cet article, l'auteure occulte toutes les menaces qui pèsent sur Israël, la démocratie israélienne, serait-elle à l'abri des attentats et des roquettes ? La photo qui illustre son article (page 28) montre un groupe d'ultra-religieux juifs avec pour légende : « cette loi pourrait renforcer l'extrémisme des nationalistes juifs. » Ce journaliste ne sait-il pas que ces utlra-religieux refusent jusqu'à l'existence d'Israël, qu'ils sont tout sauf nationalistes. Déjà dans un numéro précédent du *DDV*, l'article « Les évolutions récentes de la démocratie israélienne » présentait Israël comme le parangon des dérives de la démocratie. L'imperfection de la démocratie israélienne n'est pas supérieure à celle des démocraties européennes qui lui font la leçon ; elle serait plutôt moindre si l'on considère que l'absence de proportionnelle et les vastes pouvoirs du président de la République ne font pas de la France un parfait modèle de démocratie. Malgré les menaces constantes auxquelles Israël, ce pays de la taille d'un département français, est soumis, il est bien plus démocratique qu'une Union européenne habituée à ne pas voir plus loin que l'intérêt matériel qu'elle peut tirer de sa soumission aux pressions des dictateurs. Une Union européenne qui met au pilori M. Salvini et s'accommode fort bien de M. Erdoğan ; selon que vous serez puissant ou misérable… Une Union européenne pas, mais vraiment pas, Charlie, qui justifie qu'un citoyen soit puni pour crime de blasphème. Bien sûr, la tentation populiste existe en Israël comme elle existe dans toutes les démocraties occidentales, bien sûr on peut contester la politique du gouvernement israélien, mais pas en usant du point d'interrogation pour lancer des accusations infondées, pas en écrivant « *hier encore la démocratie pouvait se mesurer au rôle des contre-pouvoirs* » comme s'ils avaient disparu. Malgré les 70 années de guerre imposées par des ennemis qui ne se gênent pas pour dire qu'ils vont la détruire, la démocratie israélienne est restée solide.

Réponse : Le premier article évoqué est le compte rendu d'un colloque qui s'est déroulé au MAHJ. Fallait-il taire les positions qui ne plaisent pas à certains de nos lecteurs ? Les participants au colloque que nous avons interrogés nous ont remerciés pour ce compte rendu ! Quant aux articles qui évoquent la loi du 19 juillet 2018, nous ne faisons que reprendre les critiques qui, en Israël, s'inquiètent de l'écart entre le sionisme des premières années de l'État et la nouvelle logique qui révolte près de la moitié des Israéliens (sondage Haaretz) et les druzes qui, comme nous le disons, se sont sentis trahis. La lettre d'Aix-en-Provence contenait aussi une contestation du débat ouvert sur l'importance du A de Licra. Ce débat continue dans ce numéro et la section d'Aix souhaitera sans doute y participer. **A. S.**

Carnet

Le **docteur Bernard Viallet** vient de disparaître. Grand défenseur de la Licra de Périgueux, il était membre de notre association et engagé en politique en tant que président d'honneur du nouveau centre. Formidablement dévoué à ses malades, il a beaucoup marqué le village de Mensignac où il exerçait à 20 km de Périgueux. *Le Droit de Vivre* et la section Licra de Périgueux s'associent à la peine de sa famille.

En 2018, la Licra de Châlons-en-Champagne a eu la grande tristesse de perdre deux de ses fidèles militants. Monsieur **Richard Sur,** décédé le 18 septembre, à l'âge de 70 ans, emporté par la maladie. Richard avait rejoint la section en 2009 et ne manquait aucun des rendez-vous châlonnais de la Licra. Monsieur **Yves-Marcel Sebbag,** décédé le 28 septembre dans sa quatre-vingt-huitième année, membre bienfaiteur de la section châlonnaise. Celui-ci a fidèlement, inlassablement exprimé et apporté son soutien actif ainsi que ses encouragements aux actions de la section châlonnaise dont il était l'un des plus anciens militants. La Licra présente ses sincères condoléances aux familles respectives de ces deux très regrettés amis châlonnais.

VILLE DE LYON
en form @Lyon
L'APPLI QUI CONNECTE LA VILLE À VOS BASKETS
DÉCOUVREZ LES PARCOURS RUNNERS CONFIRMÉS
PARCOURS « DÉFIPERF »
Mesurez-vous entre runners et partagez vos explois !
AG2R LA MONDIALE
Téléchargez l'application

ACCOMPAGNER LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

7 491
bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap

1 596
carrefours à feux équipés de synthèse vocale

1 214
élèves et étudiants bénéficient d'un transport adapté

372
agents travaillent dans le secteur de l'autonomie

131
établissements et services pour personnes en situation de handicap

données au 31/12/2016 — Extraiagence.com® — photo : Thinkstock

www.grandlyon.com

LA MÉTROPOLE S'ENGAGE | GRANDLYON la métropole